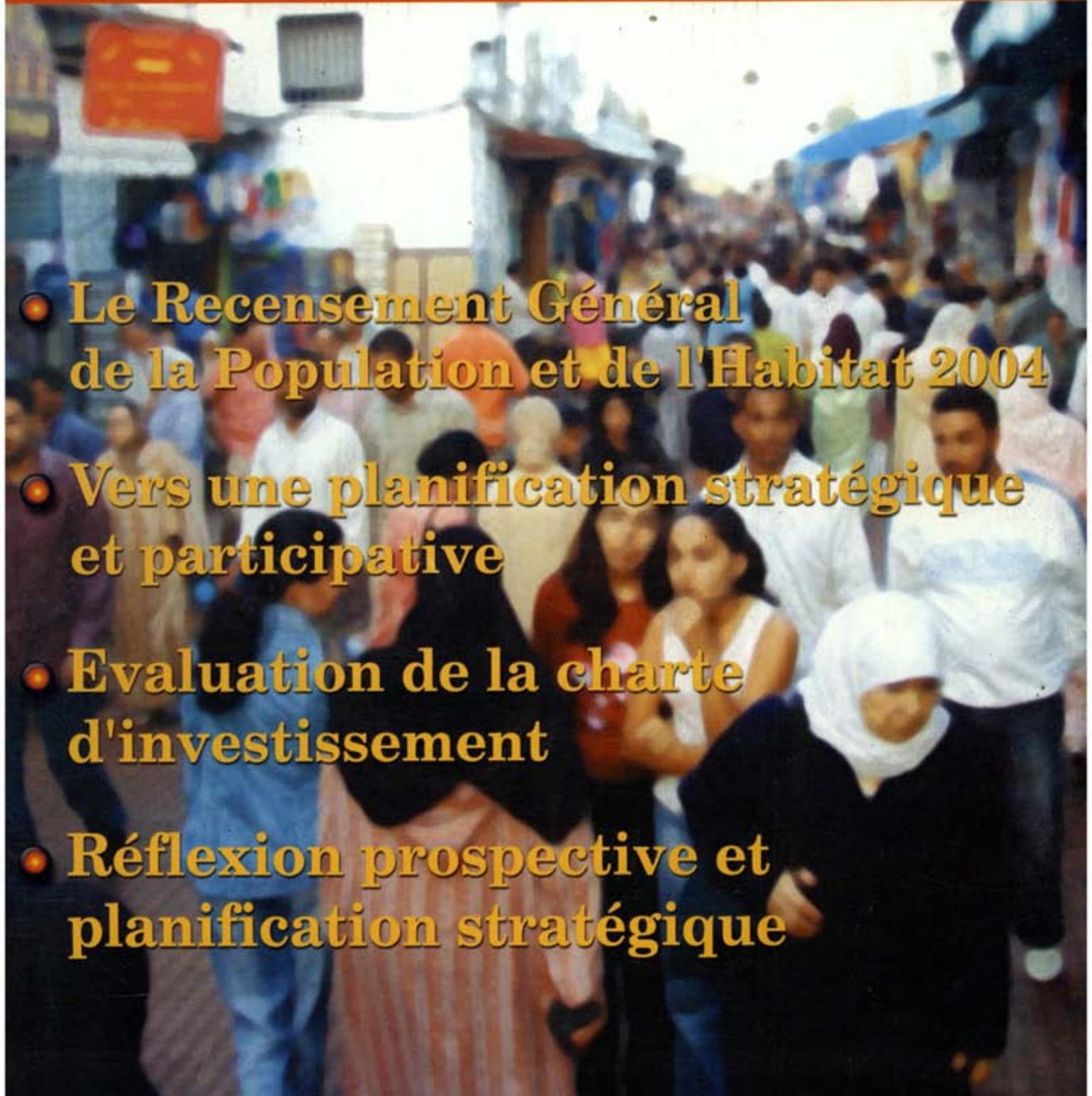


# Les Cahiers

d u P l a n

- 
- **Le Recensement Général de la Population et de l'Habitat 2004**
  - **Vers une planification stratégique et participative**
  - **Evaluation de la charte d'investissement**
  - **Réflexion prospective et planification stratégique**

# Sommaire

**Les Cahiers  
du Plan**

Tél : 037 76 28 20 / 037 76 29 30  
Fax : 037 66 07 71  
B.P. 178 - Quartier administratif  
Rabat - Maroc

Président :

Ahmed LAHLIMI ALAMI  
Haut Commissaire au Plan

Création/Rédaction en Chef

Ahmed EL KOHEN LAMRHILI

Comité Scientifique

- Mohamed ABZAHD  
- Aziz AJBILOU  
- Abdelhak ALLALAT  
- Jamal BOURCHACHEN  
- Mohamed DOUIDICH  
- Ali EL AKKAOUI  
- Mohamed GHERMAOUI  
- Ahmed JMILA

Editeur

CND (Centre National de  
Documentation)  
Tel : 037 77 10 32 / 037 77 09 84 /  
037 77 30 08  
Fax : 037 77 31 34  
Haut Agdal - Rabat

Dépôt légal

2004/0139

Publication

Haut Commissariat au Plan  
E-mail : lescahiersduplan@yahoo.fr  
Site : www.lescahiersduplan.hcp.ma

Réalisation et Infographie

**Enigma**  
037 76 47 49 - Rabat

Imprimerie

ImprimElite  
037 81 41 47 - Salé

■ **Pourquoi cette publication ?**

Par : Ahmed LAHLIMI ALAMI, Page 4

■ **Le Maroc face à la transition démographique**

Allocution de M. Ahmed LAHLIMI ALAMI, Page 5

■ **Le recensement de 2004**

**Le Maroc à la loupe**

Par Jamal BOURCHACHEN, Page 7

■ **Vers une planification stratégique  
et participative**

Par Ahmed JMILA, Page 14

■ **Evaluation de la charte  
d'investissement**

Par Jamil BERDAI, Page 19

■ **Réflexion prospective et planification  
stratégique**

Programme du HCP, Page 23

■ **Retenu pour vous, Page 29**

Le contenu des articles n'engage que leurs auteurs.  
Une synthèse de cette publication peut être consultée sur son site.

# Pourquoi cette publication?

Par Ahmed LAHLIMI ALAMI



**« .... La planification [doit] être un outil permettant de dégager la vision du changement, un cadre adéquat pour intégrer nos options dans une conception globale et harmonieuse à même de cerner tous les facteurs qui déterminent l'élaboration de notre environnement intérieur et extérieur, de sérier les priorités, d'éclairer la voie aux opérateurs économiques et sociaux et de les aider, par la concertation et le partenariat, à adopter les méthodes les plus efficaces et à choisir les meilleurs moyens de faire face aux défis actuels et futurs... »**

Lettre Royale adressée au Premier Ministre le 28 septembre 1999.

## Pourquoi cette publication?

L'objectif recherché est bien simple. Beaucoup d'études, d'enquêtes et de travaux sont régulièrement réalisés par les différents services du Haut Commissariat au Plan. De nombreuses réflexions sont consignées dans des rapports qui restent à l'intérieur du Haut Commissariat ou circulent dans des milieux administratifs restreints, ou au mieux mis à la disposition de chercheurs. Une masse de chiffres continue à dormir ainsi dans des fichiers apurés ou en voie de l'être.

Notre volonté est de rompre avec cette relative faiblesse de diffusion de l'information et du fruit des réflexions, en mettant toutes les productions disponibles à la disposition d'un public plus large : chercheurs, étudiants, opérateurs économiques, etc... Bref, tous les citoyens ont le droit de connaître le produit de cet effort du Haut Commissariat au Plan et de ses cadres qui sont souvent d'un très haut niveau.

Je me considère, à chaque fois, interpellé quand il arrive que nos travaux ne bénéficient de l'intérêt officiel et médiatique qu'ils méritent que lorsque nous les retrouvons dans des évaluations extérieures ou dans des rapports d'organismes internationaux.

Notre effort de communication a vocation à contribuer à entretenir l'intérêt de l'opinion publique en matière économique. Autant nos citoyens ont une sensibilité politique d'un niveau bien plus élevé que dans beaucoup de pays, parmi même les plus démocratiques, autant leurs connaissances des réalités économiques et leurs capacités d'évaluation des données et des évolutions de ces réalités restent souvent assez limitées.

Puissent tous les cadres du Haut Commissariat au Plan qui, au prix d'efforts et de sacrifices d'une partie de leur temps de loisirs, ont accepté de s'engager à réaliser cette revue, donner tout le prolongement espéré à cette initiative, pour en faire une publication régulière et de qualité constante. Puissent également tous ceux qui sont capables d'y apporter leur contribution parmi les chercheurs, les opérateurs économiques ou les cadres de l'administration, apprécier suffisamment cet effort pour avoir envie de l'épauler régulièrement ou occasionnellement par des articles en rapport avec leurs préoccupations professionnelles ou académiques. L'apport du fruit de leur savoir et de leur expérience sera toujours le bienvenu. ■

# Le Maroc face à la transition démographique

L'évolution démographique de notre pays le place au cœur d'une transformation profonde de la structure et du comportement de sa population et s'accompagne de mutations culturelles et socio-économiques dont l'impact effectif et potentiel sera déterminant pour son avenir.

Avec une population estimée, aujourd'hui, à plus de 30 millions d'habitants et un taux d'accroissement annuel de 1,5 %, le Maroc est en effet bien engagé dans l'ère de la transition démographique, en rupture notamment avec le régime démographique traditionnel, caractérisé, comme vous le savez, par des niveaux élevés de mortalité et de natalité.

Depuis les années 1950, la baisse de la mortalité annonçait cette transition et ouvrait la voie à un gain significatif en terme d'espérance de vie et à une baisse de plus de 2/3 de la mortalité infantile et de plus de la moitié de la mortalité maternelle.

Parallèlement et à partir de la décennie 70, intervenait une baisse de la fécondité sous l'effet de la conjonction de plusieurs facteurs. Les progrès de la scolarisation et de l'éducation et un plus large accès des femmes à l'emploi lucratif ont contribué à reporter l'âge au premier mariage et favorisé l'usage croissant des moyens contraceptifs et ce, dans le cadre et sous l'influence d'une urbanisation massive et des multiples mutations intervenues au niveau de l'organisation et des valeurs familiales.

Les dimensions de cette évolution nous interpellent, compte tenu de leurs implications, immédiates et futures, sur le devenir de notre société et de notre économie. Nous nous sentons d'autant plus interpellés que notre développement se trouve confronté d'une part à des défis de compétitivité dictés par notre ouverture sur des marchés de plus en plus mondialisés et, d'autre part, aux exigences d'une

population aspirant à une vie meilleure et faisant face à des besoins sociaux croissants.

La transition démographique est, en effet, en passe de constituer la dimension fondamentale des tendances lourdes qui marqueront le Maroc de demain. La dynamique démographique posera des problématiques en terme notamment de croissance économique, de valorisation de nos ressources humaines, et de protection sociale d'une population connaissant de plus en plus le phénomène du vieillissement.

Comme l'indiquent les projections démographiques, la population en âge d'activité, celle dont l'âge se situe entre 15 et 59 ans, continuerait, en effet, de s'accroître jusqu'en 2020. Alors qu'elle représentait 48,4% en 1960, elle est passée à 62 % en 2003 et atteindrait son point culminant à savoir 65 %, entre 2010 et 2020. Son impact sur le marché du travail sera donc important et ira en grandissant dans les 15 prochaines années, particulièrement dans les zones urbaines, où le chômage est déjà, aujourd'hui, de 19,3% et tourne autour de 12 % au niveau national.

Par ailleurs, si dans le cadre de cette transition, la baisse du taux d'accroissement démographique se traduit par une diminution du poids relatif de la population âgée de moins de 15 ans, qui est passée de 44,4 % en 1960 à 30 % en 2003, et serait de 23,6% en 2020, dans l'absolu son effectif s'est maintenu à des niveaux élevés, soit 9,5 millions en 1994 et 9,2 millions en 2003. C'est dire que les efforts à déployer devraient s'intensifier, non seulement pour potentialiser les objectifs de la réforme de l'enseignement et de la formation engagée par notre pays et dont les effets ne seront nécessairement effectifs qu'à plus ou moins long terme mais pour, au même moment, résorber le passif hérité du passé en terme d'analphabétisme et d'inadéquation de l'enseignement aux exigences du marché du travail. Notre pays est ainsi appelé à mener cette double action en lui

affectant des ressources forcément élevées, pour se doter des facteurs de compétitivité et de stabilité sociale susceptibles de l'habiliter à assumer avantageusement son choix d'ouverture et d'insertion dans le monde moderne.

Si le Maroc est aussi appelé à intensifier ses efforts pour faire face aux besoins croissants de sa population active et de sa jeunesse, il devra, au même moment, gérer le vieillissement de sa population qui constitue également une composante remarquable de la transition démographique qu'il connaît.

Alors qu'elle s'est maintenue à 7% de 1960 à 2004, la population âgée de 60 ans et plus atteindrait 20% en 2040, soit le même niveau prévalant actuellement dans certains pays développés comme la France. Une telle évolution pose, en des termes urgents, la problématique du financement des retraites et de la protection sociale d'une partie vulnérable de la population. Il s'agit d'une problématique qui revêt par sa nature une dimension sociétale, puisqu'elle se trouve au cœur des rapports sociaux qui caractérisent un modèle de société et un système de valeurs

Cette dimension ne peut être négligée dans un pays dont l'héritage historique voue un respect marqué aux personnes âgées et leur confère une place importante dans la famille, en vertu des services rendus, tout au long de leur vie active, et en raison de leur apport spécifique dans la préservation de l'équilibre affectif de la famille et la pérennisation des valeurs fondamentales de la société. Avec cette dimension, nous nous trouvons placés au cœur de la conception qu'entend promouvoir le code de la famille adopté par notre pays et que Sa Majesté le Roi a voulu marquer du sceau de l'harmonie entre les valeurs spirituelles de notre peuple et l'exigence d'une nécessaire modernité. Elle nous engage, de ce fait, à anticiper les conséquences du vieillissement démographique et à mettre à niveau notre législation et notre gestion pour lui apporter des réponses à la mesure de la vision qui a présidé à la réforme du code de la famille.

La transition démographique peut être aussi une aubaine pour notre pays. Alors que des continents comme l'Europe, voient se profiler dans les 30 années à venir des menaces sur leur compétitivité, en raison du vieillissement de leur population, notre pays est appelé à mieux valoriser cette richesse qui est la sienne et que constitue son potentiel en matière de force de travail et de créativité. L'accélération de la croissance de notre PIB, pour aller au-delà des

tendances enregistrées jusqu'à présent est, à cet effet, un impératif catégorique.

Aussi, cet impératif doit-il rester au centre des réformes économiques et sociales dont le processus a été entamé par le Maroc, dès les années 80, et qui se poursuit aujourd'hui avec une volonté renouvelée et une visibilité sociétale plus explicite, sous la conduite éclairée de Sa Majesté le Roi Mohammed VI.

L'accélération de la croissance économique, aussi nécessaire et impérieuse soit-elle, est cependant loin d'être suffisante, si elle n'est pas de nature, de par sa qualité, à générer la résorption des disparités sociales et régionales et à ouvrir la voie à l'avènement d'une société plus solidaire. Ceci est assurément lié à une approche rénovée de la planification où le développement humain et notamment la valorisation du potentiel national de travail et de créativité et la lutte contre la pauvreté et, au-delà, contre les mécanismes de reproduction des facteurs de la vulnérabilité sociale sont placés au cœur même de la croissance. C'est dire l'importance, à cet égard, de la large mobilisation nécessaire pour assurer l'accessibilité aux services sociaux de base aux populations démunies, parallèlement à la mise en œuvre d'une politique économique créatrice d'emploi.

La variable démographique marque et marquera par sa dynamique le potentiel de développement durable de notre pays et c'est en fonction du niveau d'efficacité de notre politique de population que nous mesurerons nos progrès dans ce domaine. Certes des progrès, nous en avons sûrement faits et d'assez grands que nous avons peu tendance à relever. Ils sont, aujourd'hui, illustrés par les données fournies par notre système national d'information statistique, en matière d'acquis démographique notamment de scolarisation, de santé, d'amélioration de certains indicateurs de niveau de vie. Vous aurez, au cours de cette journée, à les analyser et à en évaluer la pertinence et la portée. Le recensement général de la population et de l'habitat, qui aura lieu au mois de septembre prochain, nous permettra d'en saisir encore mieux la dimension et, ce faisant, d'actualiser et d'approfondir la connaissance que nous avons de nos réalités démographiques et socio-économiques. ■

(Allocution de M. Ahmed LAHLIMI ALAMI  
Haut Commissaire au Plan

A l'occasion de la Journée d'étude sur le thème :  
"Le Maroc à l'heure de la transition démographique et des mutations sociales", tenue à Rabat, le 26 juillet 2004)

# Le recensement de 2004 Le Maroc à la loupe\*

« Le recensement : nécessité d'avenir,  
référence de demain ».  
Ahmed Lahlimi Alami

**D**ans le cadre des efforts déployés par le Haut Commissariat au Plan pour la mise à niveau du système national d'information statistique, plusieurs mesures ont déjà été prises et ce, à deux niveaux. Il s'agit sur le plan interne au département de combler, autant que faire se peut, les déficits en informations économiques et sociodémographiques tout en réduisant sensiblement les délais d'exploitation ; et sur le plan externe d'amener les

différents opérateurs dans ce domaine à s'inscrire dans une perspective d'amélioration de la qualité de l'information (à travers un contrôle adéquat des méthodologies et mécanismes de production) et de meilleure coordination qui assurera une plus grande fluidité de circulation des statistiques, notamment celles sous-produites par les différents départements.

Par Jamal BOURCHACHEN

La réalisation du recensement général de la population et de l'habitat de 2004 participe de cette mise à niveau globale dans la mesure où ce dernier permet d'actualiser une mine d'informations démographiques, économiques et sociales d'une grande diversité se rapportant aux plus petites subdivisions administratives, voire géographiques ; et de combler une partie des déficits en informations dans ces domaines.



Qui plus est, la documentation produite, notamment cartographique, fonde la base de sondage nécessaire à l'approfondissement de la connaissance par le biais d'enquêtes et d'études spécifiques.

Quels sont les objectifs du recensement de 2004? Comment se déroule-t-il ? Pour collecter quels types d'informations ? A quoi sert-il ? Mais aussi qu'est-ce qui distingue ce recensement des recensements antérieurs sur les plans technique, informationnel et organisationnel? Telles sont les questions fondamentales auxquelles cette présentation tentera d'apporter des réponses.

## Objectifs et étapes du recensement de 2004

A l'instar des recensements précédents, celui de 2004 a trois

objectifs fondamentaux. Il s'agit de déterminer et authentifier la population du pays selon les différentes subdivisions administratives; recueillir les caractéristiques démographiques et socio-économiques de la population et établir une base de sondage pour les enquêtes post-censitaires.

### Cartographie et recensement pilote

Le recensement est une succession d'opérations interdépendantes qui se déroulent sur quelques années. La phase préparatoire est consacrée aux travaux cartographiques, visant à découper le territoire national en zones de recensements (districts), de contrôle (secteurs) et de supervision; à l'élaboration du dossier technique composé essentiellement des différents questionnaires et des manuels méthodologiques de recensement, de contrôle et de supervision; et à la réalisation d'un recensement pilote visant notamment à mettre à l'épreuve les différents aspects de la méthodologie adoptée et à estimer le coût de la collecte.

### Dispositif du recensement

La mise en place, pendant trois mois, du dispositif du recensement dans les provinces et préfectures du pays constitue également une phase fondamentale de préparation de cette opération. Elle permet d'identifier et d'affecter les personnels de collecte à leur zone de travail (district, secteur, etc.) dûment cartographiée, de faire l'inventaire des moyens logistiques (véhicules et autres moyens de transport, locaux de

## Le recensement pour une vision claire de l'avenir

Recensement Général de la Population et de l'Habitat

Du 1er au 20 septembre 2004

Le Recensement Général de la Population et de l'Habitat (RGPH) se déroulera sur l'ensemble du territoire national du 1er au 20 septembre 2004. Il permettra d'établir une radioscopie de la réalité du pays. Des thèmes majeurs seront abordés à cet effet : la démographie, le niveau d'instruction et de scolarisation, l'activité économique, les handicaps, l'habitat et les conditions d'habitation, etc. Plus de 50 000 agents du recensement se rendront dans chaque douar, village et ville pour recueillir les informations requises. Celles-ci permettront d'évaluer les besoins du pays dans tous les domaines et planifier le développement économique et social sur des bases objectives et scientifiques. C'est dire combien il est nécessaire que les réponses soient conformes à la réalité pour que le recensement soit utile au pays. Il est important de rappeler que l'ensemble des informations recueillies demeurent totalement confidentielles. Toute personne ayant participé au recensement, d'une manière ou d'une autre, est tenue au respect du secret statistique, sous peine d'encourir les sanctions pénales prévues par la loi n°00171, relative au recensement de la population et de l'habitat.

Haut Commissariat au Plan  
www.recensement.hcp.ma

Le Recensement, un acte citoyen



stockage des documents, moyens de communication, etc.), et d'établir les listes définitives des populations vivant en communauté (dans les casernes, les établissements pénitentiaires, les internats, etc.) et qui sont recensées « à part » et les listes des populations dites de passage (dans les hôtels et assimilés).

### Formation des personnels

Les personnels ainsi identifiés subissent une formation d'une dizaine de jours pendant laquelle ils sont familiarisés avec les techniques de recensement et de contrôle, les concepts utilisés, etc. Celle-ci se déroule de façon pyramidale, commençant par une dizaine d'ingénieurs et finissant par des dizaines de milliers de recenseurs et de contrôleurs.

### Collecte de l'information

L'étape de collecte de l'information sur le terrain (dite d'exécution du recensement), se déroule en deux phases. La première, de deux jours, est consacrée à la reconnaissance, notamment, par les recenseurs de leur zone de travail. Ces derniers, munis des cartes de districts et aidés en cela par leurs contrôleurs, les agents d'autorité, et, éventuellement, les superviseurs, procèdent à l'identification des limites (frontières) de leur district et à une tournée exploratoire visant notamment à s'assurer de la correspondance entre les cartes mises à leur disposition et la réalité du terrain, et à identifier les difficultés éventuelles qui risquent de se poser au moment de la collecte. Le cas échéant, les cartes sont actualisées.

Durant la seconde phase, qui dure une vingtaine de jours, les recenseurs font du porte-à-porte pour recueillir les informations auprès des ménages de leur district. Un système de contrôle par sondage permet de vérifier l'exhaustivité et la qualité de la collecte effectuée par les agents de recensement.

### Réception des documents

Une fois renseignés et classés au niveau de chaque province ou préfecture, les documents sont transférés au centre national d'archivage. Leur réception s'effectue selon un calendrier précis permettant d'éviter les encombrements et de procéder aux contrôles d'exhaustivité sur la base de la liste des districts prévus. Des contrôles qui sont d'autant plus laborieux qu'ils concernent non seulement les questionnaires (des ménages ordinaires, de la population des communautés et de passage) mais aussi tous les autres documents utilisés par les recenseurs: les cahiers de la population légale (faisant l'inventaire des personnes et des ménages recensés, dans chaque district, par logement), les carnets de tournée (documents permettant aux recenseurs d'organiser et de systématiser leur tournée dans le district), les dossiers cartographiques (cartes, feuilles de limites qui serviront notamment à actualiser la base de données cartographiques du système d'information géographique (SIG)), etc.

### Exploitation et analyse

Les documents ainsi réceptionnés sont successivement dépouillés et traités automatiquement. Les cahiers de la population légale, et les questionnaires de la population des communautés, traités en premier, fournissent les effectifs de la population selon les subdivisions administratives du royaume. L'exploitation des questionnaires des ménages ordinaires, ensuite, permet de disposer des caractéristiques démographiques et socio-économiques de la population. Enfin le traitement du reste des documents est effectué une fois achevée l'exploitation des documents de base susmentionnés.

Les données ainsi produites sont analysées et progressivement diffusées. Des traitements et des analyses spécifiques sont également effectués à la demande des utilisateurs.

## Aperçu sur l'évolution de la population légale du Maroc

La population légale du Maroc a atteint, au 1<sup>er</sup> septembre 2004, 29.891.708 dont 29.840.273 marocains et 51.435 étrangers. Elle est répartie, selon le milieu de résidence, en 16.463.634 citadins et 13.428.074 ruraux soit un taux d'urbanisation de 55,1 %, contre 51,4% en 1994.

La population totale s'est accrue entre 1994 et 2004 de 3.817.984 personnes, soit un accroissement relatif de 14,6%. Le taux d'accroissement démographique annuel moyen qui s'en dégage est de 1,4% contre 2,0% entre 1982 et 1994.

### Les données collectées

L'objectif de tout recensement est de répondre aux besoins nationaux en informations démographiques et socio-économiques. Comme les ressources sont limitées et les besoins en informations illimités, des arbitrages sont inéluctables. C'est ainsi que les données fondamentales qui concernent les structures démographiques et socioprofessionnelles arrivent en tête du peloton, suivent, ensuite, celles qui concernent les mouvements (migrations internes) et les niveaux d'instruction de la population. Le Maroc, à l'instar d'autres pays, procèdent également, parallèlement au recensement de la population, à un recensement de l'habitat.

Tel est le noyau dur, voire l'essentiel, des informations collectées par tous les recensements du monde. Celles-ci constituent, en effet, le fondement de la connaissance démographique et socio-économique du pays. Le recensement fournissant par ailleurs la documentation nécessaire à l'établissement d'échantillons pour des enquêtes permettant d'approfondir la connaissance des sujets abordés par le recensement, voire d'appréhender d'autres sujets.

Il est par ailleurs admis que les recensements doivent, autant que faire se peut, se conformer aux recommandations internationales à ce sujet en vue de faciliter la comparabilité des données entre pays.

### Population de jure

De prime à bord, il faut noter que les informations collectées par le recensement marocain concernent la population de jure (résidente ou temporairement absente). Sont ainsi exclus les Marocains résidant à l'étranger, le personnel diplomatique et les visiteurs de passage chez les ménages ou dans les établissements hôteliers et assimilés.

### Caractéristiques individuelles et des ménages

Les informations collectées peuvent être distinguées selon qu'elles se rapportent aux individus ou aux ménages. Pour ce qui est des caractéristiques individuelles, le recensement recueille, pour chaque personne, notamment, l'âge, le sexe, la

nationalité, la situation matrimoniale, la fécondité des femmes en âge de procréation, la mortalité, l'aptitude à lire et à écrire, le diplôme, la dernière classe fréquentée, les migrations, la profession, l'activité et le type d'activité, la connaissance des langues arabe et étrangères, les langues nationales parlées, les incapacités physiques et mentales.

Concernant les ménages, le recensement relève leur composition et leurs conditions d'habitation à travers des questions se rapportant à leurs structures, au type de logement habité, au statut d'occupation de ce logement (propriété, location, etc.), au nombre de pièces d'habitation, au raccordement du logement aux réseaux de distribution de l'eau, de l'électricité, d'adduction des eaux usées, à la provenance de l'éclairage et de l'eau pour les logements non raccordés, aux éléments de confort dans le logement, à l'âge du logement et à certains équipements ménagers.

### Autres informations

Il y a lieu de signaler également que les documents connexes utilisés dans le recensement permettent de collecter des informations supplémentaires relatives aux caractéristiques des constructions et des locaux à usage professionnel en milieu urbain, aux infrastructures en milieu rural et à l'accessibilité des ruraux au réseau routier.

**Par rapport aux recensements précédents, celui de 2004 a non seulement élargi le champ d'investigation en s'intéressant à des thématiques nouvelles, mais, il a aussi, profitant des enseignements du recensement de 1994, pris des dispositions pour éviter que certains sujets, jugés délicats, abordés par le questionnaire soient ignorés au moment de l'exploitation.**

### Quelles sont les nouveautés de ce recensement ?

Globalement on peut dire que le recensement de 2004 a pu dépasser certaines défaillances de nos recensements précédents en inscrivant cette opération dans la droite ligne d'orientations fondamentales pour notre pays à savoir, la régionalisation, la modernisation des méthodes de travail, la transparence et l'optimisation des coûts.

## Aperçu sur l'évolution de la population selon le milieu de résidence

Le nombre de résidents urbains est passé de 13.429.658 à 16.463.634 personnes entre les deux recensements, enregistrant ainsi une augmentation globale de 3.033.976 personnes, soit un accroissement relatif de 22,6%. Le taux d'accroissement annuel moyen s'élève ainsi à 2,1% contre 3,6% au cours de la période intercensitaire.

Face à cet accroissement accéléré de la population urbai-

ne, la population rurale ne s'est accrue durant la période intercensitaire que de 784.015 personnes, passant de 12.644.066 à 13.428.074 soit un accroissement relatif de 6,2%. Le taux d'accroissement démographique annuel moyen s'établit à 0,6%, en léger recul par rapport au taux de 0,7% enregistré entre 1982 et 1994.

### Régionalisation

Si les recensements précédents ont été fortement centralisés, celui de 2004 s'est caractérisé par la dévolution aux directions régionales du Haut-Commissariat au Plan (HCP) de compétences fondamentales à toutes les étapes du recensement. La réalisation et l'actualisation des travaux cartographiques, la mise en place du dispositif du recensement au niveau local, la formation des agents de recensement et l'exécution effective de l'opération sur le terrain, autant de tâches d'importance dont la responsabilité a été assurée par ces directions. Pour la première fois, celles-ci devront également, une fois disponibles les fichiers des données par région, prendre en charge l'analyse régionale du recensement. Une analyse ciblée qui devra répondre prioritairement aux besoins des opérateurs locaux, publics, privés, ONG, etc. Le système d'information géographique (SIG) disponible au HCP, parmi les plus performants par sa richesse informationnelle et la finesse des espaces géographiques qui en forment la base, devra permettre l'introduction du facteur spatial en tant que variable-clé d'analyse et d'appréhension des réalités locales de notre pays.

Etant, en principe, mieux placés pour appréhender les réalités locales et pour produire les statistiques territoriales, les services régionaux du HCP ont pu se doter, grâce au recensement de 2004, des moyens humains et matériels, qui leur faisaient défaut, pour mettre en place des structures solides de production de l'information statistique régionale.

### Modernisation des techniques et exploitation exhaustive du recensement

Dans la pratique ancienne, l'exploitation du recensement, malgré qu'elle s'effectuait par sondage (échantillons national de 1% à 5% et communal de 20% à 25%), nécessitait plusieurs années, l'utilisation, au recensement de 2004, de la technique de lecture automatique des documents devra permettre, pour la première fois, le traitement exhaustif de cette opération en moins d'une année (8 à 9 mois) et, qui plus est, à moindre coût; **les chiffres relatifs à la population légale devront paraître deux mois après la réception des documents. C'est**

**dire l'importance, pour la statistique marocaine, de ce grand saut qualitatif qui ne sera pas sans conséquences favorables sur la qualité/actualité des données qu'elle produit (statistiques d'enquêtes et recensements).**

D'ailleurs, le HCP a pris toutes les dispositions nécessaires en vue de s'approprier cette nouvelle technologie, notamment à travers la formation de ses ingénieurs, qui seront assistés par des experts au-delà même de la période d'exploitation du recensement, pour exploiter eux-mêmes d'autres opérations (enquêtes sur l'emploi, les niveaux de vie, les fiches d'état civil, etc.) avec cette nouvelle technique. Il est également prévu de généraliser progressivement ce savoir faire à toutes les directions régionales.

### Exploration de nouvelles thématiques

Le questionnaire principal du recensement s'est ouvert, pour la première fois, sur des thématiques actuelles, jusqu'ici peu ou pas connues, dont la connaissance aura des implications, incontestablement avantageuses, sur la gestion sociale et économique du pays. Elles concernent notamment :

- La mesure des niveaux de mortalité générale tant au niveau national, qu'au niveau local : les responsables de la santé publique, les assureurs, les caisses de retraite, les chercheurs... auront à leur disposition, pour la première fois au Maroc, une information très riche permettant de dresser des tables de mortalité (mortalité infantile, juvénile, adulte, espérance de vie à la naissance, etc.) et de procéder à des études très fines et différentielles selon le sexe, les milieux sociaux, les milieux spatiaux, les catégories socioprofessionnelles, etc. ; l'introduction de ce thème de la mortalité générale dans le recensement, malgré les difficultés d'observation qu'il ne manquera pas de poser, est d'autant plus nécessaire que la connaissance partielle que nous avons de la mortalité au Maroc relève plutôt de conjectures et d'« acrobaties », de techniques d'analyse indirectes des démographes que d'une quelconque approche rigoureuse du phénomène.

- L'estimation des émigrations, un phénomène dont les manifestations suscitent beaucoup de passion mais dont la connaissance relève plus de la spéculation que de la mesure ;

Evolution du taux d'accroissement démographique au Maroc entre 1960 et 2004

Recensement de...	Population	Tx d'accroissement intercensitaire en %
1960	11.626.470	
1971	15.379.259	2,8
1982	20.419.555	2,6
1994	26.073.717	2,1
2004	29.891.708	1,4

comme la mortalité, l'émigration est un phénomène connu universellement pour être difficile à mesurer, a fortiori par un recensement, mais à défaut d'une connaissance parfaite du phénomène, chaque pays se voit contraint de se contenter de l'étude, de la compilation et de la synthèse d'informations partielles glanées çà et là (permis de séjour, statistiques aux frontières, statistiques consulaires, fichiers de population, enquêtes, recensements, etc.);

- L'étude des structures et des noyaux familiaux, l'évolution de la famille marocaine, la diversité de sa composition, autant d'éléments nécessaires à la connaissance sociologique, culturelle et économique dans notre pays ; l'universalité du recensement permettant, qui plus est, des analyses régionales et différentielles d'une grande richesse ;

Une attention particulière a été par ailleurs accordée à une meilleure connaissance du parc logement, avec l'introduction d'une question nouvelle permettant d'apprécier la qualité de ce parc et le degré de sa vétusté ; la disponibilité à cet égard, grâce au recensement, d'une base de sondage des logements selon leur âge devrait permettre de procéder à des études très fines dont notamment celles visant à identifier les vieux logements présentant, éventuellement, des risques d'effondrement ;

De même, le recensement de 2004 étudie le phénomène d'enclavement des zones rurales à travers la mesure de l'accessibilité des populations de la campagne au réseau routier ; il s'agit de faire le point des réalisations et de mesurer l'étendue des efforts encore nécessaires dans ce domaine.

Des précautions particulières ont été prises par ailleurs pour que des sujets aussi actuels et fondamentaux que les langues parlées (notamment Tamazight, Tarifit et Tachalhit) et les incapacités physiques et mentales soient mieux appréhendés par le recensement de 2004, sachant qu'en 1994 ces thèmes avaient présenté de grandes difficultés tant au niveau de la collecte qu'à celui de l'exploitation et de l'analyse.

### Périodicité décennale

Il faudrait peut-être ajouter, parlant des données collectées par le recensement, que c'est la première fois au Maroc qu'un recensement est réalisé exactement dix ans après le recensement précédent : Depuis le recensement de 1960, il a fallu attendre onze ans avant que ne se tienne celui de 1971, de même entre ceux de 1971 et 1982 ; le dernier recensement de 1994 a lieu douze années plus tard. La décision de réaliser le recensement de 2004 à la date prévue constitue une belle avancée pour au moins deux raisons : la première tient à l'intérêt accordé à la nécessaire actualisation, à la date prévue, des statistiques nationales en vue de faire le point de la situation démographique et socio-économique du pays et la seconde, qui fera certainement le bonheur des chercheurs (dont tout particulièrement les démographes) en leur permettant de procéder directement à des analyses classiques selon les groupes d'âges décennaux.

### Vérification et actualisation des travaux cartographiques

Le recensement de 2004 a, par ailleurs, accordé une importance toute particulière aux travaux cartographiques pour le recensement en vue d'assurer la meilleure précision possible au découpage du territoire national en zones de recensement. La réalisation, d'un test dans ce sens, à quelques mois du recensement, (encore une première), a permis d'identifier les améliorations à apporter aux plans de districts de recensement et aux documents connexes en vue de faciliter la tournée de l'agent recenseur au moment de la collecte sur le terrain et de garantir l'exhaustivité de cette collecte. L'utilisation à cet égard, pour la première fois, du système d'information géographique, a permis la confection de cartes de districts à la fois précises et conviviales.

### Appel à candidature

Autre nouveauté du recensement, contrairement au procédé habituel qui s'apparentait plus à la désignation, le recrutement des personnels de collecte s'est opéré en 2004 par le biais d'un appel à candidature, soit un acte pleinement volontaire qui renforce et garantit en même temps l'engagement, cette fois contractuel et donc solennel, des candidats pour accomplir les

Evolution comparée des taux d'accroissement démographique au Maroc et en Tunisie

Période intercensitaire	Maroc	Tunisie
1982-1994(*)	2,1	2,3
1994-2004	1,4	1,2

(\*) Lire 1984 - 1994 pour la Tunisie

tâches qui leur sont dévolues. De plus, outre le personnel enseignant, cheville ouvrière du recensement, cet appel a permis d'associer des compétences nationales en provenance des administrations, des collectivités locales, des associations de la société civile, outre les diplômés chômeurs.

### Une campagne d'information professionnelle

Les défaillances qui ont marqué, par ailleurs, les campagnes d'information et de sensibilisation des recensements antérieurs, ont amené le HCP à en tirer les enseignements qui s'imposaient. La campagne de communication du recensement de 2004 a ainsi été confiée à des professionnels. Elle a été, du reste, marquée par une présence médiatique remarquable du HCP à travers des conférences de presse, des interviews, des émissions et des reportages à la radio et à la télé ainsi que par des communiqués de presse réguliers visant à lever toute ambiguïté ou malentendu qui risquaient d'entraver le bon déroulement de l'opération. A signaler également les nombreuses réunions d'information et de sensibilisation tenues conjointement par le Ministère de l'Intérieur et le HCP avec les opérateurs économiques et sociaux au niveau de plusieurs régions.

Cette campagne, loin d'être centralisée comme à l'accoutumée, a vu la participation active des directions régionales et des antennes provinciales du HCP, consacrant ainsi le contact direct avec la population, outre les messages et autres émissions, utilisant les langues vernaculaires, des radios régionales.

### Suivi quotidien du recensement

Autre nouveauté du recensement, le suivi de son déroulement sur le terrain. L'utilisation du système vocal interactif a permis de recueillir quotidiennement, auprès d'environ 12.000 contrôleurs, des informations essentielles sur l'évolution de l'opération sur le terrain. Il s'agissait d'identifier, pour y remédier immédiatement, les problèmes éventuels qui risquaient de perturber, dans des zones identifiées, le calendrier de déroulement des différentes opérations prévues lors de la collecte.

### Un recensement transparent

La couverture médiatique du recensement aura été exceptionnelle. Les organisateurs de cette opération ont, depuis le début de l'opération, informé régulièrement l'opinion publique sur l'état d'avancement de l'opération, des difficultés rencontrées et des solutions adoptées. Une information qui ne provenait pas uniquement du siège à Rabat mais qui émanait également des représentations régionales du HCP. Conférences de presse, interviews ou encore participation aux émissions radiophoniques diffusées sur les différentes chaînes berbérophones, arabophones et francophones, tous les moyens

ont été utilisés pour tenir l'opinion publique informée de tous les détails de l'opération.

Un site Internet ([www.recensement.hcp.gov.ma](http://www.recensement.hcp.gov.ma)), construit pour l'occasion, a mis à la disposition du grand public toutes les informations concernant le déroulement du recensement dont tout particulièrement le détail de l'emploi de son budget. Une première qui tranche avec l'habitude de garder secret tout ce qui se rapporte aux aspects budgétaires du recensement.

### Un comité scientifique de suivi et d'analyse

Sur le plan scientifique, le HCP a jugé nécessaire l'implication de représentants prestigieux de la recherche scientifique, de l'enseignement, de la société civile et de l'univers productif dans le processus d'exploitation, de tabulation et d'analyse des résultats du recensement. Il s'agit non seulement de prendre en considération, à toutes les étapes de ce processus, leurs préoccupations scientifiques et leurs besoins en informations, mais aussi d'en faire de vrais partenaires qui assureront le relais, au-delà même du recensement, entre le HCP et l'environnement des utilisateurs de l'information démographique, économique et sociale.

#### Illustration de l'évolution contrastée des principales villes (municipalités) du Maroc

Principales villes (ou municipalités) ayant connu un accroissement démographique inférieur à 1%

Ville	1994	2004	Accroissement %
RABAT	623457	627932	0,07
CASABLANCA	2717125	2949805	0,83
SAFI (M)	262276	284750	0,83
KHOURIBGA (M)	152090	166397	0,90
SIDI-KACEM (M)	67622	74062	0,91

Principales villes (ou municipalités) ayant connu un accroissement démographique supérieur à 3%

Ville	1994	2004	Accroissement %
TANGER	497147	669685	3,02
AGADIR (M)	254865	346106	3,11
AIT MELLOUL (M)	82825	130370	4,64
TEMARA (M)	130793	225497	5,60

### De la rentabilité de l'investissement dans le recensement

A travers ces nouveautés, notamment l'exploitation exhaustive qui permettra de disposer de l'information collectée aux échelons administratifs les plus fins, voire au niveau des douars ruraux et des quartiers urbains, la mise en place des structures idoines de

## Aperçu sur les ménages du Maroc

Le nombre de ménages recensés au 1<sup>er</sup> septembre 2004 s'élève à 5.665.264 dont les trois cinquième en milieu urbain. La taille moyenne du ménage marocain s'établit à 5,3 personnes. Elle est plus élevée en milieu rural (6,0) qu'en milieu urbain (4,8). Par rapport à 1994, le nombre de ménages s'est

accru de 1.220.993, soit un accroissement relatif de 27,5%. Le taux d'accroissement annuel moyen durant la décennie a été de 2,5%. Celui-ci s'établit à 3,1% en milieu urbain et à seulement 1,5% en milieu rural.

production de statistiques régionales ou encore l'enrichissement du questionnaire de nouveaux sujets permettant de combler le déficit en informations indispensables, le recensement de 2004 aura assuré une plus grande rentabilité à l'investissement consenti par les pouvoirs publics pour sa réalisation.

D'aucuns pensent toutefois que l'Etat aurait mieux fait de destiner les crédits alloués à cette opération au financement de programmes sociaux. Une opinion singulière qui provient, à mon sens, d'un constat, certes de moins en moins valable mais tout de même encore partiellement vrai, à savoir que le rapport des Marocains, dont certains décideurs, à tous les niveaux et dans tous les domaines, aux chiffres est plutôt lâche. Les vertus d'une décision basée sur une information précise et une étude approfondie ne sont pas suffisamment perçues, ou tout simplement, pour une raison ou une autre, délibérément ignorées.

Pourtant, ces vertus sont nombreuses. Il convient, en passant, d'en citer quelques unes:

- des vertus, d'abord, en termes d'économie de ressources ; les gaspillages occasionnés par de gros investissements mal étudiés équivaldraient, sans aucun doute, sur dix ans, plusieurs fois le budget alloué au recensement ;
- des vertus, ensuite, en termes d'incitation à l'investissement; la disponibilité de données chiffrées et objectives étant un préalable nécessaire aux études de rentabilité des projets envisagés par les investisseurs;
- des vertus, également, en termes d'évaluation des choix faits et des actions menées l'espace d'une décennie ;
- des vertus, enfin, en termes de mise à la disposition des enquêtes intercensitaires, d'une base de sondage précise et fiable dont le coût d'élaboration serait impossible à supporter par n'importe quelle enquête, quelle qu'en soit l'envergure.

Qui plus est, sans informations sur l'état démographique, social et économique, sur quelles bases planifierait-on le développement d'un pays, de ses communes, ses régions ? Comment mettre en œuvre des stratégies aussi fondamentales que celle de l'aménagement du territoire en l'absence de

données sur les mouvements et la répartition de la population? Quelle place espèrerait occuper ce pays dans un environnement international où l'information revêt un caractère stratégique dans la compétition mondiale? Comment répondre aux besoins de la recherche dans des domaines aussi divers que la démographie, la sociologie, l'histoire, l'économie, l'urbanisme, l'environnement, etc. ?

Opération à la fois complexe et de grande envergure, le recensement de la population et de l'habitat de 2004 a mobilisé environ 40.000 recenseurs, 12.000 contrôleurs, un millier de superviseurs et 19.000 agents d'autorité. Le transport des différents participants à cette opération a été assuré par quelque 5.500 véhicules, outre l'utilisation des moyens traditionnels pour accéder aux zones enclavées ou difficiles d'accès. La grande majorité de ces véhicules ont été loués, seuls 1300 environ ont été mis à la disposition du recensement par les départements ministériels, les établissements publics et les collectivités locales. Lors des recensements précédents, ces derniers fournissaient la totalité des véhicules nécessaires au recensement. Mais, convient-il de noter que, malgré ce coût supplémentaire, dû à la réduction au minimum du parc de l'Etat, le recensement de 2004 aura finalement coûté beaucoup moins cher que celui de 1994 !

Un moindre coût pour une meilleure rentabilité en termes d'exhaustivité et de rapidité de traitement, de renforcement des structures de production des statistiques régionales et de collecte de données nouvelles pour combler un déficit manifeste en informations, pourtant, indispensables. Telles sont les principales caractéristiques, toutes aussi innovantes les unes que les autres, du Recensement 2004.

A noter par ailleurs qu'il était initialement prévu de se contenter d'un simple dénombrement en septembre 2004 et de réaliser, éventuellement, une importante enquête complémentaire une année plus tard. Mais, suite à la création, dix mois avant cette date, du Haut-Commissariat au Plan, il a été décidé de réaliser un recensement en bonne et due forme. Si les avantages de cette décision sont évidemment innombrables, elle n'a pas pour autant impliqué de rallonge budgétaire. ■

\* Cet article a été écrit avant la publication des résultats du recensement dont nous présentons des extraits sous forme d'encadrés

# Vers une planification stratégique et participative

**L'**instabilité que connaît le monde est le résultat d'un processus d'ouverture croissante des économies nationales sur un marché mondialisé déterminant de plus en plus leur viabilité et au-delà le poids de leurs nations sur la scène internationale en fonction de leur niveau de compétitivité. De ce fait, tous les pays se sont lancés dans l'élaboration de scénarios permettant d'explorer le futur pour définir leurs stratégies à moyen terme et éclairer leurs politiques.

Le Maroc ne peut être en reste. Aussi, le programme du Haut Commissariat au Plan, engagé en 2004 et devant se poursuivre en 2005, s'articule-t-il autour de chantiers consacrés à l'élaboration des scénarios pour le Maroc 2030, pour conférer à la planification nationale et régionale une approche et des techniques renouvelées et renforcer nos capacités de promouvoir une évaluation régulière des programmes nationaux et régionaux et,

Par Ahmed JMILA

La planification du développement est, avant tout, l'expression d'une volonté d'action sur le futur, concrétisée par le choix d'options stratégiques d'ordres institutionnel, économique et social et la mobilisation de moyens pour réaliser des objectifs prioritaires, à un horizon fixé. Elle n'a cessé, en tant que concept et pratique de nourrir des débats au niveau national. Certaines conceptions vont même jusqu'à donner à la planification un contenu idéologique dépassant de loin son objet. A l'autre extrême, certaines conceptions ont fait de l'élaboration du Plan un rituel périodique, une fin en soi, n'impliquant pas nécessairement des engagements. Peu nombreux sont les acteurs qui considèrent que le processus de planification, dans une économie comme celle du Maroc, constitue effectivement un instrument efficace de management du développement.



L'établissement du Plan vise, en effet, à assurer l'efficacité de l'action sur le futur. Il permet ainsi de concilier entre les lois du marché et la volonté d'orientation et d'organisation de l'économie nationale. La pertinence du choix des options, la concertation entre les partenaires économiques et sociaux, la coordination des politiques et des programmes de développement, la clarification des responsabilités des différents acteurs et la fixation des moyens à mobiliser sont autant d'éléments de bonne gouvernance dont tout pays en

plus précisément, notre programme s'appuie sur un processus de mise à niveau du système de production de l'information statistique national. Au total, je dirais que le Maroc, sous l'égide de Sa Majesté le Roi Mohammed VI et conformément à sa volonté, est engagé dans une mutation sereine et profonde visant l'édification d'une société de progrès, d'ouverture et de tolérance. Une démarche prospective, une planification stratégique articulant le plan national et les plans régionaux, basées sur une évaluation régulière des performances et un système d'information statistique de qualité doivent être les composantes d'un programme du HCP conçu pour contribuer à la réalisation des objectifs de cette mutation.

(Entretien avec M. le Haut Commissaire au Plan publié dans Aujour'd'hui le Maroc du 31 décembre 2004).

développement a crucialement besoin. Mais, le Plan n'est pas une loi, son contenu est le fruit d'un consensus national laborieux et sa mise en oeuvre reste subordonnée à la volonté d'adhésion et d'engagement des partenaires. Tout succès ou échec est attribuable, non au système de planification, mais aux acteurs de développement qui ont fixé les choix et se sont engagés pour la réalisation des objectifs retenus.

Sur l'itinéraire de son développement, l'économie marocaine a traversé des étapes où les approches de formulation et de mise en oeuvre des politiques économiques et sociales ont été différenciées. Le système de planification n'a pas échappé à cette évolution erratique. Ainsi, malgré le renouveau de l'approche préconisée par le Plan d'Orientation (1988-1992), la planification a été mise à mal par l'application du programme d'ajustement structurel (P.A.S) et a été abandonnée dès 1993. Les conséquences ont été tellement néfastes sur le mode de gestion du développement que la réhabilitation du Plan devenait impérative. Le retour au Plan, en 2000, a certes donné une nouvelle impulsion à la planification et a introduit certains changements dans l'approche, mais il n'a pas été accompagné d'une véritable réforme du système. Tel qu'il a fonctionné, ce dernier a été entravé par plusieurs contraintes et a montré ses limites.

Face à cette situation, quelle approche préconiser pour le prochain Plan? Dans quelle mesure la planification stratégique et participative pourrait répondre aux exigences du moment? Comment dépasser les résistances aux changements et mettre en place un dispositif permettant d'assurer une meilleure adéquation entre ces exigences et les capacités organisationnelles

et techniques des partenaires et, surtout, de susciter leur plein engagement dans le processus et leur mobilisation effective ? Pour ce faire, il faudra tirer les enseignements des expériences du passé récent pour mieux éclairer les choix d'avenir.

## Aperçu historique sur l'approche de planification

L'évolution de la planification au Maroc a été marquée par des vicissitudes d'avancées et de pauses dans le mode de gestion volontariste du développement et de la teneur, en termes d'efficacité et d'efficacités, des approches adoptées en la matière. Ces vicissitudes ont donné lieu à des périodes de plan indicatif relativement rigoureux pour le secteur public, des périodes de plan pratiquement abandonné avant terme ou des périodes sans plan.

Ainsi, le Plan d'Orientation (ou Itinéraire de Développement 1988-92) s'est substitué, après deux années d'absence de planification, au Plan classique sous la pression des contraintes du programme d'ajustement structurel. La politique adoptée, au cours de cette période, donnait la priorité au rétablissement des équilibres économiques, aux réformes structurelles et aux mécanismes de programmation des investissements. La planification se voulait alors stratégique, participative et décentralisée. Le processus de planification a même été réorganisé de sorte à n'inscrire au Plan que le programme d'investissement minimum (noyau dur) et de consigner les autres propositions dans une banque de projets dont la réalisation est restée subordonnée à la disponibilité des moyens de financement. Cette approche rénovée n'a pas connu le succès attendu par manque d'adhésion des partenaires, pourtant bien engagés initialement dans le processus. Le contexte de préparation de changements de mode de gouvernance, conjugué à des comportements, dans plusieurs départements ministériels et organismes publics, de laisser-aller et de non reddition des comptes, a conduit à l'abandon de la planification de 1993 à 1999.

Le retour de la Planification, à la fin des années 90, traduisait la volonté des pouvoirs publics de remédier aux dysfonctionnements apparus à la suite de l'abandon du Plan depuis 1993, de renforcer la cohérence des politiques et programmes de développement et de donner plus de visibilité aux opérateurs économiques. La réhabilitation du Plan a permis de réinstaurer un cadre de concertation entre l'Etat et les autres acteurs du développement, de définir une stratégie nationale relativement intégrée, de mieux coordonner les interventions des différents partenaires et d'assurer une allocation transparente des ressources.

S'inspirant de l'approche technique et organisationnelle du Plan précédent, celle adoptée, pour l'élaboration du Plan 2000-2004, s'est caractérisée par une grande souplesse, l'élargissement du cadre de concertation sur les choix nationaux, l'inscription du Plan dans une vision à long terme, la recherche du consensus sur les axes de la stratégie nationale de développement et une plus grande mobilisation des capacités nationales pour la réalisation des objectifs prioritaires retenus. La Lettre Royale du 28 septembre 1999 a bien tracé les grandes lignes du projet de société auquel a adhéré l'ensemble des forces vives de la nation. Le Plan

quinquennal 2000-2004 ne constituait que la première étape d'une œuvre de longue haleine pour concrétiser ce projet sociétal.

La mise en œuvre de la stratégie du Plan supposait des changements dans l'organisation, dans le mode de penser et dans le comportement des acteurs. Or, ces changements n'ont pas été totalement opérés, leurs effets ont été limités et la réhabilitation du Plan n'a pas été accompagnée de l'introduction d'une culture de planification. Ainsi, les départements ministériels n'ont pas fourni les efforts nécessaires pour renforcer les structures d'études, de planification, de suivi et d'évaluation des politiques et des programmes d'action. Or, la nouvelle approche visait à imprimer une dynamique de modernisation de la gestion des affaires publiques basée sur l'anticipation, la coordination, la transparence, le partenariat, l'intégration des actions sectorielles dans la stratégie nationale et la mise en œuvre de mécanismes de suivi et d'évaluation. Autant d'exigences qui rompent avec les méthodes classiques de gestion et qui consacrent les principes de bonne gouvernance. La concrétisation de cet objectif a rencontré des résistances de la part de plusieurs partenaires qui avaient quelques difficultés (ou peu d'intérêt) à s'inscrire dans cette dynamique.

L'expérience du Plan 2000-2004 a ainsi été marquée par des dysfonctionnements au niveau du système national de planification. En plus du manque d'études prospectives et de projets étudiés, l'insuffisance ou l'absence de capacités techniques de planification dans la plupart des secteurs, de volonté d'adhésion au Plan et d'appropriation de ses objectifs ont fait défaut dans plusieurs départements ministériels et organismes publics.

## Pour une approche adaptée au nouvel environnement interne et externe

S'appuyant sur les enseignements tirés de l'expérience du Plan 2000-2004 et prenant en considération les changements intervenus dans l'environnement national et international, les études et analyses menées par le Haut Commissariat au Plan concluent à la nécessité d'adapter l'approche de planification. Cette adaptation est dictée par le souci d'asseoir les bases d'une gestion plus efficace du développement économique et social, dans un contexte de mutations profondes de l'économie et de la société et de mondialisation rampante dont les enjeux sont déterminants pour l'avenir du pays.

Au niveau national, les changements qui sont intervenus (ou en cours) dans le système institutionnel et dans les structures économiques imposant un nouveau mode de gestion de développement. Face à ces changements rapides et difficilement prévisibles, le pays a été amené, pour relever les défis du développement humain, de la relance de la croissance et de l'emploi ainsi de la lutte contre les disparités, à adapter sa stratégie de développement et à renforcer ses outils d'analyse, de prévision et d'anticipation. Dans ce cadre, plusieurs réformes ont été engagées, notamment en matière de renforcement de l'Etat de droit et de démocratisation de la vie publique, de mise à niveau de l'économie, de modernisation de l'administration, de

déconcentration, de décentralisation et de gestion budgétaire. Certaines réformes sont déjà mises en œuvre, d'autres attendent l'adoption des textes d'application et de nouveaux projets sont en cours de finalisation ou d'approbation. Ces réformes ont introduit une nouvelle répartition des pouvoirs et des compétences en matière de gestion du développement entre les partenaires, plus particulièrement entre le niveau central et le niveau régional.

Parmi les réformes qui ont un impact direct sur le processus d'élaboration du Plan et son exécution, il y a lieu de souligner celles concernant la déconcentration et l'établissement du budget annuel de l'Etat. Dans ce cadre, un décret définissant les règles d'organisation de l'administration centrale et de ses services déconcentrés a été adopté. Tous les ministères sont tenus de restructurer leur organigramme dans le sens du renforcement de leurs services extérieurs. Un projet de charte de déconcentration a été également élaboré et se trouve actuellement en phase d'approbation. La nouvelle charte érige la déconcentration en règle générale de répartition des compétences entre les services centraux et ceux déconcentrés et consacre, dans le cadre d'une nouvelle gouvernance locale, trois principes fondamentaux : la subsidiarité, l'interministérialité et la territorialité. Concernant la réforme budgétaire qui a été initiée dès 2002, son application à l'ensemble des départements devrait s'échelonner jusqu'en 2006. Elle se décline en un ensemble de mesures portant sur :

- a) le renforcement de la transparence du budget à travers l'intégration de l'ensemble des charges et ressources de l'Etat (intégration des SEGMA, du produit des bons du Trésor à cinq ans, annexion à la loi de finances d'un rapport spécifique sur les comptes spéciaux du Trésor);
- b) la globalisation des crédits budgétaires qui implante un nouveau dispositif de gestion des dépenses publiques axée sur les résultats et accorde plus d'autonomie aux gestionnaires;
- c) la régionalisation des morasses budgétaires ;
- d) la contractualisation qui précise les engagements réciproques entre les administrations centrales et leurs services déconcentrés.

Le processus de planification préconisé intègre ces changements et assure l'articulation des travaux des différents partenaires et des niveaux de décision. Il vise à privilégier de nouvelles démarches dans les rapports entre les acteurs de développement, en axant les travaux d'élaboration du plan national sur les aspects stratégiques du développement et en accordant davantage de compétences, en matière de programmation, aux partenaires économiques et sociaux et aux régions.

Au niveau international, la mondialisation offre des opportunités, mais comporte aussi des menaces. L'ouverture croissante de l'économie et l'exacerbation de la concurrence sur les marchés mondiaux, conjuguées aux engagements pris dans le cadre des accords internationaux, régionaux et bilatéraux, imposent de nouveaux défis. La compétition accrue des économies se traduit, dans les faits, par des impératifs de mise à niveau de l'économie, de l'administration et de la société en général. Le pays est appelé, pour préserver ses intérêts stratégiques, à se repositionner en fonction de ses capacités compétitives et de ses contraintes. Les exigences de compétitivité globale de l'économie supposent la

conjugaison des efforts de tous les partenaires pour faire face aux défis extérieurs. D'où la nécessité d'instaurer un cadre de dialogue et de concertation pour assurer à ces efforts une plus grande efficacité, déterminer les choix stratégiques et donner plus de visibilité aux opérateurs économiques.

La mondialisation s'est accompagnée également de nouveaux concepts tels que le développement humain, les droits de l'Homme, la bonne gouvernance et le développement durable qui sont devenus des principes de référence de la gestion publique. La mesure des progrès devant être réalisés dans ces domaines s'appuie sur des indicateurs composites intégrant des informations portant sur plusieurs secteurs et divers aspects du développement. De par leur nature multidimensionnelle et l'envergure des tâches à accomplir, les performances dans ces domaines passent par des réformes structurelles de longue haleine, planifiées et mises en œuvre dans un cadre concerté entre l'ensemble des acteurs de développement.

Toutes ces mutations caractérisant l'environnement interne et externe impliquent une réflexion profonde sur le système de planification pour l'inscrire dans ce processus de changement multidimensionnel. Partant de ce constat et tirant les enseignements de l'expérience du Plan 2000-2004, les efforts de rénovation envisagés par le Haut Commissariat au Plan portent, à la fois, sur l'approche, les outils du travail et sur le dispositif institutionnel aux niveaux national et territorial. Dans cette optique, l'adoption d'une démarche participative et stratégique s'impose pour asseoir les bases d'une planification renouvelée impliquant l'ensemble des acteurs et intégrant les préoccupations du long, du moyen et du court terme.

## La démarche participative et stratégique

Aujourd'hui, l'Etat est en train de se repositionner par rapport à ses fonctions essentielles (orientation, animation, régulation, évaluation...). Parallèlement, d'autres partenaires (secteur privé, collectivités locales et société civile) émergent de plus en plus et s'impliquent davantage dans la sphère du développement économique et social du pays. Dans ce contexte de redistribution des rôles, le processus de planification offre un cadre adéquat de concertation, de coordination et de coopération entre les acteurs du développement. La planification est dite participative lorsqu'elle inclut l'ensemble de ces partenaires dans l'élaboration des politiques, dans la formulation et la mise en œuvre des programmes ainsi que dans le processus d'évaluation.

Cette approche participative a un triple intérêt:

- a) elle assure le partage de l'information et améliore la connaissance des réalités et des attentes des partenaires,
- b) elle permet d'accroître l'efficacité de la mise en œuvre du Plan à travers le renforcement de leur adhésion, l'encouragement du partenariat et la mobilisation de nouvelles capacités,
- c) elle permet, enfin, d'assurer la cohérence et l'intégration des programmes d'action.

La conjugaison des efforts de tous constitue, eu égard à l'effet de synergie qui en résulte, un moyen efficient d'amélioration des performances de l'économie. De même, coopérer pour

relever les défis issus de la mondialisation et faire face à la concurrence extérieure est un motif supplémentaire pour renforcer la fonction de concertation et de participation au sein du système de planification.

Par ailleurs, du fait de l'incertitude des prévisions et de la complexité des situations liées au contexte actuel caractérisé par une grande instabilité de l'environnement, les opérateurs ont besoin de visibilité. Plus le processus de changement est rapide, plus ils ont besoin de référence et de cadre d'orientation. Le système de la planification ne peut que s'adapter à ce contexte en conférant au Plan plus de souplesse et de capacité d'ajustement pour tenir compte, au moment opportun, des changements intervenus. D'où la nécessité d'adopter une démarche stratégique. La planification s'inscrit dans un processus de changement stratégique lorsqu'elle traite de questions fondamentales et lorsqu'elle est anticipative, politiquement réalisable et intégrée dans l'environnement extérieur.

En effet, le Plan exprime d'abord une volonté d'action sur le futur, mais cette action devrait être modulée selon les capacités nationales mobilisables, notamment, en matière d'anticipation, de prévision, de programmation et de mise en œuvre. Les actions préconisées par le Haut Commissariat au Plan et les efforts à entreprendre, par l'ensemble des partenaires, pour répondre à ces exigences visent à créer les conditions requises pour développer un système articulant les trois dimensions temporelles de la planification : le long, le moyen et le court terme.

Au niveau du long terme, la planification est d'autant plus efficiente qu'elle se réfère à une vision prospective. Il s'agit de chercher des réponses aux interrogations sur l'avenir à 15 ans ou 20 ans et de se donner des éléments d'éclairage permettant d'évoluer dans un environnement incertain. La connaissance des facteurs déterminant l'évolution des structures économiques et sociales et l'anticipation des problèmes et de leurs effets sont impératives pour maîtriser leur gestion dans le futur. Actuellement, le processus de planification manque de cadre de référence global et intégré à long terme. Le Maroc s'est engagé dans plusieurs accords de libre échange avec l'Union Européenne, les Etats-Unis, trois pays arabes (Tunisie, Egypte et Jordanie) et récemment la Turquie, mais a-t-on procédé à l'évaluation de l'impact économique, social et institutionnel de l'ensemble de ces accords ? A-t-on étudié les implications et répercussions croisées des différents engagements convenus ? Les études prospectives offrent l'opportunité de mener une concertation élargie et d'assurer la coordination de tels engagements qui orienteront, par la suite, le processus de planification.

Jusqu'à présent, le système de planification s'est appuyé, davantage sur des études globales et sectorielles à moyen terme et, dans certains cas, sur des schémas directeurs sectoriels à long terme. Une étude prospective globale, qui intègre l'ensemble de ces schémas, fait défaut actuellement. Elle résultera d'un débat national sur la vision que toute la Nation se fait de son avenir. Une vision prospective, globale et porteuse d'un projet de société renforcera substantiellement la cohésion nationale, donnera plus de visibilité aux opérateurs et favorisera la pertinence des choix à retenir par la planification à moyen terme. C'est dans cette

optique que le Haut Commissariat au Plan a entrepris une réflexion approfondie sur la prospective du développement au Maroc à l'horizon 2030. Des ateliers et rencontres élargis seront organisés, aux niveaux national et régional, pour évaluer les possibilités de développement du pays et étudier ses grandes problématiques dans le futur.

La même démarche est à adopter au niveau régional. Les institutions régionales et locales devront s'inscrire dans la logique de planification stratégique qui suppose une appropriation du développement territorial et impose la construction d'une vision globale et intégrée de ce développement. Les plans régionaux gagneraient en efficacité s'ils étaient élaborés en référence à une vision prospective partagée par l'ensemble des partenaires.

En s'appuyant sur les éclairages fournis par les études prospectives, la planification à moyen terme s'attache à préciser davantage les axes et les objectifs globaux de la stratégie de développement. Ces objectifs seront classés selon une échelle de priorité à déterminer en fonction de l'urgence des besoins, des contraintes et de l'ampleur des enjeux pour le devenir du pays. Le succès de la réalisation des objectifs retenus est subordonné à leur réalisme et à la capacité du système de planification à les actualiser en fonction de l'évolution de l'environnement.

Dans ce cadre, le Plan national sera axé, essentiellement, sur les grands choix nationaux, les objectifs stratégiques et les principales réformes. Tout en s'appuyant sur un cadre macro-économique cohérent, il établira une allocation adéquate des ressources et déterminera les instruments de cadrage de la programmation détaillée (normes nationales, objectifs sectoriels et régionaux, conditions de partenariat, modalités de contractualisation, etc.). Le Plan devient, ainsi, un instrument de pilotage stratégique et un élément fédérateur de l'ensemble des partenaires économiques et sociaux.

La programmation à court terme est une phase essentielle dans le processus de planification et la mise en œuvre du Plan. La loi de finances et les budgets annuels des établissements publics et des collectivités locales sont établis en référence au Plan stratégique et constituent des instruments de son exécution. La réforme budgétaire engagée actuellement, axée sur la gestion des dépenses par objectifs, la programmation triennale glissante des crédits et la régionalisation de la morasse, permettent de faciliter l'articulation des objectifs à court et à moyen termes. Il est impératif de mettre en place les mécanismes d'articulation entre ces instruments et le Plan, notamment au niveau du budget de l'Etat (établissement du budget économique, redynamisation de la commission tripartite de préparation du budget...), faute de quoi, le Plan stratégique se réduit à un simple recueil de souhaits, sans emprise sur la réalité.

## Le processus de planification stratégique et les conditions de succès

Le processus de planification comporte des travaux de différentes natures qui s'étalent dans le temps. Les activités y afférentes sont quasi-continues. Elles vont de la collecte et de l'analyse de l'information à la programmation pluriannuelle des

investissements, en passant par le diagnostic, les études prospectives et l'organisation de la concertation. Les travaux d'élaboration du plan stratégique sont organisés selon des étapes et font appel à des éléments que l'on retrouve dans plusieurs processus de planification. Il s'agit de l'analyse de l'environnement interne et externe, de la définition d'une vision globale et cohérente à moyen terme, de l'établissement des objectifs stratégiques escomptés, de l'approche de planification de l'action pour atteindre chaque objectif (qui? quand? comment?), de la source de financement et de leur utilisation, des modalités de mise en œuvre et de l'évaluation des résultats (pour en tirer les enseignements, actualiser éventuellement les objectifs et réajuster l'action). Réduire l'approche de la planification stratégique à l'étape de l'élaboration des objectifs, comme certains le pensent, est donc une vue tronquée de l'approche. Il s'agit, en fait, d'une étape relativement courte qui permet juste de confronter les résultats des études et des prévisions effectuées, de coordonner les politiques et objectifs envisagés et d'opérer les premiers arbitrages. Son succès reste subordonné à sa bonne articulation avec les autres étapes du processus de planification.

Au niveau organisationnel, on distinguera les travaux d'élaboration du Plan stratégique national (orientations et objectifs stratégiques), ceux des programmes sectoriels et ceux des plans régionaux (sous-objectifs, programmes d'action détaillés). Le processus de planification représente un cadre de concertation avec les partenaires et de cohérence des différents projets de plans, étape nécessaire pour que les partenaires adhèrent à la stratégie consensuelle arrêtée dans le Plan.

Dans cette optique, les travaux portant sur les grands choix et la fixation des objets stratégiques interviendront avant les étapes d'élaboration de plans sectoriels et territoriaux. Car, les objectifs nationaux devront servir de référence aux travaux de planification de ces plans. Le niveau national est censé à décliner clairement les axes de la stratégie nationale ainsi que les modalités de leur concrétisation, notamment, l'encouragement du partenariat et de la contractualisation et l'estimation des ressources financières à mobiliser par l'Etat.

Au niveau régional, les travaux de planification interviendront après cette étape et seront consacrés à la définition des objectifs territoriaux et à la programmation détaillée. Un processus de coordination et d'harmonisation des propositions des différents partenaires pourrait être engagé. Au cours de cette étape seront identifiés les projets et les programmes pouvant faire l'objet de partenariat ou de contractualisation. Une telle démarche peut assurer une meilleure articulation entre le plan national et les plans régionaux et permet de concilier leurs objectifs respectifs. Elle permet également de préciser les modalités de coopération et la nature des engagements des partenaires pour la mise en œuvre des programmes retenus.

Pour être une œuvre fédératrice et un cadre de cohérence et de visibilité, le plan s'attachera à intégrer l'ensemble des plans et programmes sus-indiqués. Cette intégration est

nécessaire dans un triple objectif: la cohérence de la vision globale, la synergie entre les différents acteurs du développement et la rationalisation de l'allocation des ressources disponibles. Il y a lieu de souligner, toutefois, que cette intégration passe par la mise en place de mécanismes appropriés de coordination et d'articulation. Il s'agit notamment du renforcement du dispositif de coordination aux niveaux national et régional, de l'accélération de la réforme de la déconcentration, de l'adoption de la planification par objectifs (liaison entre budget d'équipement et budget de fonctionnement, globalisation des dépenses et définition des critères de performances), de la mise en place du budget économique, de l'articulation entre le plan national et les plans régionaux (à travers la contractualisation et des formules de partenariat) et de l'instauration d'un système de suivi et d'évaluation.

L'efficacité de ces mécanismes reste tributaire des efforts qui seront déployés en vue de développer un système d'information pyramidal performant, de renforcer les structures d'études, de prévision et de planification aux niveaux des ministères et des structures régionales et d'établir des outils de travail et des guides méthodologiques à mettre à la disposition des partenaires. Les efforts déployés actuellement par le Haut Commissariat au Plan en matière de développement de l'information statistique, d'études et d'outils d'analyse s'inscrivent dans cette optique.

La planification stratégique et participative constitue ainsi, une démarche adéquate pour répondre aux exigences du contexte de mondialisation et de rapidité des changements, mais implique la mise en œuvre d'une méthodologie appropriée, des mécanismes opérationnels d'ajustement des objectifs et des programmes d'action et, surtout, une bonne coordination entre les parties prenantes. C'est une condition essentielle pour réunir le consensus autour d'objectifs communs et de mobiliser les différents apports nécessaires à leur réalisation.

Au-delà des changements préconisés ou qui pourraient intervenir dans l'approche de planification et des choix à effectuer pour le prochain Plan, deux facteurs sont essentiels pour mener à bien le processus de planification stratégique :

- Une volonté ferme des parties concernées d'engager le processus de planification stratégique dans les conditions requises et de procéder aux changements organisationnels nécessaires;
- La disposition de l'ensemble des partenaires à coopérer de manière constructive et transparente, à adhérer au projet de Plan et à accepter de rendre compte des résultats obtenus.

Pour sa part, le Haut Commissariat au Plan s'emploie à mener les investigations et études nécessaires, à explorer les différentes possibilités de développement et s'apprête à faciliter, c'est-à-dire activer, coordonner et veiller à la cohérence d'ensemble, mais non à se substituer aux parties concernées. Celles-ci assumeront leurs responsabilités et entreprendront les démarches nécessaires. ■

# Evaluation de la charte d'investissement

**L**a charte d'investissement de 1995 a indéniablement apporté des améliorations par rapport au système incitatif précédent. Elle a, en effet, banalisé l'acte d'investir, étendu l'éligibilité aux avantages, à tous les secteurs et aux investissements de renouvellement, de valorisation et d'intégration des activités en amont et en aval, solutionné le cas des transferts d'entreprises, et adopté l'alignement du traitement entre les investissements publics et privés. En outre, avec l'insertion des avantages dans le droit commun, la suppression du visa de conformité et la simplification de facto de certaines procédures douanières, la charte a également bénéficié, de fait, aux entrepreneurs qui ignoraient l'existence du système d'incitation ou qui renonçaient, dès le départ, aux avantages, pour la complexité des procédures d'obtention. De même, la charte a réussi à remédier partiellement à la multiplicité des textes et certaines duplications de dispositions qui introduisaient une confusion auprès des opérateurs. C'est le cas de l'activité de la valorisation minière et des chantiers navals qui relevaient respectivement du code minier et du code maritime mais en même temps du code industriel.

Par Jamil BERDAI

La charte recèle certaines insuffisances qui auraient pu être évitées si la commission sur la refonte des codes avait une conception plus réaliste des besoins, ce qui n'aurait pas conduit à des blocages et à une prise de décision finale à la hâte et sans le consentement général.



1- La première insuffisance réside dans l'échec de faire aboutir un message clair concernant la pérennité des avantages. En effet, on avait relevé que les codes précédents avaient perdu de leur crédibilité avec la suppression de la ristourne d'intérêt en

1987 et la révision à la baisse de l'avantage concernant l'IS ou l'IGR en 1988. Aussi, avait-on recommandé de veiller à rassurer l'investisseur en trouvant une formule qui garantisse la pérennité des avantages octroyés. Bien que cet objectif ne puisse être concrètement obtenu ni par un nouveau code révisé, ni par l'insertion des avantages dans le droit commun, un compromis avait été recherché consistant à mentionner dans un texte que les avantages ne seraient pas altérés avant une période de dix ans au moins.

Or, la préoccupation des finances publiques ayant prévalu sur toute autre considération, cet objectif avait été, finalement, traduit dans la charte par l'article premier qui annonce les objectifs fondamentaux de l'Etat pour les dix années à venir et par l'article ultime qui mentionne que la mise en vigueur de cette loi-cadre se fera progressivement au cours de la période mentionnée en procédant à la présentation des textes législatifs et réglementaires à compter de la loi des finances de 1996, ce qui a créé une grande confusion auprès des opérateurs et de l'administration elle-même. Le message final et le plus répandu qui en a découlé est que la charte a une période de validité limitée et que sa date d'effet s'arrêtera en 2005, ce qui est complètement erroné.

La charte n'a pas pu, non plus, passer un deuxième message simple et clair pour les bénéficiaires puisque plusieurs secteurs et certains établissements publics s'étaient considérés comme non concernés ou du moins avaient douté de leur éligibilité.

2- La deuxième insuffisance est de prétendre solutionner de grands problèmes et de l'annoncer dans un texte de loi. Concernant la fiscalité locale par exemple, vu les besoins croissants en ressources des collectivités locales et l'impossibilité d'harmoniser et de réduire les impôts locaux dans les court et moyen termes, la charte a donc placé la barre assez haut pour l'Etat qui, de surcroît, perd de sa crédibilité. Les collectivités locales, qui ont en perspective un rôle de plus en plus important dans un développement économique et social conçu dans le cadre de la décentralisation et la déconcentration, constituent actuellement un problème épineux nécessitant une solution globale qui requiert, outre la promulgation de la loi sur la région, la révision de la charte communale et la mise en place de formules équitables de financement des besoins. Bien

qu'aujourd'hui une révision de cette fiscalité s'annonce en perspective, la charte d'investissement ne devait pas se référer à une autre réforme plus importante et plus compliquée que celle du système d'incitation lui-même.

La charte ne devait pas non plus citer avec précision la consistance de l'avantage fiscal projeté concernant l'IGR, celui de ramener la tranche supérieure de cet impôt à 41,5. L'octroi de cet avantage a été reporté pour l'exercice fiscal de 2006, soit onze ans après la sortie de la loi. Pour ce constat, il est difficile de prétexter quoi que ce soit. L'Etat ne peut pas avancer que les concessions qu'elle fait en matière de fisc s'étudient chaque année en fonction des données de l'année en cours et des perspectives d'avenir; car, on lui reprocherait, dans ce cas, le fait de s'être aventuré dans des supputations et d'avoir avancé un objectif de long terme, sans en maîtriser la portée. Il ne peut pas, non plus, dire que cet objectif est hors de sa portée, alors qu'il a fait des efforts assez consistants au niveau d'autres impôts et qu'il n'avait qu'à chercher une formule harmonieuse de compensation pour répondre, en même temps, à l'objectif promis et aux prévisions de recettes.

3- Le troisième grief à adresser à l'égard de la charte porte sur la forme dans laquelle a été présenté le texte juridique de base de ce nouveau système d'incitation. Il s'agit, en fait, d'une forme intermédiaire entre une loi-cadre et une charte. En effet, la loi-cadre donne, en général, les principes d'une politique qui sera mise en place ultérieurement, telle la loi-cadre fiscale de 1994 qui avait annoncé la refonte du système fiscal et la mise en œuvre de l'IS, de la TVA et de l'IGR. La charte quant à elle, doit contenir tous les avantages et toutes les politiques et dispositions prévues qui concourent à l'amélioration de l'environnement de l'investissement, couvrant tous les domaines allant aussi bien du foncier, du fiscal, du bancaire, du financier et autre. Ceci est extrêmement compliqué, car l'environnement de l'investissement a fait et continue à faire l'objet d'un vaste chantier de réformes en perpétuel changement, difficile à maîtriser, dès le départ, ce qui ne permet pas d'annoncer dans un texte de loi, les dispositions du futur avec une plus grande assurance. C'est ainsi que la loi-cadre formant charte d'investissement s'est contenté de présenter certains principes, qui ne sont pas les plus importants d'ailleurs ou les plus déterminants de l'environnement des affaires; et a rempli, plus ou moins convenablement à ce niveau là, la mission de loi-cadre.

Cependant, en voulant faire également de cette loi-cadre une charte, le législateur a introduit, en plus des dispositions concernant l'agence d'investissement, les avantages supplémentaires et le fonds d'investissements, celles relevant du domaine fiscal tout en citant les taux de l'IS et celui de l'IGR. Or, l'enjeu incitatif le plus important se produit à l'occasion des lois des finances et avec des modifications notables qui ne concernent pas uniquement les taux, ce qui se traduit, au niveau de la perception collective, par un manquement au principe de stabilité des dispositions d'une

charte et par le sentiment que celle-ci est vite dépassée ou du moins n'est pas respectée.

De surcroît, la charte a hérité de tous les griefs faits au système fiscal et aux autres dispositions du droit commun. C'est ainsi qu'on lui a attribué certaines erreurs commises dans la précipitation notamment :

- la suppression, par la loi des finances de 1996, du bénéfice du cumul des dispositions de l'IS portant sur les exonérations avec celles instituant les mesures d'atténuation fiscale en matière d'impôts directs dans la province de Tanger; et rétractation de l'Etat dans sa décision par la reprise de cet avantage, une année après, par la loi des finances de 1996-1997;
- l'abrogation, de la loi instituant des mesures d'encouragement aux investissements dans le secteur de l'enseignement privé, sans insertion dans la loi des finances de 1996 de dispositions particulières concernant l'IS pour ce secteur. L'Etat s'est rattrapé deux ans après, en instituant une réduction de cet impôt pour les cinq premiers exercices d'exploitation. Ce revirement dans les prises de décisions témoigne d'une non maîtrise des priorités par l'Etat, qui aurait dû annoncer, également, dans la charte, l'objectif de promouvoir les établissements privés d'enseignement et de formation professionnels, tout en respectant, pour le reste des activités, le principe de neutralité sectorielle dans le traitement.
- l'abrogation, en 1996, du code des activités industrielles et artisanales exportatrices entraînant l'éligibilité du secteur minier aux dispositions incitatives pour les entreprises exportatrices concernant l'IS, et restriction par la loi des finances de 1996-1997 de cet avantage aux cinq premières années d'exploitation.
- le refus de reconnaissance du caractère d'exportateur au secteur touristique, et insertion progressive pour ce secteur, au cours des lois des finances successives, des avantages concédés aux activités exportatrices au titre de l'impôt sur les sociétés.
- la prise de mesures importantes agissant sur la différenciation de profitabilité entre les secteurs, ce qui perturbe la stratégie des entreprises les poussant à l'attentisme. La visibilité demandée par l'opérateur sous-entend le respect par la charte d'une certaine stabilité dans les choix arrêtés de départ et l'action uniforme sur le niveau global de la fiscalité sans altération de la rentabilité intrinsèque entre secteurs.

4- La quatrième critique, et qui est de taille, se rapporte au retard dans la mise en œuvre des dispositions de la charte qui peut être perçue comme une machination de l'Etat pour gagner du temps, car incapable d'honorer tous ses engagements. En

outre, certaines dispositions ne fonctionnent pas convenablement. C'est le cas du secteur artisanal dont l'octroi de l'avantage concernant l'IS reste tributaire des dispositions d'une circulaire de l'administration des impôts qui exige la détention d'une comptabilité, ce qui limite le domaine des bénéficiaires.

Ce qui est encore plus grave, voire inadmissible, est le traitement qui a été réservé à certains investissements concernant le remboursement de la TVA. L'Etat n'a pu, en définitive, régler cette affaire qu'en 2001, soit 5 ans après la promulgation de la loi-cadre, ce qui ne pouvait pas être bien apprécié par les opérateurs, étrangers en particulier, surtout qu'il s'agissait d'insérer une simple disposition dans le texte de la TVA.

5- La cinquième critique attribuée à la charte réside dans la faiblesse des moyens de contrôle de l'Etat concernant le respect des clauses des conventions. En effet, si la charte concède des avantages supplémentaires conformément à l'article 17, en contrepartie l'entreprise doit, pour sa part, remplir les termes du contrat et respecter notamment les délais de réalisation qui sont spécifiés pour chaque cas. Or l'analyse de certains dossiers présentés à la commission interministérielle des investissements laisse entrevoir un risque d'abus important concernant l'utilisation de l'article 17 du fait que le législateur ne parle plus de projet, comme dans la législation antérieure, mais d'entreprise dont le programme d'investissement répond en particulier au critère de 200 millions de DH comme seuil minimum. A la limite, si le législateur a sciemment voulu encourager l'investissement de cette manière et a prévu spécialement le cas de l'intervention des groupes sur plusieurs projets en même temps, ce qui est légitime, il ne faudrait pas, par ailleurs, que ceci serve d'échappatoire aux entreprises qui présenteraient tous les projets prévus à moyen et à long termes pour répondre au critère, et qui bénéficieraient ainsi d'avantages auxquels ils n'auraient pas normalement droit, ce qui suppose un contrôle rigoureux, a posteriori, sur les réalisations et sur les délais.

6- La charte d'investissement a pour mission de donner une visibilité à l'investisseur. C'est un texte de référence pour l'octroi de tous les avantages possibles, sur une base juridique. Au moment de son élaboration, l'attention du législateur a bien été attirée sur le fait que la circonscription des avantages supplémentaires à trois éléments uniquement (terrain, infrastructure hors site et formation) constituait une distorsion du système, car certains projets manifesteraient des besoins autres que ceux prévus par cette charte. Or, la commission interministérielle des investissements a procédé à un traitement spécial pour certains projets et accordé de nouveaux avantages en cherchant, parfois, des financements autres que ceux prévus par la charte elle-même, ce qui constituerait une sorte d'entrave à la loi et une compromission de la crédibilité de l'Etat, qui aurait pu agir à sa guise à travers la convention, si la charte n'avait pas limité son domaine d'action. Il est à rappeler que des cas similaires

s'étaient posés, pendant la décennie 1980, pour des projets qui demandaient, comme avantage supplémentaire, de bénéficier, par exemple, d'une exonération de l'IBP sur une période supérieure à 10 ans, demande qui avait été rejetée par la commission des investissements pour sa contradiction avec la loi sur l'IBP.

## De la pertinence et de la concrétisation des objectifs de la charte

L'article premier de la charte fixe les objectifs fondamentaux de l'Etat pour la décennie 1995-2005 en vue du développement et de la promotion des investissements, et ce par l'amélioration du climat et des conditions d'investissement, la révision du champ des encouragements fiscaux et la prise de mesures d'incitation à l'investissement. En fait, il s'agit là de moyens et non d'objectifs. Ceux-ci sont plutôt mentionnés à l'article 2 et se résument à :

1. l'incitation de l'investissement ;
2. l'encouragement des exportations ;
3. la promotion de l'emploi ;
4. la réduction du coût de l'investissement ;
5. la réduction du coût de la production ;
6. la rationalisation de la consommation de l'énergie et de l'eau ;
7. la protection de l'environnement.

L'analyse de ce deuxième article montre que le premier objectif n'en est pas un, et qu'il ne constitue qu'une sorte de pléonasmie, sachant que l'essence même de la charte est justement de promouvoir l'investissement.

L'encouragement des exportations ne peut, non plus, être considéré comme un objectif. Ce n'est pas une fin en soi, mais plutôt un moyen pour promouvoir l'investissement.

L'objectif de promotion de l'emploi est en fait lapalissade, étant entendu que la création d'emploi reste l'objectif ultime de tout effort d'investissement ou de développement en général. On aurait pu parler d'objectif si l'on s'était donné une fourchette d'emplois à créer ou à sauvegarder ou d'autres indications relatant des objectifs spécifiques.

Quant aux objectifs de réduction du coût de l'investissement et du coût de production, ils découlent de fait, du premier objectif, qui lui-même synthétise l'objectif de la charte, comme signalé plus haut.

S'agissant de la rationalisation de la consommation de l'énergie et de l'eau, aucun article de la loi ne vise explicitement cet objectif, qui se présente de prime abord, complètement déconnecté de la philosophie de cette charte. A la limite, il apparaît indirectement en filigrane. En effet, en faisant bénéficier des avantages tous les investissements autres que ceux de la création et de l'extension, la charte permet

d'encourager, également, le renouvellement d'équipements et de procéder aux opérations d'économie d'eau et d'énergie, notamment au remplacement de chaudières d'un certain âge qui occasionnent des pertes considérables d'énergie. Mais de ce point de vue, cet objectif ne serait pas le seul visé par cette mesure, car il y en aurait d'autres et des plus importants encore. En fait la rationalisation de la consommation de l'eau et de l'énergie se concrétise à travers l'application des prix tri-horaires, d'une réglementation appropriée et d'une combinaison d'autres mesures incitatives et dissuasives.

Concernant le dernier objectif, celui de la protection de l'environnement qui est un axe important du développement durable, sa mise en œuvre nécessite des actions relevant plutôt du domaine juridique et réglementaire, les dispositions de la charte ne pouvant jouer qu'un rôle auxiliaire d'accompagnement. A ce niveau là, bien qu'on n'ait pas suffisamment de recul, on peut aisément prédire que la charte n'aurait pas d'impact significatif sur la préservation de l'environnement. En effet, l'article 17 prévoit que pour toute opération d'amélioration des conditions de protection de l'environnement indépendamment des actions de suppression ou de réduction des nuisances liées à la nature de l'activité, l'Etat peut prendre en charge une partie du coût du terrain, de l'infrastructure externe et de la formation. Une disposition similaire existait dans le code d'investissement industriel précédent, et jusqu'à présent, on n'a jamais enregistré un seul investissement qui réponde aux critères demandés. La pratique montre qu'en fin de compte et par rapport à la charte, l'objectif de protection de l'environnement est un objectif secondaire, voire très minime.

En définitif, selon la présentation de la charte, sur les sept objectifs explicités, cinq traduisent le même but, celui de l'incitation de l'investissement qui est l'objet même de la charte et deux autres sont, en pratique, hors de sa portée.

## De l'avenir de la charte

La pratique a voulu que le dispositif d'incitation à l'investissement, au Maroc, soit révisé tous les dix ans, en moyenne. Ainsi, la conception d'une loi à mettre en place, à partir de 2005, requiert préalablement la délimitation des objectifs à assigner au nouveau système d'incitation.

Si l'on veut respecter la philosophie ayant présidé à la conception de la charte de 1995, l'objectif d'un texte de ce genre serait, avant tout, de donner le maximum de visibilité aux promoteurs et de les fixer sur l'essentiel de la politique actuelle et future de l'Etat en matière d'investissement. Ce serait également un texte qui devrait principalement servir de référence pour l'investisseur et par conséquent contenir toutes les dispositions prévues pour tout investissement de quelque nature que ce soit.

Répondre au premier volet, celui d'édicter les grandes lignes ou les points forts de la politique étatique, suppose que l'on

puisse informer l'investisseur, avec une certaine aisance et garantie, sur l'action future de l'Etat en matière d'environnement des affaires et principalement au niveau des éléments qui constituent les vrais goulets d'étranglement. Si l'on considère par exemple que la difficulté de faire valoir les droits légaux est une grande préoccupation entrepreneuriale, citée tous les ans par l'observatoire de la compétitivité et que, par conséquent, la réforme de la justice est essentielle et prioritaire, faudrait-il pour autant que l'on cite dans une charte ce que compte faire l'Etat pour remédier à ce problème ? L'état de la justice d'un pays étant dépendant de plusieurs facteurs qui traduisent son niveau de développement, quel que soit l'effort de concision que l'on puisse faire pour extraire un message en direction de l'opérateur économique, ce message resterait incomplet et peu crédible s'il ne s'insère pas dans une logique d'ensemble.

Concernant le deuxième volet, celui de contenir toutes les dispositions prévues pour tout investissement, cela devient de plus en plus problématique avec l'existence de la charte PME. Mais la difficulté majeure naît surtout de l'élargissement de l'éventail de l'action publique en matière d'incitation. Celle-ci peut se présenter sous forme de contrat-programme pour un secteur donné, ou sous forme d'une convention-cadre pour la promotion de certains secteurs et avoir une validité limitée dans le temps et non définie, notamment dans le cas de l'octroi d'un avantage à concurrence d'une enveloppe déterminée.

La genèse du dispositif incitatif actuel nous a déjà placés dans la situation prévalant antérieurement, marquée par la multiplicité de textes et de dispositions. Ceux-ci se prêteront-ils à une refonte dans un texte unique et fédérateur ? En fait, la question est problématique pour plusieurs raisons.

Ce constat appelle à une réflexion sur une approche particulière, compte tenu des spécificités marocaines et du comportement futur des entreprises, caractérisé par des mutations plus rapides que par le passé, voire une durée de vie des activités plus courte, et une demande plutôt prononcée vers des parcs disposant de locaux équipés prêts à l'utilisation. Dans ce sens, il est souhaitable que le patrimoine foncier public soit affecté, en priorité, à la création de zones et parcs industriels et à des locaux professionnels, et que le terrain ne soit plus cessible par l'Etat et les collectivités locales, sauf pour des cas exceptionnels ou pour des secteurs particuliers comme le tourisme. Dans cette optique, il est judicieux que la concession de terrain se fasse, à l'avenir, dans le cadre de contrats de gestion déléguée ou de contrats d'utilisation exclusive pour des projets d'investissement avec un droit de préemption de l'Etat, sur sa reprise. Parallèlement à cela, et afin d'éviter que ce choix ne se traduise par un transfert du problème du foncier au domaine du financement, une solution devrait être recherchée au niveau de la garantie des prêts. ■

# Réflexion prospective et planification stratégique

( Programme d'Action du Haut Commissariat au Plan en matière de Prospective dans le cadre de l'Approche Stratégique de la Planification au Maroc )

**S**a Majesté le Roi Mohammed VI, que Dieu le Glorifie, a bien voulu donner ses Hautes Orientations et définir, dans le Discours Royal prononcé devant le Parlement, le 10 Octobre 2003, les priorités du pays pour les années à venir. Il s'agit de l'investissement porteur, de l'emploi productif, de l'enseignement utile et de la création des conditions d'une vie digne pour tous.

En fait, les priorités ainsi énoncées dans le domaine économique et social vont bien au-delà d'un horizon temporel à moyen terme, car elles

constituent les principaux piliers pour l'édification de l'avenir du pays à long terme. Elles s'insèrent dans le cadre du projet de société dont le contour, la dimension et la portée sont tracés dans les différents Discours de Sa Majesté le Roi ainsi qu'à travers Ses Hautes Instructions, Initiatives et Réformes en matière de démocratisation de la vie publique, de décentralisation, de consolidation des droits de l'homme, de promotion de la femme, d'ouverture sur l'extérieur et de développement économique et social.

## Programme du HCP

S'inscrivant dans cette perspective et en vue de conférer un cadre à la mise en œuvre de ces priorités, le projet de soutien à la planification du HCP avec le PNUD relatif à la prospective et à la planification stratégique a été réaménagé pour opérationnaliser son contenu. A cet effet, le programme de prospective du Haut Commissariat au Plan, au titre des années 2005 et 2006, se focalisera sur la réalisation des objectifs suivants :

- Faire participer les acteurs de la société nationale à une réflexion sur les grands questionnements relatifs à ces orientations et faciliter leur contribution à des options prospectives et au choix volontariste du meilleur scénario pour les concrétiser.

- Construire des scénarios sur les futurs possibles qu'offrent au pays l'évolution de son environnement régional et international et la dynamique du changement au sein de la société marocaine et ce, afin de disposer de bases raisonnables pour des choix stratégiques à moyen terme. A cet effet, plusieurs scénarios seront examinés, en particulier, le scénario tendanciel (que pourrait devenir le pays si les tendances lourdes se poursuivaient et quelles en seraient les implications et les risques) et les scénarios alternatifs, le possible et le souhaitable, pour inscrire les grandes Orientations Royales dans le cadre d'un développement durable pour le Maroc en en dégageant les effets et les implications.

- Elaborer, à partir d'une telle vision, les meilleurs scénarios et les matériaux qui permettront de concevoir des plans de développement économique et social à moyen terme répondant à l'impératif d'une mobilisation de toutes les forces vives de la nation pour l'édification consciente et assurée de l'avenir de leur société et leur culture, contribuant ainsi à donner un aboutissement politique au travail de la prospective.

La structure de ces travaux sera, dans ses grandes lignes, la suivante (voir le détail plus loin)

### Phase (1) de questionnements et d'établissement de la base (Janvier - Juillet 2005)

1. Conduite de deux forums de cadrage de la réflexion prospective: questionnements et sensibilisation

Forum 1 : Le Maroc dans son environnement stratégique et économique en 2030

Forum 2 : La société marocaine, problématiques, enjeux, et devenir

2. Etudes de base de problématiques thématiques, celles-ci portant sur les leçons du passé, l'état des lieux, les tendances et les options alternatives

3. Conférences débats sur quelques grands enjeux.

### Phase (2) de construction et d'appropriation des options prospectives (Août 2005-Mars 2006)

1. Synthèse de la phase précédente et identification des

hypothèses de la prospective

2. Construction des scénarios

3. Restitution et appropriation: débats à différents niveaux et avec différentes catégories d'acteurs.

### **Phase (3) d'élaboration des options stratégiques (2006)**

1. L'élaboration des matériaux pour la formulation d'une stratégie de développement durable à long terme

2. Les options pour une planification stratégique.

Le dispositif opérationnel pour la réalisation de ce programme de travail s'appuiera sur les composantes suivantes (voir le détail plus loin):

1. Un Comité de Pilotage présidé par le Haut Commissaire au Plan. Celui-ci est composé de personnalités invitées par le HCP. Le Directeur du Projet d'assistance PNUD en est membre.

2. Une Cellule de suivi et d'Appui Opérationnel, dirigée par le Directeur du Projet PNUD MOR 02/02. La cellule comprend :

2.1 Une unité de suivi, de coordination des ateliers et des travaux du programme et d'appui rédactionnel (Cette unité est animée par un coordonnateur. Elle est constituée d'un noyau de personnes ressources du HCP et d'un conseiller international).

2.2 Une unité de communication et de diffusion de documents.

2.3 Une unité de logistique (organisation des réunions, contrats de consultation et indemnités).

3. Des "animateurs leaders" et des rapporteurs dont le rôle sera d'animer les forums de cadrage et de produire les documents de synthèse.

4. Des intervenants, extérieurs et nationaux, qui interviendront dans le processus des forums de cadrage.

5. Des consultants dont le rôle sera de prendre en charge les travaux sur les thématiques sectorielles et transversales.

6. Des conférenciers qui animeront les conférences débats avec le soutien de rapporteurs.

7. Des personnes ressources, invitées par le HCP et dont le rôle sera de suivre et évaluer les travaux des consultants responsables des dossiers sur les thématiques sectorielles et transversales. Celles-ci constitueront une expertise d'évaluation.

8. Des consultants prospectivistes qui accompagneront les travaux prévus par le programme et particulièrement dans la phase (2), pour aider aux choix méthodologiques et suivre les travaux de construction des scénarios.

9. L'expertise interne du HCP qui sera associée au processus.

• Faire participer les cadres de l'université, de l'administration, de la société civile et du secteur privé à la mise en œuvre des orientations nationales, en particulier en matière d'options prospectives et de choix des scénarios.

• Rassembler et élaborer de façon sélective les matériaux qui serviront à la construction de ces options. Ces matériaux seront élaborés dans le cadre d'études sur les problématiques thématiques, sectorielles et transversales. Chaque étude fera l'état des lieux, tirera les leçons du passé, projettera l'évolution tendancielle et ses implications et identifiera et évaluera les options alternatives.

Deux processus seront mis en œuvre pour atteindre le premier objectif :

• la conduite de deux forums de cadrage de la réflexion prospective, axés sur les principales données de référence relatives au positionnement du Maroc dans le monde et aux problématiques de la société marocaine.

• la tenue de conférences débats animées par des personnalités extérieures et nationales, d'autre part.

Les activités pour atteindre le second objectif seront organisées dans le cadre d'unités de travail confiées à des consultants nationaux, soutenus par une expertise d'évaluation.

### **Les Forums de Cadrage : questionnements et sensibilisation**

Le premier forum portera sur Le Maroc dans son environnement stratégique et économique en 2030. Le second portera sur la société marocaine, problématiques, enjeux et devenir.

Ces forums (organisés sur la période de janvier à mars 2005) se dérouleront simultanément en plusieurs séances chacun, selon les contraintes de mobilisation des ressources d'expertise. Ils rassembleront 50 à 60 personnes par séance. La structure de travail et les questionnements de ces forums, ainsi que leur découpage en séances seront formulés par le Comité de pilotage, avec le soutien de la Cellule Opérationnelle. La conduite de chaque forum sera confiée à un animateur leader qui sera assisté de rapporteurs de séances. La matière qui fera l'objet des débats sera apportée par des intervenants qui produiront, chacun, un document de travail correspondant à leur intervention. Il incombera à l'animateur leader d'élaborer (et de valider auprès du Comité de pilotage) un document d'orientation préliminaire qui sera communiqué aux participants des forums. Les séances segmentant les forums, seront introduites par une courte note, élaborée par le rapporteur de séance sur les interventions et les questionnements faisant l'objet de la séance. Les intervenants et les rapporteurs de séance remettront, respectivement, le texte de leurs interventions et le rapport de synthèse sur la séance à l'animateur leader et à la Cellule opérationnelle.

## **STRUCTURATION DES TRAVAUX**

### **Phase (1) de questionnements et d'établissement de la base (janvier - juillet 2005)**

Cette phase a deux grands objectifs:

Le rapport de synthèse de chaque Forum incombera à l'animateur leader qui pourra recevoir un soutien méthodologique et rédactionnel de l'Unité de suivi. La Cellule opérationnelle sera en charge de la logistique des réunions et assurera la diffusion des rapports de synthèse dès que ceux-ci auront été validés par le Comité de pilotage.

### **Forum 1. Le Maroc dans son environnement stratégique et économique en 2030**

#### **Axe 1. La géostratégie mondiale: où va le monde?**

L'objectif est de faire un bilan des réflexions prospectives sur les tendances de la géostratégie dans le monde et dans les grandes régions en vue de situer le Maroc dans le devenir de son environnement régional et international, compte tenu de ses choix stratégiques de société et de ses engagements régionaux et internationaux.

- Les grandes tendances de la géostratégie mondiale
- L'Europe et la région Méditerranéenne. Où va l'Europe? Où en est-on du Partenariat Euro Méditerranée et de la Conférence de Barcelone?
- Le Monde Arabe, et le Moyen Orient. Le projet de Grand Moyen Orient
- L'Afrique et le Grand Maghreb
- L'Amérique. L'ALENA et le Mercosur
- L'Asie. L'ASEAN et la montée de la Chine.

#### **Axe 2. L'économie monde**

L'objectif est d'analyser l'évolution de l'économie globale et ses perspectives compte tenu des transformations des systèmes productifs, des mutations des marchés, de la création différentielle des avantages comparatifs et des nouvelles données des stratégies de développement (changement climatique, développement durable). Comment se situe le Maroc dans cet environnement extérieur en mutation rapide et quels sont les réactions et comportements des acteurs marocains face à ces nouvelles données?

- Mise en situation: les grands scénarios de l'évolution de l'économie mondiale d'ici 2050
- Le Maroc face aux nouvelles données de l'économie mondiale (le système productif face aux mutations des marchés, la création des avantages comparatifs et de la richesse, l'évolution des comportements de consommation, etc.)
- Le concept de développement durable et ses implications pour la réflexion prospective. Présentation et discussion des objectifs du Millénaire du Sommet de Johannesburg. Présentation et discussion de la Stratégie de Développement Durable de l'Union Européenne et celle de la Commission Méditerranéenne de Développement Durable

- Le changement climatique et l'énergie: prévisions et stratégies dans le monde. Les implications économiques et technologiques du Protocole de Kyoto
- L'innovation et la compétitivité, des hommes et des entreprises. Les nouvelles technologies et la recherche, l'économie du savoir
- Les mouvements de population et les déplacements de main d'œuvre dans le monde
- Le système financier mondial. Les stratégies, les enjeux et les risques.

#### **Axe 3. Les principaux secteurs, sources de développement économique**

Les réflexions engagées dans le cadre de cet axe portent sur l'examen des principaux secteurs, sources de développement économique, en se concentrant sur les tendances, contraintes et enjeux, articulations sectorielles, ruptures possibles et en mettant le Maroc en situation par rapport à ces perspectives. Il ne s'agit pas là de procéder à des analyses sur les secteurs (rétrospective, état des lieux et tendances) qui font l'objet, par ailleurs, de travaux spécifiques mais d'évaluer par des analyses de l'environnement extérieur les enjeux, les faiblesses et les points forts du projet de société envisagé.

- L'agriculture et la sécurité alimentaire :  
Mise en situation: présentation et discussion de l'étude prospective FAO sur "l'agriculture et l'alimentation dans le monde en 2015 et 2030",  
L'agriculture marocaine, les accords de libre échange et les réformes
- L'industrie : mise en situation: les perspectives des marchés industriels mondiaux, l'industrie marocaine dans la mondialisation et le libre échange
- L'énergie : mise en situation: les perspectives de l'offre et de la demande d'énergie, les perspectives énergétiques du Maroc dans son environnement régional et mondial
- Le tourisme : mise en situation: l'étude prospective sur le tourisme en Méditerranée, le tourisme marocain dans son environnement, ses perspectives et son rôle structurant
- Les ressources humaines et l'économie du savoir
- Le futur du secteur informel
- Le secteur financier et ses rapports avec le système productif.

### **Forum 2. La société marocaine, problématique, enjeux et devenir**

Les travaux seront déclinés en deux axes dont les différents volets seront détaillés ultérieurement :

#### **Axe 1. Les dynamiques de la société marocaine**

- Le Maroc dans le système des mutations des valeurs
- Le système éducatif, missions, rôle dans la promotion sociale,

fixation des repères et des espérances

- Economie du savoir
- Société et nouvelles valeurs émergentes, nouvelles règles de solidarité, rôle de la cellule familiale et ses perspectives
- Migration et mouvement des populations
- Les tendances historiques de l'occupation de l'espace (mutation du rural, l'urbanisation).
- Personnalité de base du Marocain d'aujourd'hui et de demain.

## **Axe 2. Les attitudes des acteurs face aux changements**

- Les femmes, dynamique, rapports nouveaux, organisation sociale
- La jeunesse, repères, exigences, dynamique, rapports entre générations, défis
- Les élites, rôle des élites, formation et renouvellement de l'élite, encadrement des populations culturellement, économiquement et politiquement
- Le jeu des forces sociales
- La dimension spirituelle et la dimension culturelle entre unicité et diversité, la société marocaine entre le repli et l'ouverture.

### **Etudes de base de problématiques thématiques: leçons du passé, état des lieux, tendances et options alternatives**

Les études sur les problématiques thématiques qui se posent au niveau du Maroc concerneront les principaux champs sectoriels ou transversaux. Elles établiront un état des lieux en sélectionnant les données les plus pertinentes, elles tireront les leçons de l'analyse rétrospective et projeteront l'évolution tendancielle. Ce travail se fera sous la forme de dossiers de synthèse dont la réalisation sera confiée à des consultants spécialistes de ces champs thématiques. Ces consultants seront suivis et leurs travaux seront évalués in fine par de petits noyaux d'experts qui seront identifiés et invités par le HCP.

L'Unité de Suivi de la Cellule Opérationnelle apportera un soutien méthodologique et rédactionnel afin de s'assurer de la cohérence globale des travaux engagés ainsi que de leur pertinence par rapport aux interrogations de la prospective. Les champs thématiques ont été définis fin décembre 2004 afin de pouvoir lancer les travaux au début de janvier 2005. Les termes de référence des études thématiques seront élaborés par l'Unité de Suivi de la Cellule Opérationnelle et seront approuvés par le Comité de pilotage. Les travaux thématiques s'attacheront en particulier à valoriser les études thématiques, déjà réalisées ou en cours, du HCP et des autres départements.

Les champs thématiques analysés par les consultants seront regroupés en une dizaine d'unités de travail, au plus. La liste qui suit est donnée à titre indicatif pour orienter ce regroupement:

- Le cadre macro économique, les grands agrégats, leur évolution passée, projections tendancielle à différents horizons
- L'évolution de la population marocaine : évolution de la population et de sa structure par âge, ses répercussions sur les charges sociales à long terme, la répartition spatiale de la population et la croissance des villes, l'éducation et les coûts de formation, la formation professionnelle, l'alphabétisation, etc.
- Emploi, productivité et croissance
- Les options du développement agricole et les liens avec le développement rural
- Les industries
- Le tourisme
- La recherche et l'innovation technologique, les nouvelles technologies de l'information, l'économie du savoir
- Les inégalités, la pauvreté et l'exclusion sociale (les risques et les défis à long terme)
- Les filets de protection sociale (santé, retraites, couverture sociale)
- La gestion durable des ressources naturelles: l'eau, l'énergie, le changement climatique
- Le financement de l'économie.

### **Conférences débats**

En parallèle au déroulement des forums, des conférences débats (5 à 6) seront organisées, au cours desquelles des personnalités de haut niveau traiteront de thèmes spécifiques, en particulier sur les changements et les enjeux économiques, culturels, sociaux, politiques. Le but recherché est de susciter un débat avec des décideurs et acteurs nationaux en vue de les familiariser avec la démarche prospective et de promouvoir celle-ci. Le choix des thèmes de ces conférences, des conférenciers et des modérateurs nationaux incombera au Comité de pilotage. L'organisation matérielle incombera à la cellule opérationnelle. Les textes des conférences (de préférence accompagnés d'un résumé des débats) seront diffusés par la cellule opérationnelle. Un rapporteur sera joint au conférencier pour rendre compte de la teneur des débats.

### **Phase (2) de construction et d'appropriation des options prospectives (Août 2005-Mars 2006)**

#### **Synthèse de la phase de questionnements et d'établissement des bases et identification des hypothèses de la prospective**

Les travaux de la première phase feront l'objet d'un document de synthèse préparé par des consultants ayant participé aux travaux de cette première phase et qui auront été identifiés au cours de ces travaux. Ces consultants recevront le soutien rédactionnel de l'Unité de suivi de la Cellule Opérationnelle. Le document de synthèse servira de base à des travaux d'experts en vue de l'identification des hypothèses à retenir pour les

scénarios prospectifs. Ces travaux se dérouleront dans le cadre d'ateliers restreints et intensifs. En raison de leur complexité, ils recevront le soutien d'experts consultants ayant une grande pratique des exercices de prospective. Ces experts animeront en outre un travail d'orientation méthodologique en vue de l'établissement du programme de travail pour l'étape suivante de construction des scénarios.

Il conviendra de décider à ce stade du processus de travail, de la formalisation d'une Unité de coordination des scénarios prospectifs à laquelle sera confiée la réalisation principale de tous les travaux de la phase 2 du processus «Prospective 2030». Cette unité sera principalement constituée de responsables et d'experts de la Direction de la Prévision et de la Prospective. Elle opérera en liaison avec l'Unité de suivi de la Cellule Opérationnelle et avec le Comité de Pilotage.

### **Construction des scénarios**

La construction des scénarios suivra la méthodologie identifiée lors de l'étape précédente avec l'aide de consultants experts en méthodes prospectives. Les travaux sur les scénarios exploratoires devront mettre en évidence le scénario tendanciel, (où va-t-on si les tendances lourdes se poursuivent? quels en sont les implications et les risques? jusqu'à quel point, ce scénario est-il acceptable? est-il durable?). Ils proposeront des scénarios alternatifs construits en fonction des hypothèses retenues, en identifiant ce qui se passerait si des ruptures importantes intervenaient. Parmi ces scénarios, les travaux indiqueront le scénario le plus souhaitable, ou scénario alternatif durable. On considérera ce que seraient un scénario volontariste et un scénario "réaliste".

### **Restitution et appropriation: débats nationaux et régionaux avec les acteurs de la société civile**

La restitution des travaux de prospective constitue une étape importante dans la mesure où elle permet d'associer des décideurs et des acteurs à une réflexion sur le futur. L'analyse des réactions enregistrées lors de la restitution doit être bien faite car elle permet de saisir en partie les jeux d'acteurs par rapport à un futur possible ou par rapport à un futur inacceptable. Ces réactions devront être prises en compte lors de l'élaboration des approches stratégiques.

La méthode de restitution devra être précisée. Elle pourra inclure des réunions-débats publiques, des réunions ciblées par catégorie d'acteurs et des réunions-débats plus large à l'échelle nationale et régionale.

### **Phase (3) d'élaboration des options pour la mise en œuvre des orientations stratégiques (2006)**

1. L'élaboration des matériaux pour la contribution à la formulation d'une stratégie de mise en œuvre des orientations nationales pour un développement durable à long terme

L'élaboration des matériaux pour une contribution à la formulation d'une stratégie de mise en œuvre des orientations nationales pour un développement durable à long terme doit être considérée comme l'aboutissement politique du travail sur la prospective. La stratégie, en effet, propose des priorités et des lignes d'action pour aller dans la direction correspondant au scénario retenu comme le meilleur pour le pays. Elle doit en même temps définir des lignes d'action pour faire face aux ruptures éventuelles et s'opposer aux situations conduisant à un développement non durable.

La stratégie propose également des objectifs par rapport à une vision partagée sur le développement à long terme (cette vision se rattachant au "meilleur" scénario). Elle définit le contexte global qui peut rendre sa réalisation possible. Cependant, la mise en œuvre de cette stratégie ne peut se transformer en un processus durable d'actions que si elle est largement partagée et appropriée par les différents acteurs. Elle doit donc faire l'objet d'un débat national, le plus large possible et le plus participatif possible. Ces débats fourniront des matériaux pour l'élaboration d'une planification stratégique à base participative.

### **Les orientations de la planification stratégique**

La formulation d'orientations pour une planification stratégique à base participative devrait constituer la dernière étape du processus. Elle relève des institutions nationales compétentes. Elle définit des champs d'action prioritaires et propose des programmes d'action dans ces champs. Elle examine ensuite les instruments et les moyens qui permettront de réaliser ces programmes d'action. Elle identifie, enfin, les mesures immédiates à prendre pour engager un processus à long terme.

## **STRUCTURE ET FONCTIONS DU DISPOSITIF OPERATIONNEL**

### **Comité de Pilotage**

- Responsabilité/Autorité: présidé par le Haut Commissaire au Plan
- Composition: personnalités invitées par le HCP. Le Directeur du Projet d'assistance PNUD en est membre
- Fonctions: pilotage des travaux, approbation des termes de référence, programmes de travail, sélection des animateurs et des consultants principaux, approbation des documents de synthèse.

### **Cellule de Suivi et d'Appui Opérationnel**

- Responsabilité/Autorité: Directeur du Projet PNUD MOR 02/02.
- Composition: la cellule comprend trois unités (voir ci après)
- Fonctions: suivi des travaux, soutien méthodologique et support opérationnel.

*Une unité de suivi, de coordination des scénarios prospectifs et d'appui rédactionnel*

- **Responsabilité/Autorité** : cette unité est animée par un coordonnateur sous la responsabilité du chef de la cellule opérationnelle.
- **Composition** : noyau de personnes ressources du HCP avec l'assistance d'un conseiller international
- **Fonctions** : élaboration des termes de référence soumis au comité de pilotage, identification des intervenants et consultants, soutien méthodologique et rédactionnel pour la production des documents de synthèse, révision finale des documents avant leur soumission au Comité de Pilotage

*Une unité de communication et de diffusion de documents*

- **Responsabilité/Autorité** : cellule opérationnelle et chef de l'unité (expert en communication)
- **Composition**: expert en communication du HCP, personnel de soutien pour l'édition et la diffusion des documents produits
- **Fonctions**: assurer les contacts avec les consultants et intervenants, préparer les outils de communication sur les travaux réalisés, assurer l'édition et la diffusion des documents produits

*Une unité de logistique*

- **Responsabilité/Autorité**: cellule opérationnelle et chef de l'unité
- **Composition**: personnel administratif du HCP
- **Fonctions**: organisation des réunions, contrats de consultation et indemnités

**"Animateurs leaders" et rapporteurs de séances des forums**

- **Responsabilité/Autorité**: animateur leader de chaque forum, sous l'autorité du comité de pilotage.
- **Composition**: pour chaque forum, un animateur leader, éventuellement assisté d'un co-animateur, et des rapporteurs de séance.
- **Fonctions de l'Animateur Leader**: animer les forums fondateurs, produire les notes introductives et les documents de synthèse. Assistance méthodologique et rédactionnelle de l'unité de Suivi.
- **Fonctions des "Rapporteurs de séance"**: animer les séances des forums fondateurs sous la responsabilité de l'animateur leader, produire les notes introductives et les documents de synthèse.

**Intervenants dans les forums**

- **Responsabilité/Autorité**: sous la responsabilité de l'animateur leader et de la cellule opérationnelle.
- **Composition**: consultants extérieurs et nationaux.
- **Fonctions**: intervenir dans les séances des forums

fondateurs et produire un document de synthèse sur chaque intervention.

**Consultants (études thématiques sectorielles et transversales)**

- **Responsabilité/Autorité**: comité de pilotage et cellule opérationnelle.
- **Composition**: consultants experts dans le champ thématique, travaillant de façon contractuelle, sur la base de termes de référence élaborés par la cellule opérationnelle et approuvés par le comité de pilotage.
- **Fonctions**: prise en charge des travaux sur les thématiques sectorielles et transversales
- **Produits**: document de synthèse sur le champ thématique étudié

**Conférenciers**

- **Responsabilité/Autorité**: comité de pilotage et cellule opérationnelle.
- **Composition**: conférenciers et rapporteurs.
- **Fonction**: animer les conférences avec le soutien logistique des rapporteurs.
- **Produits**: textes des conférences et notes de synthèse des débats des rapporteurs.

**Personnes ressources (expertise d'évaluation)**

- **Responsabilité/Autorité**:
- **Composition**: identifiées et invitées par le HCP
- **Fonctions**: suivre et évaluer les travaux des consultants responsables des dossiers sur les thématiques sectorielles et transversales. Ces personnes ressources constitueront une expertise d'évaluation (au moins trois interventions pour chaque consultant supervisé: approbation de l'approche, mid-term revue, évaluation finale).
- **Produits**: Notes d'évaluation finale.

**Consultants prospectivistes**

- **Responsabilité/Autorité**: cellule opérationnelle
- **Composition**: experts prospectivistes extérieurs
- **Fonctions**: intervenir dans la phase 2 pour aider aux choix méthodologiques et suivre les travaux de construction des scénarios

**Expertise du HCP**

- **Composition**: personnes ressources du HCP identifiées pour des tâches ad hoc
- **Fonctions**: assister les consultants travaillant sur les dossiers thématiques. ■

# Retenu pour vous

## Lecture Automatique des Documents (LAD)

Le Maroc est l'un des rares pays dans le monde à avoir eu recours à la technique de la LAD pour exploiter son recensement de la population.

Grâce à cette technique, le gain en précision des données, par rapport à la méthode de saisie manuelle, a été estimé, selon un test réalisé par le Haut-Commissariat au Plan sur un échantillon de 72.000 ménages, à 330%.

L'exploitation exhaustive des 6,8 millions de questionnaires du recensement durera 8 à 9 mois. L'exploitation en 1994 de 25% des questionnaires a nécessité plus de deux années.

Les ateliers de la LAD fonctionnent comme une usine industrielle, des rapports de production (réalisations, rendements, évaluation du personnel, etc.) sont établis chaque semaine et communiqués au comité de pilotage.

## Les coulisses du recensement

● A un journaliste qui s'est vanté de ne pas avoir été recensé, le Haut Commissaire au Plan a eu cette réplique: « vous étiez quand même au courant qu'il y avait un recensement, votre journal en a parlé tous les jours, pourquoi donc ne vous êtes vous pas manifesté auprès de l'agent recenseur de votre quartier ? En tout cas, les habitants des quartiers populaires et les ruraux ont été plus sensibles à notre campagne de communication ! »

● Les conseillers de Sa Majesté le Roi ont réservé un accueil des plus chaleureux aux recenseurs. Même de copieux petits déjeuners à la marocaine ont été servis à ces derniers.

● Un recenseur, dûment identifié par la femme de ménage, a été introduit dans l'appartement d'un étranger ; il reçoit un accueil digne d'un film d'espionnage : « haut les mains », fouille en règle du bout des pieds au sommet de la tête et, cerise sur le gâteau, évacuation par la police !

● Une bande tapie dans la forêt a réservé un accueil chaleureux aux agents recenseurs : ses membres ont non seulement répondu aux questions de ces derniers mais ils les ont aussi invités à partager leur repas.

● Selon une enquête réalisée par le Haut-Commissariat au Plan auprès des agents du recensement seule une proportion de 4,8% d'entre eux a jugé médiocres les conditions de déroulement du recensement. 64,6% les ont jugées bonnes à très bonnes et 30,6%, assez bonnes.

● A noter également que 98,6% des recenseurs ont jugé l'accueil réservé par la population « bon » à « très bon ». 1,4% ont considéré avoir été mal reçus.

● A croire l'enquête post-censitaire de contrôle, le taux de couverture du recensement se situerait entre 97% et 98%. De ce fait, entre 600.000 et 900.000 personnes auraient manqué à l'appel.

● Après avoir écouté les explications des démographes et des statisticiens, les syndicats, réunis par le Haut-Commissariat au Plan à l'occasion de la publication des résultats de la population légale, leur ont reproché de ne pas avoir communiqué suffisamment sur les chiffres publiés pour lever

toute ambiguïté quant à leur fiabilité.

## Réunions du comité scientifique du recensement

● Lors des réunions du comité scientifique du recensement, l'accent a été mis sur la nécessité d'une stratégie globale de communication pour mettre l'opinion publique au parfum de la chose démographique.

● Des questions pertinentes ont été également soulevées lors de ces réunions : il s'agit d'ouvrir un débat national au sujet notamment:

- des enseignements du recensement pour un meilleur ciblage, notamment au plan géographique, des investissements publics; de gros investissements sont parfois réalisés dans des zones qui se dépeuplent au détriment d'autres en croissance démographique rapide ;

- de la toponymie et des limites des douars ruraux ; des douars ont souvent plusieurs noms et ne possèdent pas de limites géographiques précises, ce qui entrave les efforts de leur développement ;

- des chefs lieux des communes qui, tout en possédant tous les attributs de centres urbains, sont encore considérés, sur le plan administratif, comme des zones rurales.

## Quelques enseignements des résultats de la population légale

### La population du Maroc : presque 30 millions

● Si la fécondité était restée figée depuis 20 ans et que le taux d'accroissement démographique s'était maintenu à 2,1%, la population du Maroc n'aurait pas dépassé 32 millions. Or la fécondité a décliné drastiquement pour atteindre 2,5 enfants par femme en 2002 contre 5,5 enfants par femme au début des années 1980. La femme marocaine fait en moyenne 3 enfants en moins aujourd'hui qu'au début des années 1980.

● D'après les projections démographiques effectuées aussi bien par les organismes marocains que par les institutions internationales, qui vont, du reste, être actualisées à la lumière des résultats du recensement de 2004, la population du Maroc n'atteindrait 45 millions qu'à l'horizon 2060. Il faudrait attendre 2030 pour franchir le cap des 40 millions.

### Exode rural

● La population rurale du Maroc, malgré une fécondité plus élevée qu'en milieu urbain, ne s'est accrue que de 0,6% par an durant la période 1994-2004, contre 2,1% en milieu urbain.

● Dans l'écrasante majorité des provinces (39), la population rurale a affiché des taux d'accroissement inférieurs à 1%, voire même des taux négatifs dans 11 d'entre elles, parmi lesquelles Tan-Tan, Nador et Guelmim.

### Evolution contrastée des principales villes

● Entre 1994 et 2004 certaines villes se sont essouffées

démographiquement:

La population de Rabat s'est pratiquement stabilisée depuis 1994. Casablanca, avec un taux d'accroissement démographique de 0,8%, ne semble plus susciter non plus l'engouement des migrants, c'est le cas également de Safi et Khouribga avec des taux respectifs de 0,8% et 0,9%.

• D'autres villes ont connu une vraie explosion démographique : les municipalités de Ait Melloul et de Temara notamment ont connu des taux d'accroissement respectifs de 4,6% et 5,6%.

#### Les ménages

• Le nombre de ménages recensés au 1er septembre 2004 s'élève à 5.665.264 dont les trois cinquièmes ont été recensés en milieu urbain. La taille moyenne du ménage marocain s'établit à 5,3 personnes. Elle est plus élevée en milieu rural (6,0) qu'en milieu urbain (4,8).

### Enquêtes sur la consommation et les dépenses des ménages

#### Moins de pauvres au mois de Ramadan

• Au mois de Ramadan, les dépenses totales des ménages augmentent de 9,1% et les dépenses alimentaires de 28%, cette augmentation s'accompagne d'une amélioration de la qualité des produits consommés.

• Le taux de pauvreté diminue au mois de Ramadan passant à 9% au lieu de 14% pendant le reste des mois de l'année. Il est respectivement de 3,7% contre 6,5% en milieu urbain et de 17% contre 23,7% en milieu rural. La pauvreté alimentaire, elle, est pratiquement inexistante en ce mois sacré.

#### L'Aid Al Adha : 5,6 millions de sacrifiés

• La pratique du sacrifice à l'occasion de l'Aid Al Adha est moins fréquente chez les personnes aisées que chez les pauvres. Elle régresse à mesure que le niveau d'éducation s'élève, ou que la taille des ménages diminue.

• L'on estime la demande en animaux d'abattage à l'occasion de l'Aid Al Adha à 5,6 millions dont 91,1% d'ovins et caprins.

### Activités du Haut-Commissariat au Plan en 2005

• Outre les activités d'enquêtes, d'études et de recherches que mène le Haut Commissariat au Plan, l'année 2005 sera marquée notamment par l'organisation de trois manifestations scientifiques ayant pour thèmes :

- la mise à niveau du système national d'information statistique
- les jeunes au Maroc
- consommation et dépenses des ménages
- la croissance économique et l'emploi

Elle sera également marquée, dans le cadre de l'approche stratégique de la planification au Maroc, par l'organisation de forums et d'ateliers sur la prospective.

• La version définitive du rapport d'évaluation du Plan de Développement Economique et Social 2000-2004, élaboré par le Haut Commissariat au Plan, sera rendue publique début février 2005.

• Le Haut Commissariat au Plan a élaboré le budget économique pour 2005 et les prévisions pour 2006. ■

#### ثمن متباين

• على مستوى المدن الرئيسية عرفت مجموعة من المدن ضعفا على مستوى نموها الديموغرافي ما بين 1994 و2004.

• وهكذا، عرف حجم ساكنة الرباط استقرارا منذ سنة 1994. ويبدو أن الدار البيضاء، التي بلغ معدل نموها الديموغرافي 0,8 ٪، لم تعد تجتذب المهاجرين. وهي نفس وضعية مدينتي أسفي وخربيكة اللتين لم يتعد معدل نموها الديموغرافي 0,8 ٪ و0,9 ٪ على التوالي. وعرفت مدن أخرى انفجارا ديموغرافيا حقيقيا. وتدرج في هذا الإطار، على الخصوص، بلديتا آيت ملول وتمارة، حيث بلغ معدل نموها الديموغرافي 4,6 ٪ و5,6 ٪ على التوالي.

#### الأسر

• ارتفع عدد الأسر، التي تم إحصاؤها يوم فاتح شتنبر 2004، إلى 5.665.264 أسرة. وقد تم إحصاء ثلاثة أخماس منها بالوسط الحضري. ويبلغ متوسط أفراد الأسرة المغربية 5,3 : 6 بالعالم القروي و4,8 بالوسط الحضري.

### أبحاث حول استهلاك ونفقات الأسر قراء أقل خلال شهر رمضان

• يعرف شهر رمضان ارتفاعا على مستوى مجموع نفقات الأسر بـ 9,1 ٪ وعلى مستوى النفقات الغذائية بـ 28 ٪. ويوازي هذا الارتفاع تحسن فيما يخص نوعية المواد المستهلكة.

• وينخفض معدل الفقر خلال شهر رمضان، حيث يتراجع إلى 9 ٪ مقابل 14 ٪ خلال بقية أشهر السنة. ويصل هذان المعدلان، على التوالي، إلى 3,7 ٪ مقابل 6,5 ٪ بالعالم القروي، و17 ٪ مقابل 23,7 ٪ بالوسط القروي. ويعتبر الفقر الغذائي منعدما خلال هذا الشهر المبارك.

#### عيد الأضحية 5,6 مليون أضحية

• تعتبر ممارسة نحر الأضحية أقل انتشارا لدى الفئات الأكثر يسرا بالمقارنة مع الفئات الفقيرة. وتراجع هذه الممارسة كلما ارتفع المستوى التعليمي وأيضا كلما انخفض حجم الأسرة.

• ويقدر الطلب على الأضحية في حدود 5,6 مليون رأس، 91,1 ٪ منها من الغنم والماعز.

### أنشطة المندوبية السامية للتخطيط سنة 2005

• بالإضافة إلى الأبحاث الميدانية والدراسات التي تقوم بها المندوبية السامية للتخطيط، ستميز سنة 2005 خصوصا بتنظيم ثلاث تظاهرات علمية ستمحور حول المواضيع التالية :

- تأهيل النظام الوطني للمعلومات الإحصائية
- الشبان بالمغرب
- الاستهلاك ونفقات الأسر
- النمو الاقتصادي والشغل.

كما ستميز السنة بتنظيم ملتقيات وأورش حول المستقبلية، وذلك في إطار المقاربة الاستراتيجية للتخطيط بالمغرب.

• سيتم نشر الصيغة النهائية للتقرير حول تقييم مخطط التنمية الاقتصادية والاجتماعية 2000-2004، الذي أنجزته المندوبية السامية للتخطيط، في بداية شهر فبراير.

• أنجزت المندوبية السامية للتخطيط الميزانية الاقتصادية لسنة 2005 وكذا التوقعات بالنسبة لسنة 2006. ■

# دفاثر النخطيط

الإحصاء العام للسكان والسكنى 2004

نحو تخطيط إستراتيجي وتشاركي

تقييم ميثاق الاستثمار

التفكير المستقبلي والتخطيط الإستراتيجي

# محتوى العدد

## دفتر التخطيط

هاتف :

037 76 28 20

037 76 29 30

فاكس : 037 66 07 71

ص. ب : 178 - الحي الإداري

الرباط - المغرب

الرئيس

أحمد الخليمي علمي

المندوب السامي للتخطيط

تأسيس ورئاسة التحرير

أحمد الكوهن المغيلي

اللجنة العلمية

- محمد أبزاهد

- عزيز أجبيلو

- أحمد اجميلة

- جمال بورشاشن

- محمد دويدش

- علي العقاوي

- عبد الحق علاات

- محمد غرماوي

الناشر

المركز الوطني للتوثيق

ه : 037 77 10 32

037 77 09 84

037 77 30 08

فاكس : 037 77 31 34

أكدا - الرباط

الإيداع القانوني

2004/0139

منشورات المندوبية السامية للتخطيط

البريد الإلكتروني : lescahiersduplan@yahoo.fr

الموقع الإلكتروني : www.lescachiersduplan.hcp.ma

إنجاز وهندسة

Enigma 037 76 47 49 - الرباط

المطبعة

ImprimElite 037 81 41 47 - سلا

### ■ لماذا هذه المجلة ؟

بقلم أحمد الخليمي علمي، ص 4

### ■ المغرب أمام النقلة الديموغرافية

خطاب السيد أحمد الخليمي علمي، ص 5

### ■ إحصاء 2004 : المغرب تحت المجهر

بقلم جمال بورشاشن، ص 7

### ■ نحو تخطيط استراتيجي وتشاركي

بقلم أحمد اجميلة، ص 14

### ■ تقييم ميثاق الاستثمار

بقلم جميل البردعي، ص 20

### ■ التفكير المستقبلي والتخطيط الاستراتيجي

برنامج المندوبية السامية للتخطيط، ص 24

### ■ انتقينا لكم، ص 30

الكتاب مسؤولون على محتوى مقالاتهم.  
يمكن قراءة ملخص هذه المجلة على الموقع الإلكتروني

# لماذا هذه المجلة؟

بقلم أحمد الحلبي علمي



«... [ينبغي] الاعتماد على منهجية جديدة تتفادى الصعوبات التي واجهت التخطيط في الماضي، باعتباره أداة لتوضيح الرؤية، وتحقيق التغيير، وإطارا ملائما لصب اختياراتنا الإنمائية في منظور شمولي ومنسجم، يؤمن الإحاطة بالعوامل المتحركة في تطور محيطنا الداخلي والخارجي، ويمكن من ترتيب الأولويات، وينير مسعى الفاعلين الاقتصاديين والاجتماعيين، ويساعدهم عن طريق ما ييسره من تشاور وتشارك، على إتباع أقوم المناهج وانتقاء أنجع السبل لمواجهة التحديات الآنية والمستقبلية...».

الرسالة الملكية الموجهة للوزير الأول بتاريخ 28 شتنبر 1999

## لماذا هذه المجلة؟

بالاهتمام الكافي إلا عندما يتم استغلاله في إطار تقييمات أو تقارير صادرة عن جهات أجنبية أو منظمات دولية.

فالمرجو من المجهود التواصل في هذا المساهمة في الرفع من مستوى اهتمام الرأي العام بالقضايا الاقتصادية، ذلك أنه في مقابل الوعي السياسي الذي يملكه مواطنونا والذي يضاهي مستوى ما هو متوفر في كثير من الدول، بما فيها الأكثر ديموقراطية، فإن معرفتهم بالواقع الاقتصادي وقدرتهم على تحليل معطياته وتطوره غالبا ما تظل محدودة.

يكتسي إصدار هذه المجلة طابع الخصوصية من حيث الحافز والهدف. فإذا كانت مختلف مرافق المندوبية السامية للتخطيط تقوم، بشكل منتظم، بإنجاز دراسات وأبحاث ميدانية فكثيرا ما تظل هذه الأعمال رهينة تقارير يتم تداولها داخل المندوبية السامية للتخطيط أو على مستوى أوساط إدارية محدودة أو يتم وضعها، في أحسن الأحوال، رهن إشارة الخبراء والباحثين. وهكذا فإن كثيرا من الأرقام تظل حبيسة جذاذات جاهزة أو في طريق الإنجاز.

وأمل، أن يواصل هذا الجهد جميع أطر المندوبية السامية للتخطيط، الذين قبلوا الالتزام بإعداد هذه المجلة، على حساب جزء من وقتهم الشخصي، وذلك من أجل ضمان استمرارية هذه الأداة والرفع المستمر لجودتها. كما أتمنى أن يكون تقدير أهمية هذا المجهود من طرف ثلة من الباحثين أو الفاعلين الاقتصاديين أو الأطر الإدارية حافظا لهم من أجل مساهمتهم بدورهم، كل حسب مجال اهتماماته المهنية أو الأكاديمية، في إغنائه بعطاءات يستفاد من خلالها بثمرات من تفكيرهم وتجربتهم. ■

وغايتنا من هذه النشرة أن نحد من هذا الانحصار النسبي لإطار تداول المعلومات الإحصائية والانتاجات الدراسية التي تضطلع بها المندوبية السامية للتخطيط، وذلك من خلال وضع حصيلتها المتوفرة رهن إشارة جمهور أوسع يشمل الباحثين والطلبة والفاعلين الاقتصاديين وغيرهم. فبديهي أن لكل المواطنين الحق في التعرف على منتج هذا المجهود الذي تبذله المندوبية السامية للتخطيط وأطرها الذين تتميز غالبيتهم بمستوى عال من حيث الكفاءة. فكثيرا ما أعتبر نفسي مساءلا عندما ألاحظ أن نتاج هذا المجهود لا يحظى

# المغرب أمام النقلة الديموغرافية

معيشتهم أمام ما يعانون منه من حاجيات اجتماعية متنامية.

إن النقلة الديموغرافية هي بصدد تشكيل البعد الأساسي للتطورات الكبرى التي ستطبع مغرب الغد. وستطرح الدينامية الديموغرافية بكل تأكيد إشكالات هي في صميم قضايا النمو الاقتصادي وتأهيل الموارد البشرية والحماية الاجتماعية لسكانه معرضة، بشكل متزايد، لظاهرة الشيخوخة.

ذلك أن الإسقاطات الديموغرافية، تشير في هذا الصدد، أن الساكنة النشيطة، والتي يتراوح سنها بين 15 و 59 سنة ستستمر في التزايد إلى حدود 2020. فبينما كانت تمثل 48,4% سنة 1960 ارتفعت إلى 62% سنة 2003. ومن المتوقع أن تبلغ ذروتها، أي 65% ما بين 2010 و 2020. وسيكتسي بالتالي، ضغطها على سوق الشغل قوة متنامية خلال السنوات الخمس عشر المقبلة، خاصة بالمناطق الحضرية، حيث البطالة متفشية اليوم بنسبة 19,3% في حين تصل إلى 12% على المستوى الوطني.

هذا وإذا كان تراجع نسبة النمو السكاني يتجسد، في إطار هذه النقلة الديموغرافية، من خلال انخفاض نسبة السكان الذين يقل عمرهم عن 15 سنة، إذ انتقلت هذه النسبة من 44,4% سنة 1960 إلى 30% سنة 2003 ومن المتوقع أن تصل إلى 23,6% سنة 2020. وبالمقابل، يظل حجم هذه الفئة، رغم ذلك، في مستويات مرتفعة، حيث بلغ حوالي 9,5 مليون سنة 1994 وحوالي 9,2 مليون نسمة سنة 2003. وهو ما يفرض تكثيف الجهود التي يجب بذلها، وذلك ليس فقط بهدف تفعيل أهداف إصلاح التعليم والتربية الذي شرعت بلادنا في إنجازه والذي لن تظهر نتائجه إلا على المدى المتوسط والبعيد، ولكن أيضا من أجل امتصاص العجز الموروث عن الماضي والذي يتجلى في الأمية وفي عدم ملاءمة التعليم مع متطلبات سوق الشغل.

وهكذا فالمغرب مدعو لبذل جهوده بهدف التصدي لهذا التحدي المزيج المتمثل في توفر بلادنا على عوامل التنافسية وأسباب

لقد أحدث التطور الديموغرافي بالمغرب تحولا جذريا على مستوى بنية وسلوكات ساكنته، وهو ما صاحبه تغييرات ثقافية وسوسيو اقتصادية سيكون أثرها الفعلي والكامن حاسما بالنسبة لمستقبل بلادنا.

إن بلادنا بساكنتها التي تقدر بحوالي 30 مليون نسمة تنمو بمعدل 1,5% سنويا قد اندمجت بشكل حاسم، في عهد النقلة الديموغرافية، محدثة قطيعة مع النظام الديموغرافي التقليدي، الذي يتسم، كما تعلمون، بمستوى وفيات ومستوى ولادات مرتفعين.

فقد شكل انخفاض عدد الوفيات، ابتداء من سنوات الخمسينيات، مؤشرا دالا على هذه النقلة الديموغرافية. كما مكن من تحقيق تحسن ملحوظ في توقع الحياة عند الولادة (espérance de vie à la naissance) وأدى إلى انخفاض وفيات الأطفال بنسبة تتجاوز الثلثين ووفيات الأمهات بأكثر من النصف.

وموازة مع ذلك، عرف المغرب، ابتداء من السبعينيات، انخفاضا في خصوبة ساكنته، وذلك نتيجة لتظافر عوامل عديدة. حيث ساهم التقدم الملموس في ميدان التمدرس والتربية، ودخول المرأة بشكل واسع لعالم الشغل المدر للريح، في تأخير سن الزواج الأول وفي تسهيل الاستعمال المتزايد لوسائل منع الحمل، وذلك في إطار وتحت تأثير، مسلسل متسارع لنمو المدن وتحولات متعددة الأبعاد على مستوى تنظيم وقيم الأسرة.

ولا شك أننا اليوم أمام مسالة تواجهنا بها أبعاد هذا التطور، بالنظر لما تشكله من رهانات بالنسبة لمسار بلادنا اقتصاديا ومجتمعيًا، وذلك في سياق تحديات مصيرية منها ما يفرضه انفتاحنا على أسواق خارجية خاضعة لعولمة متسارعة الوتيرة من مقتضيات التنافسية ومنها ما يتصل بطموح المواطنين إلى تحسين ظروف

الضرورية للقيام بأعباء الثلاثية الإلزامية المتمثلة في توفير الشغل وتأهيل قوة العمل والابتكار في الموارد البشرية والقضاء على الهشاشة الاجتماعية.

فمن الضرورة الأكيدة أن يضل هدف تسريع وتيرة النمو في قلب حوافز الإصلاحات الاقتصادية والاجتماعية التي بدأ المغرب مسلسلها منذ الثمانينيات والتي تتواصل تحت القيادة الرشيدة لصاحب الجلالة الملك محمد السادس. بإرادة متجددة وبرؤية مجتمعية أكثر وضوحا.

على أن تسريع وتيرة النمو الاقتصادي مهما يبلغ مستوى حتميتها سيظل مع ذلك غير كافي إذا لم يكن هذا النمو من النوع الذي ييسر امتصاص الفوارق الاجتماعية والجهوية ويسمح بتبلور مجتمع متضامن. وذلك ما يتطلب بالتأكيد، مقارنة متجددة للتخطيط، حيث تكون التنمية البشرية، وخاصة استئصال الآليات المنتجة لعوامل الهشاشة الاجتماعية، في قلب النمو ذاته ويبرر ضرورة التعبئة الشاملة من أجل استفادة الفئات الهشة من الخدمات الاجتماعية الأساسية، وذلك بموازاة مع نهج سياسة اقتصادية منتجة لمناصب الشغل.

يشكل المتغير الديموغرافي، سواء في الوقت الراهن أو في المستقبل، بحكم ديناميته الخاصة، معطى أساسيا في إشكالية التنمية المستدامة في بلادنا. وتعتبر مستويات فعالية سياستنا السكانية مراجع أساسية لقياس التقدم الحاصل في مجال هذه التنمية. وهو تقدم تم، بالتأكيد، تحقيق جوانب منه لا يستهان بها. وذلك وإن كنا لا نقف دائما عنده للتنبؤ به وما تعكسه على كل حال المعطيات التي يقدمها نظامنا الوطني للمعلومات الإحصائية وهو أيضا ما ستقومون، خلال هذا اليوم، بتحليل وتقييم حجمه وأبعاده. وسيمكننا الإحصاء العام للسكان والسكنى، المزمع تنظيمه خلال شهر ستمبر المقبل، من إحاطة أكبر بمظاهر هذا التقدم ومن تحيين وتعميق معرفتنا بواقعنا الديموغرافي والاجتماعي والاقتصادي. ■

(كلمة السيد أحمد الحليمي علمي)

المنذوب السامي للتخطيط

بمناسبة اليوم الدراسي المنظم في الرباط، يوم 26 يوليوز 2004

حول موضوع : «المغرب في حقبة النقلة الديموغرافية

والتحولات الاجتماعية»

الاستقرار الاجتماعي حتى تتأهل لتحمل مسؤولية اختيارها القائم على الانفتاح والاندماج في العالم الحديث.

إذا كان المغرب مطالبا بتكثيف جهوده من أجل الاستجابة للحاجيات المتزايدة لسكانته النشيطة ولشبابه، فإنه مدعو، في نفس الوقت، إلى تدبير ظاهرة الشيخوخة التي تطال ساكنته والتي تشكل هي أيضا مكونا من مكونات النقلة الديموغرافية التي تعرفها بلادنا.

فيذا كانت نسبة الشيخوخة مستقرة في حوالي 7% خلال الفترة مابين 1960 و2004، فمن المنتظر أن تصل إلى 20% سنة 2040 وهو ما يعادل النسبة التي تعرفها حاليا دول متقدمة، مثل فرنسا. وي طرح هذا التطور، بشكل مستعجل، مشكل تمويل التقاعد والحماية الاجتماعية لفئة من الساكنة تعاني من هشاشة وضعها. وهو ما يمثل إشكالا يحيل، بحكم طبيعته على بعد مجتمعي لتوقعه في قلب العلاقات الاجتماعية التي تميز النماذج المجتمعية والمنظومات القيمية.

ويبدو من الصعب التغاضي عن هذا البعد في بلد يخص موروثه الحضاري كبار السن بتقدير خاص ويمنحهم مكانة متميزة داخل المجتمع، اعتبارا لعطاءاتهم طيلة حياتهم ولدورهم في التوازن العاطفي للأسر واستمرارية القيم الأساسية للمجتمع. وهذا البعد يضعنا في قلب التصور الذي تسعى إلى بلورته مدونة الأسرة التي تبناها المغرب والتي استطاع جلالته الملك أن يطبعها بالانسجام الرائع بين القيم الروحية لشعبنا وبين متطلبات تحديث ممارساتنا الاجتماعية. وهذا ما يحتم علينا أن نكون في مستوى هذا التصور، وذلك عن طريق استباقنا لتبعات الشيخوخة الديموغرافية من خلال القيام بتأهيل تشريعاتنا وأنظمة تدبيرنا للمتطلبات ذات الصلة بهذه الظاهرة.

إذا كانت النقلة الديموغرافية تطرح على المغرب تحديات مختلفة فإنها تشكل أيضا فرصة سانحة يجب استغلالها. فإذا كانت تنافسية عدد من القارات، كأوروبا، ستصبح مهددة في أفق الثلاثين سنة القادمة بفعل شيخوخة ساكنتها، فإن بلادنا مدعوة لتفعيل طاقاتها على مستوى قوة العمل والابتكار. ولهذا فإن تسريع وتيرة نمو الناتج الداخلي إلى مستوى أعلى بكثير مما تم بلوغه إلى حد الآن أصبح مقتضا حيويا إذ يمثل بكل تأكيد السبيل الأمثل لخلق الثروة

## إحصاء 2004 المغرب تحت المجهر\*

«الإحصاء ضرورة للمستقبل

ومرجع للغد»

أحمد لحليمي علمي

التدابير على المستوى الخارجي الدفع بمختلف الفاعلين في هذا المجال إلى الانخراط في منظور لتحسين جودة المعلومات (من خلال مراقبة ملائمة لمنهجيات الإنتاج وآلياته) ولتحقيق تنسيق يضمن تدفقا أكبر في تداول الإحصائيات، خصوصا منها تلك التي تنتج فرعيا من طرف مختلف الوزارات.

أهداف أساسية. يتعلق الأمر بتحديد وتوثيق سكان البلد بحسب مختلف الوحدات الإدارية، وتجميع الخصائص الديموغرافية والسوسيواقتصادية للسكان ووضع قاعدة للمعاينة بالنسبة للبحوث بعد الإحصاء.

### الخرائطية والإحصاء النموذجي

يقوم الإحصاء على سلسلة عمليات مترابطة يتوقف بعضها على البعض الآخر، تتم على امتداد بضع سنوات. وتخصص المرحلة التحضيرية للأعمال الخرائطية التي تهدف إلى تقطيع التراب الوطني إلى مناطق إحصائية ومناطق مراقبة وإشراف، وإعداد الملف التقني الذي يتكوّن أساسا من مختلف الاستمارات ومن الدفاتر المنهجية التي تفصل تقنيات الإحصاء والمراقبة والإشراف، وكذا لإنجاز إحصاء نموذجي يهدف، على وجه الخصوص، إلى اختبار مختلف جوانب المنهجية المعتمدة وتقييم كلفة جمع المعلومات.

### ترتيبات الإحصاء بالعمالات والأقاليم

يشكل كذلك وضع جهاز الإحصاء، خلال ثلاثة أشهر، في أقاليم وعمالات البلاد، مرحلة أساسية لإعداد هذه العملية، حيث يمكن من وضع لوائح الأشخاص الذين سيتكفون بجمع المعلومات وتعيينهم في مناطق عملهم (منطقة إحصاء، منطقة مراقبة، الخ) المحددة كما ينبغي على مستوى الخريطة، والقيام بجرد الوسائل اللوجستكية (سيارات ووسائل نقل أخرى، محلات لتخزين الوثائق، ووسائل الاتصال، الخ)،

اتخذت المندوبية السامية للتخطيط مجموعة من التدابير في إطار مجهوداتها المبذولة من أجل تأهيل النظام الوطني للمعلومات الإحصائية، وذلك على مستويين أساسيين. فعلى المستوى الداخلي للقطاع، سعت التدابير إلى التغلب، بقدر الإمكان، على أوجه النقص في المعلومات الاقتصادية والسوسيو ديموغرافية، وذلك مع التقليل من أجال استثمار المعطيات. بينما همت

### بقلم جمال بورشاشن

ويساهم إنجاز الإحصاء العام للسكان والسكنى لسنة 2004 في هذا التأهيل الشامل، إذ أن هذه العملية تمكن من تحيين المعلومات الديموغرافية والاقتصادية والاجتماعية ذات التنوع الكبير والتي تتعلق بأصغر الوحدات الإدارية، بل والجغرافية، و من سد جزء من



النقص في المعلومات في هذه المجالات. وزيادة على ذلك، فإن المنتج الوثائقي، والخرائطي منه على وجه الخصوص، يؤسس قاعدة للمعاينة الضرورية لتعميق المعرفة عن طريق الأبحاث والدراسات الخاصة.

ما هي أهداف إحصاء 2004 ؟ وكيف يتم هذا الإحصاء؟ وما هي أصناف المعلومات التي يسعى إلى توفيرها ؟ وما الفائدة منه ؟ وما هي الجوانب التي تميز هذا الإحصاء عن الإحصاءات السابقة، على المستويات التقنية والإعلامية والتنظيمية ؟ تلکم هي الأسئلة الأساسية التي سيحاول هذا العرض إعطاء إجابات عنها.

### أهداف إحصاء 2004 ومراحلها

على غرار الإحصاءات السابقة، يرمي إحصاء 2004 إلى تحقيق ثلاثة

# الإحصاء من أجل رؤية واضحة للمستقبل

الإحصاء العام للسكان والسكنى من 1 إلى 20 شتنبر 2004

الإحصاء العام للسكان والسكنى منطلق أساسي لمعرفة حاجيات بلادنا، قصد التخطيط المحكم للتنمية الاقتصادية والاجتماعية، وضمان حياة أفضل للمواطنين. من أجل ذلك، تنظم بلادنا عملية الإحصاء من فاتح شتنبر إلى 20 منه لمعرفة البنيات الديمغرافية وظروف المعيشة لسكان المغرب، وكل ما يتعلق بالتهيئة الحضرية والقروية. وفي هذا الإطار، سيكون على كل أسرة في الدوار، في القرية، في المدينة، أن تجيب على أسئلة المكلفة أو المكلف بالإحصاء.

لكي تكون عملية الإحصاء في مستوى تطلعات بلادنا، لا بد أن تكون أجوبتنا مطابقة للواقع.

المندوبية السامية للتخطيط | المشاركة في الإحصاء مسؤولية كل المواطنين

www.recensement.hcp.ma



إلى المركز الوطني للأرشيف. ويتم استلامها وفق جدول زمني محدد يُمكن من تجنب الاكتظاظ ومن القيام بمراقبة شمولية على أساس قائمة مناطق الإحصاء المنصوص عليها. وتتطلب هذه المراقبة دقة كبيرة، حيث إنها تشمل ليس فقط الاستثمارات الخاصة بالأسر العادية والسكان الذين يعيشون في مجموعات والسكان العابرين وإنما أيضا كافة الوثائق المستعملة من طرف أعوان الإحصاء: دفاتر السكان القانونيين (التي يتم فيها جرد الأشخاص والأسر الذين تم إحصاؤهم في كل منطقة إحصاء، حسب المسكن) وكناشات الجولة (وثائق تمكن أعوان الإحصاء من تنظيم جولاتهم بمنطقة الإحصاء) والملفات الخرائطية (الخرائط، أوراق الحدود) التي ستستعمل أساسا لتحيين قاعدة المعطيات الخرائطية لنظام المعلومات الجغرافية، الخ.

## الاستغلال والتحليل

يتم فرز الوثائق التي تم استلامها ثم معالجتها واحدة بعد الأخرى. ويمكن استغلال دفاتر السكان القانونيين واستثمارات السكان الذين يعيشون في مجموعات من تحديد أعداد السكان حسب الوحدات الإدارية للمملكة. ويمكن استغلال استمارة الأسر العادية، بعد ذلك، من التوفر على الخصائص الديموغرافية والسوسيو-اقتصادية للسكان، وأخيرا تتم معالجة بقية الوثائق بعد إتمام استغلال الوثائق الأساسية المشار إليها أعلاه.

ويتم تحليل المعطيات المنتجة على هذا النحو وتنشر بكيفية تدريجية، وتتم كذلك معالجات وتحليلات إضافية، خاصة بطلب من المستعملين.

## المعطيات المجمعة

إن الهدف من أي إحصاء هو تلبية الحاجيات الوطنية في مجال المعلومات الديموغرافية والسوسيو-اقتصادية. وبما أن الموارد

ووضع القوائم النهائية للسكان الذين يعيشون في مجموعات (داخل التكنات، المؤسسات السجنية، الداخليات، الخ) والذين يتم إحصاؤهم على حدة، وكذا قوائم السكان العابرين بالفنادق وما يماثلها.

## تكوين الساهرين على العملية

يتلقى الأعوان الذين تم اختيارهم تكويننا يدوم حوالي عشرة أيام، يطلعون خلالها على تقنيات الإحصاء والمراقبة والمفاهيم المستعملة الخ. ويتم هذا التكوين بكيفية هرمية تبتدأ بحوالي عشرة مهندسين وتنتهي بعشرات الآلاف من أعوان الإحصاء والمراقبين.

## تجميع المعلومات

تمر مرحلة تجميع المعلومات ميدانيا (المسماة بمرحلة تنفيذ الإحصاء) عبر طورين، يخص أولهما، ومدته يومين، للتعرف من لدن أعوان الإحصاء على وجه الخصوص، على مناطق عملهم. ويقوم هؤلاء، بالاعتماد على خرائط مناطق الإحصاء وبمساعدة من مراقبيهم وأعوان السلطة، والمشرفين أحيانا، بالتعرف على حدود هذه المناطق. كما يقومون بجولة استكشافية تهدف بالأساس إلى التأكد من مطابقة الخرائط التي وضعت رهن إشارتهم مع الواقع الميداني وتحديد الصعوبات المحتملة التي يمكن أن تعترضهم أثناء استقاء المعلومات، ويتم تحيين الخرائط عند الاقتضاء.

يقوم أعوان الإحصاء خلال الطور الثاني الذي يمتد عشرين يوما بالانتقال من منزل إلى آخر لجمع المعلومات من أسر مقاطعتهم، ويمكن نظام المراقبة عن طريق المعاينة من التأكد من شمولية وجودة جمع المعلومات المنجز من طرف أعوان الإحصاء.

## استلام الوثائق

بعد مراقبة الوثائق وترتيبها على مستوى كل إقليم أو عمالة، تنقل

## لمحة عن تطور السكان القانونيين للمغرب

وقد عرف عدد السكان القانونيين تزايد قدره 3.817.984 بين إحصائي 1994 و2004؛ بمعدل نمو نسبي يصل إلى 14,6٪، وبذلك معدل النمو الديمغرافي السنوي المتوسط 1,4٪ مقابل 2,0٪ المسجل بين إحصائي 1982 و1994.

بلغ عدد السكان القانونيين للمغرب، في فاتح شتنبر 2004، 29.891.708 نسمة، منهم 29.840.273 مغربي و51.435 أجنبي. وتتوزع هذه الساكنة، حسب وسط الإقامة، إلى 16.463.634 بالوسط الحضري و13.428.074 بالوسط القروي، وبذلك تبلغ نسبة التمدين بالمملكة 55,1٪ مقابل 51,4٪ تم تسجيلها في إحصاء 1994.

الإحصاء بنياتها وظروف سكنها من خلال أسئلة تتعلق بنياتها وبصنف السكن الذي تقيم به وبصفة حيازته (ملكية، كراء، الخ) وبعدد غرفه وربط المسكن بشبكات توزيع الماء والكهرباء وقنوات صرف المياه المستعملة وبمصدر الإنارة والماء بالنسبة للمساكن غير الموصولة بالشبكة وبعناصر الرفاهية في السكن وبأقدمية المسكن، وببعض التجهيزات المنزلية.

محدودة والحاجيات إلى المعلومات غير محدودة، فإن عمليات التحكم أمر لا مناص منه. وهكذا فإن المعطيات الأساسية التي تتعلق بالبنيات الديموغرافية والسوسيو مهنية تأتي على رأس القائمة، تليها بعد ذلك المعطيات التي تتعلق بالتنقلات (الهجرات الداخلية) والمستويات التعليمية. كما يقوم المغرب أيضا، على غرار بلدان أخرى، وموازة مع إحصاء السكان، بإحصاء للسكنى.

### معلومات أخرى

لا بد من الإشارة كذلك إلى أن الوثائق الملحقة المستعملة في الإحصاء تمكن من توفير معلومات إضافية تتعلق بخصائص البنيات والمحللات ذات الاستعمال المهني بالوسط الحضري وبالبنيات التحتية بالوسط القروي، وبإمكانية ولوج السكان القرويين للشبكات الطرقية.

تلك هي النواة الصلبة، بل والأساسية، للمعلومات المجمع في إطار كل إحصاءات العالم. حيث تشكل تلك المعلومات بالفعل أساس المعرفة الديموغرافية والسوسيو - اقتصادية للبلد. ويقدم الإحصاء إضافة إلى ذلك الوثائق الضرورية لوضع عينات للبحوث، تمكن من تعميق المعرفة بالمواضيع التي تطرق لها الإحصاء، بل ومن الإحاطة بمواضيع أخرى.

وبالمقارنة مع الإحصاءات السابقة، لم يتم إحصاء 2004 بتوسيع حقل البحث من خلال الاهتمام بموضوعات جديدة وحسب وإنما اتخذ مجموعة من التدابير، مستفيدا من دروس إحصاء 1994، وذلك لعدم تجاهل بعض المواضيع، التي تعتبر حساسة والتي تطرقت لها الاستمارة، أثناء عملية الاستغلال.

ومن المسلم به، علاوة على ذلك، وجوب التزام الإحصاءات، بقدر الإمكان، بالتوصيات الدولية المتعلقة بهذا الموضوع قصد تسهيل مقارنة المعطيات بين الدول.

### السكان القانونيون

يجب أن نسجل أولا أن المعلومات المحصل عليها في إطار الإحصاء المغربي تخص السكان القانونيين (المقيمين أو الغائبين مؤقتا). وهكذا، يتم استثناء المغاربة المقيمين بالخارج وأعضاء السلك الدبلوماسي والزوار العابرين الموجودين بين أفراد الأسر أو بالمؤسسات الفندقية وما يماثلها.

### الخصائص الفردية وخصائص الأسر

يمكن تمييز المعلومات المجمع حسب تعلقها بالأفراد أو بالأسر. فبالنسبة للخصائص الفردية، يقوم الإحصاء، بالنسبة لكل شخص، بتجميع معلومات تهم على وجه الخصوص السن والجنس والجنسية والحالة العائلية وخصوصية النساء اللواتي هن في سن الإنجاب والوفيات والقدرة على القراءة والكتابة والشهادة المحصل عليها وآخر قسم دراسي التحق به الشخص والهجرة والمهنة والنشاط الاقتصادي ونوع النشاط والمعرفة باللغات واللغات الوطنية المستعملة والإعاقة البدنية والذهنية. وبخصوص الأسر، يسجل

## ما هو الجديد في إحصاء 2004 ؟

يمكن القول، بصفة عامة، بأن إحصاء 2004 تمكن من تجاوز بعض ثغرات إحصاءاتنا السابقة بإدراج هذه العملية في صلب التوجهات الأساسية بالنسبة لبلدنا، ومنها الجهوية وتحديث مناهج العمل والشفافية وتقليص أفضل للكلفات.

### الجهوية

إذا كانت الإحصاءات السابقة ممرزة بشكل قوي، فإن إحصاء 2004 تميز بتحويل اختصاصات أساسية للمديريات الجهوية للمندوبية السامية للتخطيط في كل مراحل الإحصاء، فإنتاج الأعمال الخرائطية وتحيينها ووضع ترتيبات الإحصاء على المستوى المحلي وتكوين أعوان الإحصاء والتنفيذ الفعلي للعملية ميدانيا، تم تدبيرها على

## لمحة عن تطور الساكنة حسب وسط الإقامة

وفي مقابل التزايد المتسارع للسكان الحضريين، لم يعرف عدد السكان القرويين سوى زيادة قدرها 784,015 نسمة، حيث انتقل عددهم من 12,644,066 إلى 13,428,074 نسمة، أي بزيادة نسبية قدرها 6.2٪. وبذلك، بلغ معدل الزيادة السنوية في المتوسط 0.6٪، مسجلا انخفاضا طفيفا بالمقارنة مع معدل 0.7٪ الذي عرفته الفترة ما بين 1982 و1994.

انتقل عدد السكان الحضريين من 13,429,658 إلى 16,463,634 نسمة خلال الفترة الفاصلة بين الإحصائين، مسجلا بذلك زيادة إجمالية بلغت 3,033,976 نسمة، أي بزيادة نسبية قدرها 22.6٪. وارتفع، بذلك، معدل الزيادة السنوية المتوسطة إلى 2.1٪، مقابل 3.6٪ خلال الفترة الفاصلة بين إحصائي 1982 و1994.

المدنية، الخ) من خلال توظيف هذه التقنية الجديدة ومن المنتظر كذلك أن يتم تعميم هذه المهارة تدريجيا على كل المديرية الجهوية.

### استكشاف موضوعات جديدة

تميزت الاستمارة الرئيسية للإحصاء بانفتاحها لأول مرة على موضوعات راهنة كانت المعرفة بها نسبية جدا، إن لم تكن منعدمة، وسيكون للتطرق إليها من خلال الإحصاء، بدون أدنى شك، نتائج إيجابية على التدبير الاجتماعي والاقتصادي للبلد، وهي تتعلق على وجه الخصوص بـ:

- قياس مستويات الوفيات العامة إن على المستوى الوطني أو على المستوى المحلي حيث ستوفر لمسؤولي الصحة العمومية وصناديق التقاعد والباحثين، لأول مرة بالمغرب، معلومات جد غنية تمكن من وضع جداول للوفيات (وفيات الأطفال والشباب والكبار، الأمل في الحياة عند الولادة، الخ) و من القيام بدراسات معمقة مما سيوفر مجالا معرفيا أوسع يساعد على الارتقاء بالتدبير الاجتماعي والاقتصادي للبلد، والقيام بدراسات جد دقيقة وتفاضلية بحسب الجنس والأوساط الاجتماعية والأوساط المجالية والفئات المهنية - الاجتماعية، الخ. وإدخال موضوع الوفيات العامة في الإحصاء بالرغم من صعوبات المعاينة التي سيطرحها بالتأكيد، يعتبر ضروريا سيما أن المعرفة الجزئية للوفيات التي تتوفر عليها في المغرب تدخل بالأحرى في إطار تخمينات الديموغرافيين أو عن طريق القياس الغير مباشر أكثر مما تتم بفضل أية مقارنة دقيقة لهذه الظاهرة.

- تقدير الهجرة الخارجية، وهو ظاهرة تثير تجلياتها الكثير من الحماس، لكن معرفتها تنحصر أكثر بمجال التخمين منه من مجال القياس. والهجرة، كالوفيات، هي ظاهرة معروفة كونيا بصعوبة قياسها وبالأحرى عن طريق الإحصاء. لكن، وبحكم عدم التوفر على معرفة كاملة لهذه الظاهرة، فإن كل بلد يجد نفسه مجبرا على الاكتفاء بدراسة وتجميع وتركيب المعلومات الجزئية الملتقطة هنا وهناك (رخص الإقامة، الإحصائيات بالحدود، الإحصائيات القنصلية، جاذبات السكان، البحوث، الإحصاءات الخ).

المستوى المحلي من طرف هذه المديرية. وسيكون على هذه الأخيرة كذلك، ولأول مرة وبمجرد توفر جاذبات المعطيات حسب الجهات، أن تتكفل بالتحليل الجهوي للإحصاء. ومن المفروض أن يستجيب هذا التحليل، بكيفية أولية، لحاجيات الفاعلين المحليين. وسيتمكن نظام المعلومات الجغرافية المتوفر بالمندوبية السامية للتخطيط، والذي يعتبر من بين الأنظمة الأحسن أداء، بغناه المعلوماتي ودقة المجالات الجغرافية التي تشكل قاعدته، من إدماج العامل المجالي باعتباره متغيرا أساسيا لتحليل وإدراك الواقع المحلي لبلدنا.

وقد تمكنت المصالح الجهوية للمندوبية السامية للتخطيط اعتبارا لوجودها في موقع أفضل لإدراك الواقع المحلي ولإنتاج إحصائيات محلية، من التوفر، بفضل إحصاء 2004، على الوسائل البشرية والمادية التي كانت تعوزها لوضع بنيات صلبة لإنتاج المعلومات الإحصائية الجهوية.

### تحديث التقنيات والاستغلال الشامل للإحصاء

كان استغلال الإحصاء في الممارسة السابقة، بالرغم من اعتماده على طريقة تقنيات المعاينة (عينتان، أحدهما وطنية بنسبة 1 إلى 5٪ وأخرى جماعية بنسبة 20 إلى 25٪) يتطلب عدة سنوات. ومن المفروض أن يمكن استعمال القراءة الآلية للوثائق في إحصاء 2004، ولأول مرة، من المعالجة الشاملة لهذه العملية في أقل من سنة (8 إلى 9 أشهر). وأكثر من ذلك فستظهر الأرقام المتعلقة بالسكان القانونيين شهران بعد تسلم الوثائق وذلك بتكلفة أقل وهو أمر يدل على أهمية هذه القفزة النوعية بالنسبة للنظام الإحصائي المغربي والتي ستكون بدون شك ذات نتائج إيجابية على مستوى جودة وراهنية المعطيات التي ينتجها (إحصائيات البحوث والإحصائيات المنتجة فرعيا).

بالإضافة إلى ذلك، اتخذت المندوبية السامية للتخطيط كافة التدابير الضرورية بهدف امتلاك هذه التكنولوجيا الجديدة، وذلك أساسا من خلال تكوين مهندسيها الذين سيساعدون خبراء حتى بعد انصرام فترة استغلال معطيات الإحصاء ليقوموا باستغلال معطيات عمليات أخرى (بحوث حول التشغيل، مستويات العيش، جاذبات الحالة

لسببين على الأقل يتمثل أولهما في الاهتمام بضرورة تحيين الإحصائيات الوطنية في التاريخ المحدد بغاية ضبط الوضعية الديموغرافية والسوسيو-اقتصادية للبلد، ويتمثل الثاني، والذي سيشكل بالتأكيد مصدر سرور للباحثين (بينهم الديموغرافيين بصفة خاصة)، في تمكينهم من القيام مباشرة بتحليلات كلاسيكية بحسب المجموعات العمرية العشرية.

## التحقق من الأعمال الخرائطية وتحيينها

أولى إحصاء 2004 فضلا عن ذلك، أهمية خاصة للأعمال الخرائطية للإحصاء بغاية تأمين أكبر دقة ممكنة للتقطيع الترابي الوطني إلى مناطق للإحصاء. وقد مكن القيام باختبار في هذا الاتجاه بضعة أشهر قبل الإحصاء (وهي أيضا أول سابقة من نوعها) من تحديد التعديلات الواجب إدخالها على تصاميم مناطق الإحصاء والوثائق المقرونة بها بغاية تسهيل جولة عون الإحصاء وقت تجميع المعلومات ميدانيا وضمان شمولية هذا التجميع. وبهذا الخصوص مكن الاستعمال، ولأول مرة، لنظام المعلومات الجغرافية من وضع خرائط لمناطق الإحصاء تتميز في آن واحد بالدقة وبسهولة المنال.

## نداء من أجل الترشح

هناك شيء جديد آخر يتعلق باللجوء في اختيار أعوان الإحصاء إلى الدعوة إلى الترشح، وذلك خلافا للطريقة الاعتيادية التي كانت تقوم أكثر على التعيين. وهو فعل تطوعي يقوي ويضمن في نفس الآن التزام المرشحين، والذي هو تعاقدي هذه المرة، ورسومي، بالقيام بالمهام التي تناط بهم. وقد مكن توجيه هذا النداء من إشراك، إضافة إلى موظفي التعليم الذين يشكلون ركيزة الإحصاء، كفاءات وطنية قدمت من الإدارات والجماعات المحلية وجمعيات المجتمع المدني، إضافة إلى حملة الشهادات المعطلين.

## تطور مقارن لمعدل النمو الديموغرافي بالمغرب وتونس

الحقبة ما بين الإحصائين	المغرب	تونس
1982-1994 (*)	2,1	2,3
1994-2004	1,4	1,2

\* إقرأ 1984-1994 بالنسبة لتونس

## حملة إعلامية احترازية

قاد الضعف الذي طبع الحملات الإعلامية والتحسيسية للإحصاءات السابقة المندوبية السامية للتخطيط إلى استخلاص الدروس التي وجب استخلاصها. وهكذا عهد بالحملة الإعلامية لإحصاء 2004 إلى

## تطور معدل النمو الديموغرافي بالمغرب بين 1960 و2004

إحصاء سنة...	السكان	معدل النمو الديموغرافي بـ %
1960	11.626.470	
1971	15.379.259	2,8
1982	20.419.555	2,6
1994	26.073.717	2,1
2004	29.891.708	1,4

- دراسة البنيات والأنوية الأسرية وتطور الأسرة المغربية وتنوع تكوينها، تشكل كلها عناصر ضرورية للمعرفة السوسيوولوجية والثقافية والاقتصادية في بلدنا، وأكثر من ذلك تمكّن شمولية الإحصاء من القيام بتحليلات جهوية وتفاضلية غنية للغاية.

تم بالإضافة إلى ذلك إيلاء عناية خاصة للتوصل إلى معرفة أفضل بحظيرة السكن، مع إدخال سؤال جديد يمكن من تقدير جودة هذه الحظيرة ودرجة قدمها. وسيتمكن التوفر بهذا الخصوص، وبفضل الإحصاء، على قاعدة المعاينة للمساكن بحسب عمرها من القيام بدراسات جد دقيقة من بينها على وجه الخصوص تلك التي تهدف إلى تحديد المساكن القديمة التي تكون عرضة الانهيار.

يدرس إحصاء 2004 كذلك ظاهرة عزلة المناطق القروية من خلال قياس إمكانية نفاذ سكان القرى إلى الشبكة الطرقية، ويتعلق الأمر بتحديد المنجزات وقياس مدى الجهود التي ما تزال ضرورية في هذا المجال.

إضافة إلى ذلك اتخذت احتياطات خاصة لتتم إحاطة إحصاء 2004 على نحو أفضل بمواضيع راهنة أساسية مثل اللغات المتكلمة (أساسا تمازيغت وتاريخيت وتاشلحيت) والإعاقات الجسدية والذهنية مع العلم بأن هذه المواضيع كانت قد طرحت سنة 1994 صعوبات كبيرة، إن على مستوى جمع المعلومات أو على مستوى استغلالها وتحليلها.

## التحقيب العشري

قد يكون من المناسب، ونحن نتحدث عن المعطيات التي جمعت من طرف الإحصاء، أن نذكر أنه لأول مرة يتم إنجاز إحصاء بالمغرب عشر سنوات بالضبط بعد الإحصاء السابق. فقد كان من الضروري، منذ إحصاء 1960، انتظار إحدى عشرة سنة قبل القيام بإحصاء 1971، وانتظار نفس المدة بين إحصائتي 1971 و1982؛ وقد أنجز آخر إحصاء لسنة 1994 اثني عشر سنة بعد ذلك.

ويشكل قرار إنجاز إحصاء 2004 في التاريخ المحدد تقدما ملحوظا

على كل ما يتعلق بجوانب ميزانية الإحصاء طي الكتمان.

### لجنة علمية للمتابعة والتحليل

على الصعيد العلمي، ارتأت المندوبية السامية للتخطيط أنه من المفيد إشراك ممثلين أكفاء من طاقات البحث العلمي، والجامعة والمجتمع المدني وعالم الإنتاج في مسلسل فرز وتحليل نتائج الإحصاء. وهذا يعني الأخذ بعين الاعتبار، في كل مراحل المسلسل، ليس فقط لاهتماماتهم العلمية وحاجياتهم من المعلومات بل جعلهم أيضا شركاء حقيقيين يقومون بدور الوساطة بين المندوبية السامية للتخطيط ومحيط مستعملي المعطيات الديمغرافية والاقتصادية والاجتماعية.

### عن مردودية الاستثمار في الإحصاء

من خلال هذه المستجدات وخصوصا الاستغلال الشامل الذي سيمكن من التوفر على المعلومات المجمعة على الأصعدة الإدارية الأكثر دقة، بل وعلى مستوى الدواوير القروية والأحياء الحضرية ووضع بنيات ملائمة لإنتاج الإحصائيات الجهوية أو إغناء الاستمارة بمواضيع جديدة تمكن من سد العجز في المعلومات التي لا غنى عنها، يعتبر إحصاء 2004 من بين الاستثمارات الأكثر مردودية التي قامت بها السلطات العمومية.

### إضاءة للنمو المتباين حسب المدن المغربية الرئيسية (البلديات)

المدن الرئيسية (أو البلديات) التي عرفت نموا ديموغرافيا بنسبة أقل من 1 %

المدينة	1994	2004	النمو %
الرباط	623457	627932	0,07
الدار البيضاء	2717125	2949805	0,83
أسفي (ب)	262276	284750	0,83
خريبكة (ب)	152090	166397	0,90
سيدي قاسم (ب)	67622	74062	0,91

المدن الرئيسية (أو البلديات) التي عرفت

نموا ديموغرافيا بنسبة تتجاوز 3 %

المدينة	1994	2004	النمو %
طنجة	497147	669685	3,02
أكادير (ب)	254865	346106	3,11
آيت ملول (ب)	82825	130370	4,64
تمارة (ب)	130793	225497	5,60

مهنين احترافيين. وقد طبعت فضلا عن ذلك بحضور إعلامي متميز للمندوبية السامية للتخطيط عبر ندوات صحفية واستجابات وبرامج واستطلاعات بالإذاعة والتلفزة وكذا ببلاغات صحفية منتظمة تهدف إلى رفع أي غموض أو سوء فهم من شأنه أن يعيق السير الجيد للعملية.

وتجدر الإشارة كذلك إلى العديد من الاجتماعات الإعلامية والتحسيسية التي عقدتها وزارة الداخلية والمندوبية السامية للتخطيط سويا مع الفاعلين الاقتصاديين والاجتماعيين على مستوى جهات عدة.

وقد عرفت تلك الحملة، التي كانت بعيدة عن التمركز، مشاركة فعالة للمدريات الجهوية والفروع الإقليمية للمندوبية السامية للتخطيط مكرسة على هذا النحو الاتصال المباشر مع السكان علاوة على رسائل وبرامج أخرى للإذاعات الجهوية.

### التبع اليومي للإحصاء

هناك أمر جديد آخر وهو تتبع سير الإحصاء ميدانيا، وقد مكن استعمال النظام الصوتي التفاعلي من استقبال يومي لمعلومات أساسية حول سير العملية ميدانيا من حوالي 12000 مراقب. وكان الأمر يتعلق بتحديد المشاكل المحتملة التي كان من شأنها التشويش في مناطق محددة على الجدول الزمني لسير مختلف العمليات المحددة خلال جمع المعلومات وذلك بقصد تدارك الأمر مباشرة.

### إحصاء شفاف

كانت التغطية الإعلامية للإحصاء استثنائية، فقد كان منظمو هذه العملية يخبرون الرأي العام بصفة منتظمة، ومنذ بداية العملية، بحالة تقدم العملية وبالصعوبات التي تعترضها والحلول المعتمدة، وهي معلومات لم تكن ترد من المركز بالرباط فقط وإنما تصدر كذلك عن التمثيليات الجهوية للمندوبية السامية للتخطيط، وقد استعملت كافة الوسائل من ندوات صحفية واستجابات ومشاركة في البرامج الإذاعية التي كانت تبث عبر مختلف القنوات الناطقة بالبربرية والعربية والفرنسية وذلك بهدف إخبار الرأي العام بكل دقائق وتفاصيل العملية.

وقد وضع موقع على شبكة الإنترنت، أحدث لهذه المناسبة، رهن إشارة الجمهور العريض يوفر كافة المعلومات المتعلقة بسير الإحصاء ومن بينها على وجه الخصوص التفاصيل المتعلقة باستعمال الميزانية وهي سابقة تقطع مع العادة المتمثلة في الإبقاء

## لمحة عن الأسر المغربية

بلغ عدد الأسر، التي تم إحصاؤها يوم فاتح شتنبر وبالمقارنة مع سنة 1994، ارتفاع حجم الأسر بـ 1,220,993 أسرة، 2004، 5.665.264 أسرة، ثلاثة أخماس منها بالوسط الحضري. وهو ما يشكل نموا نسبيا بـ 27,5%. وقد بلغ معدل النمو السنوي المتوسط خلال العشرية 2,5%، ويصل هذا المعدل بالوسط الحضري إلى 3,1%، في مقابل 1,5% فقط بالوسط القروي.

كدراسة السكان (الديموغرافيا) وعلم الاجتماع والتاريخ والاقتصاد والبيئة الخ.

لقد عبا إحصاء السكان والسكنى لسنة 2004، حوالي 40000 من مؤموري الإحصاء و 12000 مراقب وحوالي 1000 من المشرفين و 19000 عون من أعوان السلطة. وقد تم تأمين تنقل مختلف المشاركين في هذه العملية بحوالي 5500 سيارة علاوة على استعمال الوسائل التقليدية للوصول إلى المناطق المعزولة أو التي يصعب الوصول إليها. وقد تم كراء أغلبية هذه السيارات لأن 1300 منها فقط وضعت رهن إشارة الإحصاء من لدن الوزارات والمؤسسات العمومية والجماعات المحلية. وتجدر الإشارة أنه خلال الإحصاءات السابقة كانت هذه الأخيرة تزود الإحصاء بمجموع السيارات الضرورية، لكن يبقى من المناسب أن نشير إلى أنه بالرغم من هذه الكلفة الإضافية الناتجة عن تقليص حظيرة سيارات الدولة إلى الحد الأدنى فإن إحصاء 2004 كان أخيرا أقل كلفة من إحصاء 1994 .

كلفة اقل ومردودية أفضل فيما يتعلق بشمولية المعالجة وسرعتها وتقوية بنيات إنتاج الإحصاءات الجهوية وتجميع معطيات جديدة لسد نقص واضح في معلومات نحن في حاجة ماسة إليها. تلك أهم مميزات إحصاء 2004 .

فضلا عن ذلك نشير أنه كان من المتوقع في البداية الاقتصار على القيام بمجرد تعداد للسكان في شتنبر 2004 والقيام احتمالا بإنجاز بحث تكميلي كبير سنة بعد ذلك، لكن تقرر، بعد إحداث المندوبية السامية للتخطيط، عشرة أشهر قبل هذا التاريخ، إنجاز إحصاء عام للسكان والسكنى وفق الأصول العلمية المتعارف عليها. فإذا كانت مزايا هذا القرار عديدة بطبيعة الحال فإن ذلك لم يتطلب ميزانية إضافية. ■

يعتقد البعض مع ذلك أنه كان بالأحرى على الدولة أن ترصد لاعتمادات المخصصة لهذه العملية لتمويل برامج اجتماعية وهو رأي غريب يصدر في اعتقادي من معايينة تتبين عدم صلاحيتها أكثر فأكثر، ويرجع ذلك إلى كون ثقافة الأرقام ببلادنا لازالت في بدايتها.

فضائل قرار ينبنى على معلومات دقيقة ودراسة معمقة هي فضائل غير مدركة بما فيه الكفاية أو وبكل بساطة يتم تجاهلها عمدا لسبب أو لآخر.

وهذه الفضائل هي مع ذلك فضائل عديدة ومن المناسب، أن نشير هنا إلى بعضها باختصار:

– فضائل تتجلى أولا على مستوى اقتصاد الموارد، فالتبذير الناتج عن استثمارات كبرى مدروسة على نحو سيئ قد يعادل بدون أدنى شك خلال عشر سنوات عدة مرات الميزانية المخصصة للإحصاء.

– فضائل تتعلق بعد ذلك بالتحفيز على الاستثمار؛ فتوفر معطيات مرقمة وموضوعية هو شرط ضروري ومسبق لدراسات مردودية المشاريع المبرمجة من لدن المستثمرين.

– فضائل فيما يتعلق بوضع قاعدة دقيقة للاستطلاعات والمعايينة رهن إشارة البحوث التي تنجز بين إحصاء وآخر، فبدون هذه القاعدة يستحيل تحمل كلفة إعدادها من لدن بحث مهما كان مداها.

وأكثر من ذلك يمكن التساؤل على أي أسس يمكن التخطيط لتنمية بلد ولتنمية جماعاته وجهاته بدون معلومات عن حالته الديموغرافية والاجتماعية والاقتصادية وكيف يمكن تفعيل استراتيجية أساسية كإعداد التراب الوطني في غياب معطيات عن حركات السكان وتوزيعهم؟ وما هي المكانة التي قد يطمح إليها هذا البلد في بيئة دولية تكتسي فيها المعلومات طابعا استراتيجيا في المنافسة العالمية؟ وما هو السبيل لتلبية حاجيات البحث في مجالات هي على قدر كبير من التنوع

\* كتب هذا المقال قبل نشر نتائج الإحصاء التي نعطي بعضها على شكل إشارات

# نحو تخطيط استراتيجي وتشاركي

الوطنية والجهوية وبالأخص للنفقات العمومية. وبموازاة مع ذلك، يعتمد برنامجنا مسلسلا لتأهيل النظام الوطني لإنتاج المعلومات الإحصائية. وبشكل عام، يمكن أن أقول أن المغرب قد انخرط، تحت رعاية صاحب الجلالة الملك محمد السادس وانسجاما مع إرادته، في إطار انتقال واضح وعميق يهدف إلى إرساء مجتمع يطبعه التقدم والانفتاح والتسامح. ويقتضي تحقيق أهداف هذا الانتقال تأسس برنامج المندوبية السامية للتخطيط على مكونات تتجلى أساسا في المقاربة المستقبلية وفي تخطيط استراتيجي يربط المخطط الوطني والمخططات الجهوية ويقوم على تقييم دوري للأداءات وكذا في نظام جيد للمعلومات الإحصائية.

(حوار مع السيد المندوب السامي للتخطيط

نشر بجريدة «Aujourd'hui le Maroc» بتاريخ 31 دجنبر 2004)

قانوننا، ومضمونه هو ثمرة إجماع وطني مضمّن، وتفعيله يظل رهينا بإرادة انخراط الشركاء والتزامهم. ويُعزى أي نجاح أو إخفاق لا إلى نظام التخطيط، وإنما إلى الفاعلين في التنمية الذين حددوا الاختيارات والتزموا بتحقيق الأهداف التي وقع عليها الاختيار.

لقد مر الاقتصاد المغربي، خلال مسار تنميته، بمراحل تميزت بتباين مقاربات صياغة وتطبيق السياسات الاقتصادية والاجتماعية. ولم يسلم نظام التخطيط من هذه التقلبات. وبالرغم من تجديد المقاربة التي نادى بها «مخطط المسار» (1988-1992)، فإن التخطيط عانى من تطبيق برنامج التقويم الهيكلي، وتم التخلي عنه منذ سنة 1993. وكانت النتائج سيئة للغاية على تدبير التنمية إلى درجة أصبحت معها إعادة الاعتبار للمخطط أمرا حتميا. وقد أعطت العودة إلى «المخطط» سنة 2000 بالتأكيد دفعة جديدة للتخطيط، وأدخلت بعض التغييرات على المقاربة، لكنها لم تكن مرفوقة بإصلاح حقيقي للنظام. وقد أعاققت هذا الأخير، على النحو الذي سار عليه، العديد من الإكراهات وأبان عن محدوديته.

فما هي المقاربة التي ينبغي اعتمادها بالنسبة للمخطط المقبل أمام هذه الوضعية؟ وإلى أي مدى يمكن للتخطيط الاستراتيجي والتشاركي أن يستجيب لمتطلبات الحاضر؟ وكيف يمكن التغلب على مقاومة التغيير ووضع أدوات تمكن من تأمين ملاءمة أفضل بين هذه

إن عدم الاستقرار الذي يعرفه العالم هو نتيجة مسار انفتاح متصاعد للاقتصاديات الوطنية على سوق معلوم يحدد، بشكل مطرد، قدرتها على الاستمرار ويحدد، أكثر من ذلك، وزن الأم على الساحة الدولية حسب قدرتها التنافسية. وبناء على ذلك، عملت كل الدول على إعداد سيناريوهات تمكن من استكشاف المستقبل من أجل تحديد استراتيجياتها على المدى المتوسط وإضاعة سياساتها. ولا يمكن للمغرب أن يظل بمعزل عن ذلك. وبذلك، فبرنامج المندوبية السامية للتخطيط، الذي تم الشروع فيه سنة 2004 ويتوجب استكمال تنفيذه خلال سنة 2005، يتمحور حول أوراش مكرسة لإعداد سيناريوهات لمغرب 2030، وذلك بهدف منح التخطيط على المستويين الوطني والجهوي مقاربة وتقنيات مجددة وتقوية قدراتنا على مستوى العمل بتقييم دوري للبرامج

## بقلم أحمد اجميلة



تخطيط التنمية هو أولا وقبل كل شيء تعبير عن إرادة الفعل في المستقبل، يتجسد في انتقاء اختيارات استراتيجية ذات طبيعة مؤسساتية واقتصادية واجتماعية، وتعبئة الوسائل لتحقيق أهداف ذات أولوية في أفق محدد. وكمفهوم وكممارسة ما يزال التخطيط يثير جدلا على المستوى الوطني. فبعض التصورات تذهب إلى حد إعطاء التخطيط مضمونا أيديولوجيا يتجاوز موضوعه بكثير. في حين تجعل بعض الآراء من إعداد المخطط ممارسة طقوسية دورية وكأنه غاية في حد ذاته لا يقتضي التزامات بالضرورة. وقلة هم الفاعلون الذين يعتبرون أن مسلسل التخطيط يشكل بالفعل، في اقتصاد كالاقتصاد المغرب، أداة فعالة لتدبير التنمية.

يهدف وضع مخطط التنمية بالفعل إلى ضمان فعالية العمل في المستقبل. وهو يمكن على هذا النحو من التوفيق بين قوانين السوق وإرادة توجيه الاقتصاد الوطني وتنظيمه. فوجاهة انتقاء الاختيارات والتشاور بين الشركاء الاقتصاديين والاجتماعيين وتنسيق سياسات التنمية وبرامجها وتوضيح مسؤوليات مختلف الفاعلين وتحديد الوسائل الواجب تعبئتها، تشكل كلها عناصر للحكامة الجيدة يحتاجها حتما كل بلد سائر في طريق النمو. لكن «المخطط» ليس

للفاعلين الاقتصاديين. وقد مكن رد الاعتبار للمخطط من إعادة إقامة إطار للتشاور بين الدولة والفاعلين الآخرين في التنمية، ومن تحديد استراتيجية وطنية مندمجة نسبيا، ومن تنسيق تدخلات مختلف الفاعلين على نحو أفضل، ومن ضمان الشفافية في رصد الموارد.

وقد كانت المقاربة المعتمدة لإعداد المخطط 2000-2004 مستوحاة من المقاربة التقنية والتنظيمية للمخطط السابق، حيث تميزت بمرونة كبيرة، وبتوسيع إطار التشاور بخصوص الاختيارات الوطنية، وإدراج المخطط في رؤية على المدى البعيد، والسعي إلى بلوغ إجماع حول محاور الاستراتيجية الوطنية للتنمية، وتعبئة كافة القدرات الوطنية لتحقيق الأهداف ذات الأولوية المعتمدة. وقد رسمت الرسالة الملكية الموجهة إلى الوزير الأول بتاريخ 28 شتنبر 1999 بوضوح الإطار العام لإعداد المخطط وكذا الخطوط الكبرى للمشروع المجتمعي الذي انخرطت فيه مجموع القوى الحية للأمة. ولم يكن المخطط الخماسي 2000-2004 يشكل سوى المرحلة الأولى من عمل طويل النفس لتجسيد هذا المشروع المجتمعي.

كان تفعيل استراتيجية المخطط يفترض إحداث تغييرات في التنظيم، وفي نمط التفكير، وفي سلوك الفاعلين. والحال أن القيام بتلك التغييرات لم يتم على نحو كامل، وبقيت تأثيراتها محدودة، ولم تكن إعادة رد الاعتبار للمخطط مصحوبة بإدخال ثقافة التخطيط، وهكذا فإن القطاعات الوزارية لم تبذل الجهود الضرورية لتقوية بنيات الدراسات والتخطيط، وتتبع وتقييم السياسات وبرامج العمل. والحال أن المقاربة الجديدة كانت تهدف إلى ترسيخ دينامية تحديث تدبير الشأن العام تنبني على الاستباق والتنسيق والشفافية والشراكة وإدماج الأعمال القطاعية في الاستراتيجية الوطنية وتفعيل آليات التتبع والتقييم. وهي كلها متطلبات تصب في اتجاه التحرر من المناهج الكلاسيكية للتدبير، وترسخ مبادئ الحكامة الجيدة. وقد واجه تحقيق هذا الهدف مقاومة من لدن العديد من الشركاء الذين كانوا يعانون من صعوبات للانخراط في هذه الدينامية (أو لم تكن لهم الرغبة في ذلك).

هكذا تميزت تجربة المخطط الخماسي 2000-2004 بمجموعة من الاختلالات على مستوى النظام الوطني للتخطيط. فعلاوة على انعدام الدراسات الاستشرافية والمشاريع المدروسة، غابت الكفاءات التقنية

المتطلبات والقدرات التنظيمية والتقنية للشركاء، وحثهم على الالتزام التام في مسلسل التخطيط، وتعبئتهم الفعلية على وجه الخصوص؛ للإجابة على هذه الأسئلة، ينبغي قبل كل شيء استخلاص الدروس من تجارب الماضي القريب لتوضيح الاختيار المستقبلي بكيفية أفضل.

### لمحة تاريخية عن مقاربة التخطيط

طُبع تطور التخطيط بالمغرب بتوالي فترات التقدم والتوقف في نمط التدبير الإرادي للتنمية، وكذا في قدرات المقاربات المعتمدة على الأداء في هذا المجال من حيث الترشيد والفعالية. وقد تولدت عن تلك التقلبات فترات اعتمد فيها مخطط موجه صارم نسبيا للقطاع العام أو فترات تميزت بمخطط تم التخلي عنه عمليا قبل حلول نهايته أو فترات بدون مخطط.

في هذا السياق جاء مخطط مسار التنمية 1988-1992، بعد سنتين من غياب التخطيط، ليحل محل «المخطط الكلاسيكي» تحت ضغط إكراهات برنامج التقييم الهيكلي. وكانت السياسة المعتمدة خلال تلك الفترة تعطي الأولوية لإعادة التوازنات الاقتصادية والإصلاحات الهيكلية، وآليات برمجة الاستثمارات. فكان التخطيط يطمح إلى أن يكون استراتيجيا وتشاركيا ولا مركزيا. بل وتمت إعادة تنظيم مسلسل التخطيط بكيفية لا يندرج معها في المخطط إلا برنامج الاستثمار الأدنى (النواة الصلبة) وتسجيل المقترحات الأخرى في بنك للمشاريع بقي إنجازها رهينا بتوفر وسائل التمويل. ولم تحقق هذه المقاربة المجددة النجاح المنتظر منها لعدم انخراط الشركاء الذين كانوا قد التزموا، مع ذلك، بهذا المسلسل في البداية. وقد أدت الأوضاع في سياق إعداد تغييرات نمط الحكامة، بالإضافة إلى تكريس سلوكيات معينة في العديد من القطاعات الوزارية والمؤسسات العمومية اتسمت بترك الحبل على الغارب، وعدم تقديم الحسابات، مما أدى إلى التخلي عن التخطيط من سنة 1993 إلى سنة 1999.

كانت العودة إلى التخطيط في نهاية التسعينات تعبر عن إرادة السلطات العمومية التغلب على الاختلالات التي ظهرت في أعقاب التخلي عن المخطط منذ سنة 1993، والرغبة في تقوية انسجام سياسات التنمية وبرامجها، وفي إعطاء رؤية أوضح

للتخطيط، أو كانت غير كافية في أغلب القطاعات، كما غابت إرادة الانخراط في المخطط وتبني أهدافه في العديد من القطاعات الوزارية والمؤسسات العمومية.

## من أجل مقارنة ملائمة للأوضاع الجديدة الداخلية والخارجية

تفضي كافة الدراسات والتحليلات التي قامت بها المندوبية السامية للتخطيط، إسنادا إلى الدروس المستخلصة من تجربة المخطط الخماسي 2000-2004، وأخذها بعين الاعتبار للتغييرات الطارئة في المحيط الوطني والدولي، إلى ضرورة تكيف مقارنة التخطيط. ويملي هذا التكيف هاجس إرساء أسس تدبير أكثر فعالية للتنمية الاقتصادية والاجتماعية في سياق التحولات العميقة للاقتصاد والمجتمع وعولمة زاحفة أفرزت رهانات حاسمة بالنسبة لمستقبل البلد.

على المستوى الوطني، تفرض التغييرات التي عرفها (أو يعرفها) النظام المؤسساتي والبنيات الاقتصادية نمطا جديدا لتدبير التنمية. فأمام هذه التغييرات السريعة التي يصعب توقعها، لم يعد لبلدنا الاختيار، لرفع تحديات التنمية البشرية وإنعاش النمو والتشغيل ومحاربة الفوارق، في القيام بتكيف استراتيجيته التنموية، وبتقوية أدوات التحليل والتوقع والاستشراف. وفي هذا الإطار تم الشروع في العديد من الإصلاحات، خصوصا في مجال تدعيم دولة القانون ودمقرطة الحياة العامة وتأهيل الاقتصاد وتحديث الإدارة واللامركزية واللامركزية وتدابير الميزانية. وقد تم تطبيق بعض هذه الإصلاحات، وبعضها الآخر ما زال ينتظر المصادقة على نصوص تطبيقه، وهناك مشاريع أخرى جديدة بلغ إعدادها المرحلة النهائية وهي قيد المصادقة عليها. وقد أدخلت هذه الإصلاحات توزيعا جديدا للسلطات والاختصاصات في مجال تدبير التنمية بين الشركاء، وبين المستوى المركزي والمستوى الجهوي بصفة خاصة.

من بين الإصلاحات التي لها تأثير مباشر على مسلسل إعداد المخطط وتنفيذه، تجدر الإشارة إلى تلك المتعلقة باللامركزية وبوضع الميزانية السنوية للدولة. وفي هذا الإطار، تم اعتماد مرسوم يحدد قواعد تنظيم الإدارة المركزية ومصالحها اللامركزية. وتبعاً لذلك فإن جميع الوزارات مطالبة بإعادة النظر في هياكلها قصد تقوية مصالحها

الخارجية. كما تم إعداد مشروع ميثاق اللامركز وهو في طور المصادقة عليه. بمقتضى الميثاق الجديد ستكون قواعد اللامركزية القاعدة العامة لتوزيع الاختصاصات بين المصالح المركزية والمصالح اللامركزية، ويكرس ثلاثة مبادئ أساسية هي إسناد الأمر إلى المستوى المؤهل لأدائه بفعالية، واندماج الهياكل الوزارية، والارتباط الترابي. وبخصوص إصلاح الميزانية الذي شُرع فيه منذ سنة 2002 سوف يتدرج تطبيقه على مجموع الوزارات إلى غاية سنة 2006. ويشمل هذا الإصلاح مجموعة من الإجراءات تتعلق:

- أ- بتقوية شفافية الميزانية من خلال إدماج مجموع تحملات وموارد الدولة (إدماج المصالح المسيرة بصفة مستقلة، ومنتوج إذينات الخزينة على خمس سنوات، وإلحاق تقرير نوعي حول الحسابات الخاصة للخزينة بقانون المالية)؛
- ب- بإجماع اعتمادات الميزانية التي تضع نصوصا جديدة لتدبير النفقات العمومية يتمحور حول النتائج ويخول استقلالية أكبر للمدبرين؛
- ج- جهوية بيانات الميزانية؛
- د- وبنهج التعاقد الذي ينص على الالتزامات المتبادلة بين الإدارات المركزية ومصالحها اللامركزية.

ومسلسل التخطيط المرتقب يدمج هذه التغييرات، ويضمن التمهيد بين أعمال مختلف الشركاء ومستويات اتخاذ القرار، ويرجع اعتماد مناهج جديدة في العلاقات بين الفاعلين في التنمية عبر تركيز أشغال إعداد المخطط الوطني على الجوانب الاستراتيجية للتنمية ومنح المزيد من الاختصاصات، في مجال البرمجة، للشركاء الاقتصاديين والاجتماعيين وللجهات.

ومن جهة أخرى فعلى المستوى الدولي، تتيح العولمة فرصا حقيقية لكنها تتضمن تهديدات كذلك. فالانفتاح المتزايد للاقتصاد واحتدام المنافسة بالأسواق العالمية، إضافة إلى الالتزامات المتخذة في إطار الاتفاقيات الدولية والجهوية والثنائية كلها أمور تفرض تحديات جديدة. وتترجم المنافسة المتزايدة للأنظمة الاقتصادية في الواقع بضرورات تأهيل الاقتصاد والإدارة وتأهيل المجتمع عموما. وبلدنا مدعو، من أجل المحافظة على مصالحه الاستراتيجية، إلى إعادة التموقع تبعا لقدراته التنافسية وإكراهاته. وتفترض متطلبات التنافسية الشاملة للاقتصاد تضام جهود كافة الشركاء لمواجهة التحديات الخارجية، ومن ثمة ضرورة وضع إطار للحوار والتشاور

أ- تضمن اقتسام المعلومات وتحسن المعرفة بالحقائق و بانتظارات الشركاء:

ب- وتمكن من الرفع من فعالية المخطط وتطبيقه من خلال تقوية انخراط الفرقاء وتشجيع الشراكة وتعبئة طاقات جديدة:

ج- وتمكن أخيرا من ضمان انسجام برامج العمل وتكاملها.

ويشكل تضافر جهود الجميع، بالنظر إلى وقع التأزر الذي ينجم عن ذلك، وسيلة فعالة لتحسين أداء الاقتصاد. كما أن التعاون من أجل رفع التحديات المترتبة عن العولمة ومواجهة المنافسة الخارجية يكون حافزا إضافيا لتقوية وظيفة التشاور والمشاركة عبر نظام التخطيط.

من جهة أخرى، ونظرا لصعوبة التوقع في الظروف الحالية ولتعقد الوضعيات المرتبطة بالسياق الحالي المتميز بعدم الاستقرار، فإن الفاعلين في حاجة إلى المزيد من توضيح الرؤية. فكلما كان مسلسل التغيير سريعا، كلما زادت حاجتهم إلى مرجع وإلى إطار للتوجيه. فالتخطيط مدعو إلى التكيف مع هذا السياق بإعطاء المخطط المزيد من المرونة ومن القدرة على التقويم واستيعاب التقلبات الطارئة في الوقت المناسب. ومن ثمة تبرز أهمية وضرورة اعتماد نهج استراتيجي. ويندرج التخطيط في مسلسل التغيير الاستراتيجي عندما يعالج القضايا الجوهرية، وعندما يكون استباقيا وقابلا للتحقيق سياسيا، وعندما يكون مندمجا في محيطه الخارجي.

وبالفعل، فإن المخطط يعبر أولا عن إرادة التأثير والفعل في المستقبل. لكن ينبغي تكييف هذا الفعل حسب القدرات الوطنية القابلة للتعبئة، خصوصا في مجالات الاستشراف والتوقع والبرمجة والإنجاز. ومن المرتقب أن تمكن الأعمال المزمع القيام بها من طرف المندوبية السامية للتخطيط وكذا الجهود الواجب بذلها للاستجابة لهذه المتطلبات من خلق الشروط الضرورية لتطوير نظام يربط الأبعاد الزمنية الثلاثة للتخطيط: الأمد الطويل والأمد المتوسط والأمد القصير.

على مستوى الأمد الطويل، يكون التخطيط ذا فعالية عندما يستند إلى رؤية مستقبلية. ويتعلق الأمر بالبحث عن إجابات عن تساؤلات تخص المستقبل تمتد ل 15 سنة أو 20 سنة وتوفير عناصر الاستنارة تساعد على التقدم في فضاء غير واضح. وتعتبر المعرفة بالعوامل المحددة لتطور البنيات الاقتصادية والاجتماعية، واستباق ظهور

لضمان فعالية أكبر لهذه الجهود، ولتحديد الاختيارات الاستراتيجية، وإعطاء رؤية أوضح للفاعلين الاقتصاديين.

وكما هو معلوم رافقت العولمة كذلك مفاهيم جديدة من قبيل التنمية البشرية وحقوق الإنسان والحكامة الجيدة والتنمية المستدامة، والتي أصبحت كلها مبادئ مرجعية لتدبير الشأن العام. وينبغي قياس مستويات التقدم الواجب تحقيقها في هذه المجالات على مؤشرات مركبة تدمج معلومات تتعلق بعدة قطاعات وبجوانب مختلفة للتنمية. ويمر تحقيق التقدم وحسن الأداء في هذه المجالات، بالنظر إلى الطبيعة المتعددة الأبعاد والأهمية البالغة للأعمال الواجب القيام بها، عبر إصلاحات هيكلية طويلة النفس، تحتاج إلى تخطيط وتنفيذ في إطار التشاور والتعاون بين مجموع الفاعلين في التنمية.

تقتضي كل هذه التحولات التي ميزت المحيط الداخلي والخارجي النظر بعمق في نظام التخطيط لإدراجه في مسلسل التغيير متعدد الأبعاد التي يعرفه المحيط. وانطلاقا من هذه المعايير، واستخلاصا للدروس من المخطط الخماسي 2000-2004، تنصب الجهود التي تقوم بها المندوبية السامية للتخطيط في اتجاه تجديد المقاربة وتطوير أدوات العمل وكذا الجهاز المؤسسي على المستويين الوطني والترابي. وفي هذا السياق، فإن اعتماد منهج تشاركي واستراتيجي يفرض نفسه لوضع أسس تخطيط مجدّد يشرك مجموع الفاعلين، ويدمج الاهتمامات طويلة الأمد ومتوسطة الأمد وقصيرة الأمد.

### النهج التشاركي الاستراتيجي

تقوم الدولة حاليا بإعادة موقعها بالنسبة لوظائفها الأساسية (التوجيه، التنشيط، التقنين، التقييم...). وموازا مع ذلك، يبرز شركاء آخرون (القطاع الخاص والجماعات المحلية والمجتمع المدني) أكثر فأكثر ويشاركون على نحو أكبر في فضاء التنمية الاقتصادية والاجتماعية للبلد. وفي سياق إعادة توزيع الأدوار هذا، يقدم مسلسل التخطيط إطارا ملائما للتشاور والتنسيق والتعاون بين الفاعلين في التنمية. ويسمى التخطيط تشاركيا عندما يشرك مجموع هؤلاء الفرقاء في إعداد السياسات وفي صياغة البرامج وتطبيقها وأيضا في مسلسل التقييم.

وتكتسي هذه المقاربة التشاركية فائدة ثلاثية:

في هذا الإطار، سوف يتمحور المخطط الوطني بالأساس على الاختيارات الوطنية الكبرى والأهداف الاستراتيجية والإصلاحات الرئيسية، بالاعتماد على إطار ماكرو-اقتصادي منسجم. وعلى المخطط أيضاً أن يقر توزيعاً مناسباً للموارد، وأن يحدد أدوات التأيير والبرمجة المفصلة (المعايير الوطنية، الأهداف القطاعية والجهوية، شروط الشراكة، طرق التعاقد، الخ). ويصبح المخطط على هذا النحو أداة للتوجيه الاستراتيجي وعنصراً موحداً لكافة الشركاء الاقتصاديين والاجتماعيين.

تمثل البرمجة على المدى القصير مرحلة أساسية في مسلسل التخطيط وتنفيذ المخطط الاستراتيجي. وتوضع قوانين المالية والميزانيات السنوية للمؤسسات العمومية والجماعات المحلية اعتماداً على المخطط الاستراتيجي، وتشكل كلها أدوات لتنفيذه. ويمكن إصلاح الميزانية المعتمد حالياً، والمنبني على تدبير النفقات بحسب الأهداف، والبرمجة الثلاثية للاعتمادات، وإضفاء طابع الجهوية على بيانات الميزانية، من تيسير ارتباط الأهداف على المدى القصير وعلى المدى المتوسط. وسيتم وضع آليات للربط بين هذه الأدوات والمخطط، خصوصاً على مستوى ميزانية الدولة (وضع الميزانية الاقتصادية، تفعيل اللجنة الثلاثية الأطراف لإعداد الميزانية...) وإلا سيكون المخطط الاستراتيجي عبارة عن مجرد تجميع للمتمنيات بدون تأثير على الواقع.

## مسلسل التخطيط الاستراتيجي وشروط النجاح

يتضمن مسلسل التخطيط أعمالاً من طبيعة مختلفة تمتد عبر الزمن. والأنشطة الواجب القيام بها تكاد تكون مستمرة. فهي تبدأ من جمع المعلومات وتحليلها وتمتد إلى البرمجة متعددة السنوات للاستثمارات مروراً بالتشخيص والدراسات الاستشرافية وتنظيم التشاور. وعموماً، يتم تنظيم أشغال إعداد المخطط الاستراتيجي حسب مراحل، وتعتمد على عناصر نجدها في العديد من عمليات التخطيط. فالأمر يتعلق بتحليل الأوضاع الداخلية والخارجية، وتحديد رؤية شمولية ومنسجمة متوسطة الأمد، وبوضع الأهداف الاستراتيجية المنتظرة، وبمقاربة تخطيط الأعمال من أجل بلوغ كل هدف على حدة (من؟ متى؟ كيف؟)، وبمصادر الموارد واستعمالها، وبطرق التنفيذ وتقييم النتائج (لاستخلاص الدروس وتحيين الأهداف وتقويم العمليات عند الاقتضاء). فاختزال مقاربة التخطيط

المشاكل وتأثيراتها أمورا ضرورية للتحكم في تدبيرها في المستقبل. وحالياً، يقتدر مسلسل التخطيط إلى إطار مرجعي شامل ومندمج على الأمد البعيد. ومع ذلك انخرط المغرب في عدة اتفاقات للتبادل الحر مع الاتحاد الأوربي والولايات المتحدة وثلاثة بلدان عربية (تونس ومصر والأردن) ومع تركيا مؤخراً لكن، هل تم القيام بتقييم التأثير الاقتصادي والاجتماعي والمؤسسي لكافة هذه الاتفاقيات؟ وهل تمت دراسة النتائج والانعكاسات المتقاطعة للالتزامات المتفق عليها؟ إن الدراسات المستقبلية تمنح فرصة القيام بتشاور موسع ويأمن تنسيق لمثل هذه الالتزامات وتوجه في ما بعد مسلسل التخطيط.

لقد اعتمد نظام التخطيط لحد الآن على دراسات إجمالية وقطاعية متوسطة المدى. وفي بعض الحالات على مخططات توجيهية قطاعية طويلة الأمد. وليست هناك حالياً دراسة مستقبلية شاملة. وينبغي أن تتمخض هذه الدراسة عن حوار وطني حول الرؤية التي تكونها الأمة برمتها عن مستقبلها. ومن شأن رؤية استشرافية شاملة وحاملة لمشروع مجتمعي أن تمنح للفاعلين رؤية أكثر وضوحاً، وأن توفر الظروف المأمونة لوجهة الاختيارات التي يجب على التخطيط إقرارها على الأمد المتوسط. وفي هذا السياق شرعت المندوبية السامية للتخطيط في تفكير معمق حول استشراف التنمية في المغرب في أفق 2030. وستنظم على الصعيد الوطني والجهوي ورشات ولقاءات موسعة لتقييم إمكانات التنمية للبلاد ودراسة الأشكاليات الكبرى المستقبلية.

ومن المرتقب، اعتماد نفس النهج على المستوى الجهوي. فالمؤسسات الجهوية والمحلية مدعوة للانخراط في منطق التخطيط الاستراتيجي الذي يفترض تبني حقيقي للتنمية الترابية وتكوين نظرة شمولية ومندمجة لهذه التنمية. وقد تزداد فعالية المخططات الجهوية إذا تم إعدادها اعتماداً على رؤية استشرافية يتقاسمها كافة الشركاء.

وسينصب التخطيط على المدى المتوسط، اعتماداً على الإضاءات التي توفرها الدراسات المستقبلية، على تدقيق المحاور والأهداف الشاملة لاستراتيجية التنمية. وسيتم ترتيب هذه الأهداف حسب سلم للأولويات يحدّد تبعاً لاستعجال الحاجيات والإكراهات وأهمية الرهانات بالنسبة لمستقبل البلاد. ويبقى نجاح تحقيق الأهداف المعتمدة رهيناً بواقعيتها وبقدرة نظام التخطيط على تحيينها تبعاً لتطور الأوضاع.

للتنسيق والتفصيل. ويتعلق الأمر أساسا بتقوية جهاز التنسيق على المستويين الوطني والجهوي، وبتسريع إصلاح اللاتمركز، وباعتماد التخطيط بالأهداف (الربط بين ميزانية التجهيز وميزانية التسيير وإجمال النفقات وتحديد معايير الأداء)، وبوضع الميزانية الاقتصادية، وبالربط بين المخطط الوطني والمخططات الجهوية (من خلال التعاقد وصيغ للشراكة)، وبإقامة نظام للتتبع والتقييم.

تبقى فعالية هذه الآليات رهينة بدورها بالجهود التي سيتم بذلها بهدف تطوير نظام إعلامي هرمي ذي أداء جيد، وبتقوية البنيات الإدارية المكلفة بالدراسات والتوقع والتخطيط على مستوى الوزارات والجهات، وبإعداد أدوات للعمل ودلائل منهجية توضع رهن إشارة الشركاء. وتندرج الجهود المبذولة حاليا من طرف المندوبية السامية للتخطيط، من أجل تنمية المعلومات الإحصائية والدراسات وأدوات التحليل، في هذا السياق.

ومن هذا المنطلق، يشكل التخطيط الاستراتيجي والتشاركي نهجا ملائما للاستجابة لمتطلبات سياق العولمة ولمتطلبات سرعة التغييرات، لكنه يقتضي تطبيق منهجية ملائمة وآليات إجرائية لضبط الأهداف وبرامج العمل، ويتنسيق جيد بين الأطراف المشاركة على وجه الخصوص. وهو شرط أساسي لتحقيق التوافق حول أهداف مشتركة ولتعبئة مختلف المساهمات الضرورية لتحقيقها.

وبغض النظر عن نوعية التغييرات التي تعرفها أو ستعرفها مقارنة التخطيط أو الاختيارات التي سيتم انتقاؤها بالنسبة للمخطط المقبل، هناك عاملان أساسيان لإنجاح مسلسل التخطيط الاستراتيجي:

- إرادة ثابتة للشروع في مسلسل التخطيط الاستراتيجي على أساس الشروط المطلوبة، والقيام بالإصلاحات التنظيمية الضرورية؛
- استعداد كافة الأطراف للتعاون بكيفية بناءة وشفافة، وللانخراط في مشروع المخطط والقبول بالمحاسبة في ما يخص النتائج المحصل عليها.

ومن جهتها فإن المندوبية السامية للتخطيط منكبدة على الأبحاث والدراسات اللازمة، واستشراف إمكانات التنمية، وتثأب لتسيير الأعمال، أي السهر على التنشيط والتنسيق والانسجام، ولكنها لا تحل محل الأطراف المعنية التي ينبغي عليها أن تضطلع بمسؤولياتها كاملة وأن تتخذ المبادرات الضرورية. ■

الاستراتيجي في مرحلة وضع الأهداف، كما يعتقد البعض، يمثل إذن نظرة مبتورة للمقاربة. والأمر يتعلق في الواقع بمرحلة قصيرة نسبيا تمكن فقط من مقارنة نتائج الدراسات والتوقعات ومن تنسيق السياسات والأهداف المتوقعة والقيام بعمليات التحكيم الأولى. ويظل نجاحها رهينا بمتانة تفصلها مع باقي مراحل مسلسل التخطيط.

على المستوى التنظيمي، يجدر بنا التمييز بين أعمال إعداد المخطط الاستراتيجي الوطني (التوجهات والأهداف الاستراتيجية) وأعمال البرمجة القطاعية وأعمال تحضير المخططات الجهوية (الأهداف الفرعية، برامج العمل المفصلة). ويكون مسلسل التخطيط إطارا للتشاور مع الشركاء ولانسجام مختلف مشاريع المخططات، ومرحلة التشاور هذه ضرورية لينخرط الشركاء في الاستراتيجية التوافقية المحددة في المخطط.

وفي هذا السياق، ستتم الأعمال المتعلقة بالاختيارات الكبرى وتحديد الأهداف الاستراتيجية قبل مراحل إعداد المخططات القطاعية والترابية. لأن الأهداف الوطنية تشكل إطارا عاما ومرجعا لأشغال وضع هذه المخططات. على المستوى الوطني إذن أن يعلن بوضوح عن محاور الاستراتيجية الوطنية وعن طرق تحقيقها، خصوصا ما يتعلق بتشجيع الشراكة والتعاقد وتقدير الموارد المالية التي تجب تعبئتها من لدن الدولة.

على المستوى الجهوي، تأتي أعمال التخطيط بعد هذه المرحلة وتكرس لتحديد الأهداف الترابية وللبرمجة المفصلة. ويمكن آنذاك الشروع في مسلسل تنسيق وانسجام مقترحات مختلف الشركاء، وتحديد المشاريع والبرامج التي يمكن أن تشكل موضوعا للشراكة أو للتعاقد. ومن شأن هذا النهج أن يؤمن تمفصلا أفضل بين المخطط الوطني والمخططات الجهوية، وأن يمكن من التوفيق بين أهدافها. ومن شأنه أن يمكن كذلك من تحديد صيغ التعاون وطبيعة التزامات الشركاء لتنفيذ البرامج المعتمدة.

وليكون المخطط عملا موحدًا وإطارا للانسجام ولتوضيح الرؤية، سيتم دمج مجموع المخططات والبرامج المذكورة أعلاه. وهذا الاندماج ضروري في إطار هدف ثلاثي الأبعاد: انسجام الرؤية الشمولية، التأزر بين مختلف الفاعلين في التنمية، وترشيد رصد الموارد المتوفرة. ويجدر التأكيد مع ذلك، على أن هذا الاندماج يمر عبر وضع آليات ملائمة

# تقييم ميثاق الاستثمار

بقلم : جميل البردعي



أتى ميثاق الاستثمار لسنة 1995 بكيفية لا مراء فيها بتحسينات مهمة مقارنة مع النظام التحفيزي السابق. فقد عمم الاستفادة من الامتيازات إلى كافة القطاعات وإلى الاستثمارات المتعلقة

بتجديد المعدات وتثمين الأنشطة وإدماجها على المستويين العلوي والسفلي، وأوجد حلا لحالة تحويل المقاولات من منطقة لأخرى، واعتمد المساواة في التعامل بين الاستثمارات العمومية والخاصة. وعلاوة على ذلك، فإن الميثاق، يدرجه للامتيازات في القانون العام والغائه لتأشيرة المطابقة والتبسيط العملي لبعض المساطر الجمركية، قد أفاد في الواقع كذلك المقاولين الذين كانوا يجهلون وجود نظام التحفيز أو الذين كانوا قد تخلوا منذ البداية عن الامتيازات بسبب تعقد المقتضيات التي كانت تدخل بعض اللبس لدى الفاعلين. وتلك هي حالة النشاط المتعلق بالثمين المعدني وبأوراش السفن، التي كانت تدخل على التوالي في اختصاص قانون الاستثمار المعدني وقانون الاستثمارات البحرية وفي نفس الوقت في اختصاص قانون الاستثمار الصناعي.

يحتوي الميثاق على بعض الثغرات التي كان بالإمكان تجنبها لو كان للجنة تنقيح قوانين الاستثمار تصور أكثر واقعية للحاجيات، وهو ما كان بالإمكان أن يتفادى الكثير من التعثر واتخاذ قرارات نهائية باستعجال وبدون موافقة أغلبية الاعضاء.

1- تكمن الثغرة الأولى في الإخفاق في تبليغ رسالة واضحة عن دوام واستمرارية الامتيازات. فقد تم الوقوف بالفعل على أن القوانين السابقة كانت قد فقدت مصداقيتها مع حذف إرجاع الفائدة سنة 1987 ومراجعة نحو الانخفاض للامتياز المتعلق

بالضريبة على الشركات أو الضريبة العامة على الدخل سنة 1988. ولذلك كان من المفروض طمأنة المستثمر بإيجاد صيغة تضمن استمرارية الامتيازات الممنوحة. وبالرغم من عدم إمكانية تحقيق هذا الهدف باللموس، لا بمدونة جديدة مراجعة ولا بإدراج امتيازات في القانون العام، تم البحث عن حل وسط يتمثل في الإشارة في نص قانوني إلى تعهد الدولة بعدم تغيير الامتيازات قبل مرور فترة عشر سنوات على الأقل.

والحال أن انشغالات المالية العمومية قد غلب على أي اعتبار آخر، لذلك تمت ترجمة هذا الهدف في الميثاق بالمادة الأولى التي تعلن عن المبادئ الأساسية للدولة بالنسبة للعشر سنوات المقبلة، وبالمادة الأخيرة التي تشير إلى أن سريان تفعيل هذا القانون الإطار سيتم تدريجيا خلال الفترة المشار إليها سابقا عند تقديم النصوص التشريعية والتنظيمية بداية من قانون المالية لسنة 1996، وهو أمر ترتب عنه ارتباك كبير لدى الفاعلين ولدى الإدارة نفسها. وقد تمثلت الرسالة الأخيرة الأكثر شيوعا التي نتجت عن ذلك في أن للميثاق فقرة صلاحية محدودة وبأن تاريخ سريان مفعوله سيتوقف سنة 2005، وهو أمر مغلوط تماما.

لم يتمكن الميثاق أيضا من تبليغ رسالة بسيطة وواضحة للمستفيدين، لأن العديد من القطاعات وبعض المؤسسات العمومية اعتبرت نفسها غير معنية بذلك أو على الأقل راودها الشك في عدم إمكانية قبولها للاستفادة من ذلك.

2- يتمثل النقص الثاني في ادعاء حل مشاكل كبرى وإعلان ذلك في نص القانون. ففي ما يتعلق بالجباية المحلية مثلا، ونظرا للحاجيات المتزايدة إلى موارد الجماعات المحلية وعدم إمكانية تحقيق التناسق بين الضرائب المحلية والتقليص من نسبها في الأمد القصير والمتوسط، أصبح تطبيق الميثاق هدفا صعب المنال بالنسبة للدولة التي قد تفقد مصداقيتها. ان الجماعات المحلية المضطلة بدور يزداد أهمية أكثر فأكثر في التنمية الاقتصادية والاجتماعية التي تم تصورها في إطار اللامركزية واللامركز، تشكل حاليا مشكلا شائكا يتطلب حلا شاملا يقتضي، علاوة على إصدار القانون المتعلق بالجهة، مراجعة الميثاق الجماعي ووضع صيغ منصفة بين الجماعات لتمويل الحاجيات. وبالرغم من وجود بوادر في الأفق لمراجعة هذه الجبائية، فإنه لم يكن يتوجب على ميثاق الاستثمار أن ينص على إصلاح أكثر

أهمية وأكثر تعقيدا من إصلاح نظام التحفيز ذاته.

مقتضيات ميثاق وبالشعور بأن هذا الأخير يتجاوز بسرعة أو على الأقل لا يراعى احترامه.

وعلاوة على ذلك، فإن الميثاق ورث كافة الاعتراضات الموجهة للنظام الجبائي وللمقتضيات الأخرى للقانون العام. هكذا نسبت إليه بعض الأخطاء المرتكبة في سياق الاستعجال، نذكر من بينها على وجه الخصوص ما يلي :

- إلغاء، بقانون المالية لسنة 1996، للاستفادة من تراكم مقتضيات الضريبة على الشركات المتعلقة بالإعفاءات، مع تلك المحدثة لإجراءات التخفيف الجبائي في مجال الضرائب المباشرة بإقليم طنجة، وتراجع الدولة عن قرارها باستئناف هذا الامتياز سنة بعد ذلك بموجب قانون المالية لسنة 1996-1997.

- نسخ القانون المؤسس لمقتضيات تشجيع الاستثمارات في قطاع التعليم الخاص دونما إدراج في قانون المالية لسنة 1996 لمقتضيات خاصة تتعلق بالضريبة على الشركات بالنسبة لهذا القطاع. وقد تداركت الدولة الأمر سنتان بعد ذلك بإحداث تخفيض لهذه الضريبة بالنسبة للخمس سنوات الأولى من ممارسة الاستغلال. فهذا التقلب في اتخاذ القرارات يشهد على عدم التحكم في الأولويات من طرف الدولة التي كان عليها أن تعلن أيضا في الميثاق عن هدف تشجيع مؤسسات التعليم الخاصة ومؤسسات التكوين المهني مع مراعاة مبدأ الحياد القطاعي في التعامل الجبائي بالنسبة لباقي الأنشطة.

- نسخ لمدونة الأنشطة الصناعية والصناعة التقليدية المصدرة سنة 1996 لتعممة بذلك إلى القطاع المعدني الاستفادة من المقتضيات التحفيزية المتعلقة بالضريبة على الشركات بالنسبة للمقاولات المصدرة، والتراجع عن ذلك في السنة المالية الموالية بحصر هذا الامتياز في السنوات الخمس الأولى من الاستغلال.

- رفض الاعتراف للقطاع السياحي بصفة مُصدّر وإدراج تدريجي، بالنسبة لهذا القطاع خلال قوانين المالية المتعاقبة، لامتيازات تمنح للأنشطة المصدرة برسم الضريبة على الشركات.

- اتخاذ تدابير مهمة، في إطار القوانين المالية، تؤثر على التمييز في المرودية بين القطاعات في ما يخص إمكانية الاستفادة وهو أمر يحدث اضطرابا في استراتيجيات المقاولات ويدفع بها إلى الانتظارية. وتحتوي ضمينا الرؤية التي يطالب بها الفاعل مراعاة الميثاق لاستقرار معين في الاختيارات المحددة في البداية والتأثير بشكل موحد على المستوى الإجمالي للجبائية دونما إلحاق تغيير بالمرودية الأصلية بين القطاعات.

4- يتعلق النقد الرابع بالتأخر في تطبيق مقتضيات الميثاق الذي

ولم يكن يتوجب على الميثاق كذلك أن يذكر بدقة محتوى الامتياز الجبائي المتعلق بالضريبة العامة على الدخل والمتمثل في تقليص الشريحة الأعلى من هذه الضريبة إلى 41,5%. فقد تم تأجيل منح هذا الامتياز إلى السنة الجبائية 2006، أي إحدى عشرة سنة بعد صدور القانون. وبالنسبة لهذه الملاحظة، يصعب تقديم أية ذريعة مهما كانت، إذ لا يمكن للدولة أن تدعي أن التنازلات التي تقدمها في المجال الجبائي تدرس كل سنة تبعا لمعطيات السنة الجارية وللآفاق لمستقبلية: لأنه من الممكن أن تتم موازنتها في هذه الحالة بكونها غامرت بالقيام بحسابات تقديرية وبكونها قدمت هدفا طويل الأمد دون أن تتحكم في مدها. وليس بمستطاعها القول كذلك بأن هذا الهدف ليس في متناولها في حين أنها قامت بمجهودات كبرى بما فيه الكفاية على مستوى ضرائب أخرى وبأنه كان يعوزها فقط البحث عن صيغة منسجمة لتستجيب في نفس الوقت للهدف الموعود به ولتوقعات المداخل.

3- ويتعلق الاعتراض الثالث الموجه للميثاق بالشكل الذي تم به تقديم النص القانوني الأساسي لنظام التحفيز الجديد هذا. والأمر يتعلق بشكل وسط بين قانون إطار وميثاق. وبالفعل فإن القانون - الإطار يقدم عموما مبادئ السياسة التي سيتم وضعها لاحقا، مثل القانون - الإطار الجبائي لسنة 1994 الذي أعلن عن تنقيح النظام الجبائي وتطبيق الضريبة على الشركات والضريبة على القيمة المضافة والضريبة العامة على الدخل. أما بخصوص الميثاق، فإنه يجب أن يتضمن كافة الامتيازات وكل السياسات والمقتضيات المنصوص عليها، التي تساهم جميعها في تحسين محيط الاستثمار، مغطية كافة المجالات سواء تعلق الأمر بالمجال العقاري أو الجبائي أو البنكي أو المالي أو غيره. وهو أمر في غاية التعقيد لأن محيط الاستثمار كان وما زال موضوعا لورشة مترامية الأطراف من الإصلاحات في تغير مستمر يصعب التحكم فيها منذ البداية. وهو أمر لا يسمح بالإعلان في نص القانون عن التدابير المستقبلية بيقين تام. وهكذا اكتفى القانون - الإطار الذي هو بمثابة قانون للاستثمار بتقديم بعض المبادئ التي ليست هي المبادئ الأكثر أهمية أو الأكثر حسما في بيئة الأعمال؛ وحقق بشكل مناسب إلى حد ما، في هذا المستوى، مهمة القانون - الإطار.

ومع ذلك فإن المشرع، برغبته في أن يجعل من هذا القانون - الإطار ميثاقا، أدخل علاوة على المقتضيات الخاصة بوكالة الاستثمار، والامتيازات الإضافية وصندوق الاستثمارات، تلك التي تدخل في نطاق المجال الجبائي مع ذكر نسبة الضريبة على الشركات ونسبة الضريبة العامة على الدخل. والحال أن الرهان المحفز الأكثر أهمية يظهر بمناسبة قوانين المالية وبتعديلات مهمة لا تخص النسب فقط، وهو أمر يترجم على مستوى الإدراك الجماعي بخرق لمبدأ استقرار

شأنه أن يؤول كحرق للقانون وأن يسيء لمصادقية الدولة، وهي التي كان بإمكانها أن تتصرف كيفما أرادت، من خلال الاتفاقيات الخاصة، لو أن الميثاق لم يحدد مجال عملها. ويجدر التذكير هنا أن حالات مماثلة طرحت خلال عقد الثمانينات بالنسبة لمشاريع طلبت كامتياز إضافي الاستفادة على سبيل المثال من الإعفاء من الضريبة على الأرباح خلال فترة تزيد عن عشر سنوات، وهو طلب تم رفضه من لدن لجنة الاستثمارات لتناقضه مع القانون المتعلق بهذه الضريبة.

## حول ملائمة وتحقيق أهداف الميثاق

تحدد المادة الأولى من الميثاق الأهداف الأساسية للدولة بالنسبة للعقد 1995 - 2005 بغاية تنمية الاستثمارات وإنعاشها، وذلك بتحسين مناخ وظروف الاستثمار ومراجعة حقل التشجيعات الجبائية واتخاذ إجراءات لتحفيز الاستثمار. ويتعلق الأمر هنا بوسائل وليس بأهداف. فالأهداف هي التي تمت الإشارة إليها في المادة 2 وتتلخص في:

- 1- تحفيز الاستثمار؛
- 2- تشجيع الصادرات؛
- 3- إنعاش التشغيل؛
- 4- تخفيض كلفة الاستثمار؛
- 5- تخفيض كلفة الإنتاج؛
- 6- ترشيد استهلاك الطاقة والماء؛
- 7- حماية البيئة.

يبين تحليل هذه المادة الثانية أن الهدف الأول ليس كذلك وأنه مجرد حشو علما أن جوهر الميثاق ذاته هو بالضبط إنعاش الاستثمار. كما لا يمكن اعتبار تشجيع التصدير هو الآخر بمثابة هدف. فهو ليس غاية في حد ذاته، وإنما وسيلة لإنعاش الاستثمار. أما إنعاش التشغيل فهو هدف بديهي علما بأن إحداث مناصب للشغل يظل هو الهدف النهائي لكل مجهود للاستثمار أو للتنمية عموما. وقد يكون بإمكاننا الحديث عن هدف لو أننا وضعنا نصب أعيننا مستوى لإحداث مناصب للشغل أو المحافظة عليها أو غير ذلك من المؤشرات التي تستعرض أهدافا نوعية.

أما بخصوص هدفي تخفيض كلفة الاستثمار وكلفة الإنتاج، فهما يتفرعان في الواقع عن الهدف الأول الذي يعد هو ذاته هدف الميثاق كما تمت الإشارة إلى ذلك أعلاه.

وفي ما يتعلق بترشيد استهلاك الطاقة والماء، لا توجد أية مادة من القانون تقصد بشكل صريح هذا الهدف الذي يظهر لأول وهلة مفصولا تماما عن فلسفة هذا الميثاق. ويمكن القول أنه يمكن تمييزه بين السطور بشكل غير مباشر. والواقع أن الميثاق، بإفادته كافة الاستثمارات الأخرى غير تلك المتعلقة بالإحداث والتوسيع من

يمكن النظر إليه باعتباره مفتعلا من طرف الدولة لربح الوقت لكونها عاجزة عن الوفاء بكامل التزاماتها. وعلاوة على ذلك، فإن بعض المقتضيات لا تطبق بكيفية مناسبة كما هو الشأن بالنسبة لقطاع الصناعة التقليدية الذي تظل استفادته من الامتياز المتعلق بالضريبة على الشركات رهينة بمقتضيات مذكرة إدارة الضرائب التي تلزم التوفر على محاسبة، وهو أمر يحد من مجال المستفيدين من ذلك الامتياز.

ما هو أخطر، بل ولا يمكن قبوله هو المعالجة المخصصة لبعض الاستثمارات المتعلقة بإرجاع الضريبة على القيمة المضافة. فالدولة لم تتمكن في نهاية الأمر من تسوية هذه القضية إلا في سنة 2001، أي خمس سنوات بعد إصدار القانون - الإطار، وهو الأمر الذي يمكن أن يؤول سلبا من طرف الفاعلين، خاصة منهم الأجانب، خصوصا وأن الأمر كان يتعلق بإدراج مقتضى بسيط في نص الضريبة على القيمة المضافة.

5- يكمن النقد الخامس الموجه للميثاق في ضعف وسائل مراقبة الدولة المتعلقة باحترام بنود الاتفاقيات. وبالفعل، فإذا كان الميثاق يمنح امتيازات إضافية طبقا للبند 17، فإن المقابلة ملزمة من جهتها، في مقابل ذلك، بالوفاء بمقتضيات العقد وياحترام آجال الإنجاز المنصوص عليها بالنسبة لكل حالة. والحال أن تحليل بعض الملفات المقدمة إلى اللجنة الوزارية للاستثمارات تدفع إلى الاعتقاد بوجود خطر تجاوز مهم يتعلق باستعمال البند 17، لكون المشرع لم يعد يتحدث عن مشروع كما هو الحال في التشريع السابق، وإنما عن مقابلة يستجيب برنامج استثمارها على وجه الخصوص لمعيار 200 مليون درهم كعتبة دنيا. ويمكن قبول ذلك استثناء لو كان المشرع قد أراد قصدا تشجيع الاستثمار بهذه الكيفية ونص بصفة خاصة على حالة تدخل مجموعات بخصوص عدة مشاريع في نفس الوقت، وهو أمر مشروع؛ لكن لا ينبغي أن يستعمل ذلك كمرادفة من طرف المقاولات التي من الممكن أن تتقدم لكل المشاريع المتوقعة على الأمد المتوسط والبعيد للاستجابة للمعيار والتي قد تستفيد على هذا النحو من امتيازات قد لا يكون لها الحق فيها بشكل عادي، وهو أمر يفترض مراقبة صارمة بعديا للإنجازات وللآجال.

6- تتمثل مهمة ميثاق الاستثمار في تقديم رؤية للمستثمر، فهو نص مرجعي لمنح كافة الامتيازات الممكنة على أساس قانوني. وقد أثار انتباه المشرع، وقت إعداده، الأمر المتمثل في أن حصر الامتيازات الإضافية في ثلاثة عوامل (الأرض، البنية التحتية خارج الموقع والتكوين) كان يشكل خلافا في النظام لأنه من الممكن أن تبيين بعض المشاريع عن حاجيات أخرى غير تلك المنصوص عليها في هذا الميثاق. والحال أن اللجنة الوزارية للاستثمارات تعاملت مع بعض المشاريع تعامللا خاصا ومنحت امتيازات جديدة بالبحث أحيانا عن تمويل أخرى غير تلك التي ينص عليها الميثاق ذاته، وهو أمر من

النقط القوية لسياسة الدولة، القدرة على إبلاغ المستثمر بدون تعقيد وبضمانة عن ذلك، بالعمل المستقبلي للدولة في مجال محيط الأعمال، وبشكل رئيسي على مستوى العناصر التي تشكل المختنقات الحقيقية للاستثمارات في المستقبل. فإذا اقترضنا على سبيل المثال أن صعوبة الإفادة من الحقوق القانونية تشكل انشغالا كبيرا للمقاول، وهي الصعوبة المذكورة كل سنة من لدن مرصد التنافسية، وأن إصلاح القضاء هو بالتالي أمر أساسي وذو أولوية، فهل ينبغي نتيجة لذلك أن نذكر في الميثاق ما تنوي الدولة القيام به للتغلب على هذا المشكل؟ إن حالة القضاء في بلد ما باعتباره يرتبط بعدة عوامل تترجم مستوى النمو، ومهما كان مجهود الاقتضاب الذي يمكن القيام به لاستخلاص رسالة باتجاه الفاعل الاقتصادي، فإن هذه الرسالة قد تظل ناقصة وذات مصداقية محدودة إذا لم يتم إدماجها في منطوق شمولي.

وفي ما يتعلق بالجانب الثاني، جانب التوفر على كافة المقتضيات المتوقعة بالنسبة للاستثمار، يمكن القول بأن الأمر يصبح أكثر تعقيدا مع وجود ميثاق المقاولات الصغرى والمتوسطة. لكن الصعوبة الكبرى تولد على وجه الخصوص نتيجة توسيع مجال العمل العمومي في ميدان التحفيز. فهذا العمل يمكن أن يمثل على شكل عقد برنامج بالنسبة لقطاع معين أو على شكل اتفاقية - إطار بالنسبة لإنعاش قطاعات معينة تكون لها صلاحية محدودة في الزمن وغير محددة، خصوصا في حالة منح امتياز في حدود مبلغ معين.

إن مكونات النصوص المحفزة الحالية قد وضعتنا في الوضعية التي كانت سائدة سابقا، المتممة بتعدد النصوص والمقتضيات. وهو أمر يدفعنا إلى التساؤل بخصوص ما إذا كانت تلك النصوص والمقتضيات تقبل التنقيح في نص وحيد ومتألف؟ الواقع أن هذا السؤال إشكالي لعدة أسباب.

تدعو هذه المعايير إلى التفكير في مقارنة خاصة، مع الأخذ بعين الاعتبار للخصوصيات المغربية وللسلوك المستقبلي للمقاولات المطبوع بتحولات أكثر سرعة مما كان الأمر عليه في الماضي، بل وبديمومة أقصر لمدة الأنشطة وبطلب واضح نحو حظائر تتوفر على محلات مجهزة وجاهزة للاستعمال. وفي هذا الاتجاه يوصى برصد الملك العقاري العمومي أولا لإحداث مناطق وحظائر صناعية ومحلات مهنية وبعدم تسليم الدولة والجماعات المحلية للبقعة الأرضية، إلا في الحالات الخاصة وبالنسبة لقطاعات خاصة كالسياحة. وفي هذا الاتجاه كذلك، من الأفضل تسليم البقعة الأرضية مستقبلا في إطار عقود للتدبير المفوض أو عقود لاستعمال خاص بالنسبة لمشاريع الاستثمار مع حق الدولة في الشفعة بخصوص الاسترداد. وموازية مع ذلك، وحتى لا يترجم هذا الاختيار بنقل المشكل من المجال العقاري إلى مجال التمويل، ينبغي البحث عن حل على مستوى ضمانات القروض. ■

الامتيازات، يمكن من التشجيع كذلك على تجديد التجهيزات واللجوء إلى عمليات اقتصاد الماء الطاقة، خصوصا باستبدال المراحل القديمة التي تتسبب في ضياع مهم للطاقة. لكن قد لا يكون هذا الهدف، من وجهة النظر هذه، الهدف الوحيد المقصود بهذا الإجراء لأنه بالإمكان أن تكون هناك أهداف أخرى أكثر أهمية. والواقع أن ترشيد استهلاك الماء والطاقة يتحقق من خلال تطبيق أسعار التوقيت وتقنين مناسب وبالتوفيق بين تدابير أخرى تحفيزية وراعية.

وبخصوص الهدف الأخير، هدف حماية البيئة الذي هو محور مهم بالنسبة للتنمية المستدامة، يتطلب تفعيله عمليات تدخل في المجال القانوني والتنظيمي اعتبارا أن مقتضيات الميثاق ليس بإمكانها أن تلعب سوى دور مساعد للمواكبة. وفي هذا المستوى يمكن أن نتنبأ بسهولة بأن الميثاق قد لا يكون له تأثير على المحافظة على البيئة. وبالفعل، فإن المادة 17 تنص على أنه بالنسبة لكل عملية لتحسين ظروف حماية البيئة و لو لم تخص عمليات القضاء على الأضرار المتعلقة بطبيعة النشاط أو التخفيف منها، يمكن للدولة أن تتحمل جزء من كلفة البقعة الأرضية والبنية التحتية الخارجية والتكوين. ويوجد في مدونة الاستثمار الصناعي السابقة مقتضى مماثل، غير أنه لم يسجل أبدا أي استثمار يستجيب للمعايير المطلوبة. فالممارسة تبين أن هدف حماية البيئة هو في النهاية بالنسبة للميثاق هدف ثانوي، بل أقل من ذلك.

وحاصل القول أنه بالنسبة لتقديم الميثاق بخصوص الأهداف السبعة المعروضة، فإن خمسة منها تترجم نفس الهدف، هدف التحفيز على الاستثمار الذي هو موضوع الاستثمار ذاته. ويوجد الهدفان الآخران في الممارسة خارج مدها.

### حول مستقبل الميثاق

تقتضي الممارسة ضرورة مراجعة الوثائق القانونية المتعلقة بالتحفيز على الاستثمار مرة كل عشر سنوات في المتوسط. وهكذا فإن تصور تصميم القانون المرتقب تهيئه بداية من سنة 2005 يتطلب مسبقا تحديد الأهداف الواجب تسطيرها لنظام التحفيز الجديد.

إذا ما أردنا احترام الفلسفة التي وجهت تصور وتصميم ميثاق 1995، من شأن هدف نص من هذا القبيل أن يكون أولا وقبل كل شيء إعطاء أقصى ما يمكن من الرؤية للمنعشين والتركيز على ما هو أساسي في السياسة الحالية والمستقبلية للدولة في مجال الاستثمار. ومن شأنه أن يكون كذلك نصا ينبغي أن يستعمل بالأساس مرجعا للمستثمر وأن يتضمن بالتالي كافة المقتضيات المتوقعة بالنسبة لأي استثمار مهما كانت طبيعته.

تفترض الاستجابة للجانب الأول، جانب رسم الخطوط الكبرى أو

# التفكير المستقبلي والتخطيط الاستراتيجي

## (برنامج عمل المندوبية السامية للتخطيط فيما يخص المستقبلية في إطار المقاربة الاستراتيجية للتخطيط بالمغرب)

فإن الأولويات المعلنة في المجالين الاقتصادي والاجتماعي تتعدى الأفق الزمني المتوسط المدى. فهي تندرج في إطار المشروع المجتمعي الذي حدد معالمه وأبعاده ومداه صاحب الجلالة من خلال مبادراته وتعليماته السامية والإصلاحات التي يقوم بها في مجال ديمقراطية الحياة العامة وتقوية ثقافة حقوق الإنسان والنهوض بوضعية المرأة والانفتاح على الخارج واللامركزية والتنمية الاقتصادية والاجتماعية.

مجتمعها وثقافتها، مما يساهم في إعطاء تنويع سياسي لعمل المستقبلية.

وفيما يلي الخطوط العريضة لهيكله هذه الأشغال (أنظر التفاصيل في الجزء الأول تحته)

### المرحلة الأولى: مرحلة التساؤلات وإعداد القاعدة (يناير-يوليوز 2005)

1. تنظيم منتدبين لتأطير التفكير المستقبلي: التساؤلات و التحسيس المنتدى الأول: المغرب في محيطه الإستراتيجي والاقتصادي في أفق 2030
2. المنتدى الثاني: المجتمع المغربي، الإشكاليات والرهانات والمستقبل الدراسات الأساسية للإشكاليات الموضوعاتية. تهتم هذه الدراسات باستخلاص دروس الماضي وتشخيص الحالة الراهنة وإبراز الانحناءات والاختيارات البديلة.
3. محاضرات لنقاش بعض الرهانات الكبرى

### المرحلة الثانية: مرحلة بناء وتبني الاختيارات المستقبلية (غشت 2005 - مارس 2006)

1. تلخيص وتركيب المرحلة السابقة وتحديد فرضيات المستقبلية.
2. بناء السيناريوهات.
3. المداولة: فتح نقاش على مختلف المستويات مع مختلف فئات الفاعلين.

### المرحلة الثالثة: مرحلة إعداد الخيارات الاستراتيجية (2006)

1. إعداد المواد اللازمة لبلورة استراتيجية التنمية المستدامة على المدى البعيد

خلال خطاب افتتاح الدورة الخريفية للبرلمان في 10 أكتوبر 2003، أعطى صاحب الجلالة الملك محمد السادس نصره الله توجيهاته السامية، وحدد أولويات المغرب للسنوات المقبلة التي تتلخص في الاستثمار الواعد والتشغيل المنتج و التعليم النافع وخلق ظروف العيش الكريم للجميع. ولأنها تكون الدعائم الرئيسية لبناء مستقبل المغرب على المدى البعيد

### برنامج عمل المندوبية

من هذا المنطلق، ومن أجل خلق إطار لتفعيل هذه الأولويات، تمت مراجعة برنامج دعم التخطيط للمندوبية السامية للتخطيط مع برنامج الأمم المتحدة للتنمية المتعلق بالدراسات المستقبلية والتخطيط الإستراتيجي، وذلك بهدف جعل محتواه عمليا أكثر. ولهذا سينكب برنامج المستقبلية لسنتي 2005 و2006 على تحقيق الأهداف التالية:

- إشراك فعاليات المجتمع في عملية التفكير في التساؤلات الكبرى المرتبطة بهذه التوجهات، وتسهيل مشاركتهم في بلورة الاختيارات المستقبلية وفي الاختيار الإرادي للسيناريو الأفضل لتحقيق هذه الاختيارات.
- بناء سيناريوهات للاحتتمالات الممكنة للمستقبل والتي توفرها التطورات الجهوية والدولية ودينامية التغيير داخل المجتمع المغربي، وذلك من أجل توفير قواعد معقولة للاختيارات الاستراتيجية على المدى المتوسط. لهذا، سيتم معالجة عدة سيناريوهات، وخاصة السيناريو المبني على الاتجاهات (كيف سيصبح المغرب في حالة ما إذا استمرت الاتجاهات الثقيلة مع إبراز الانعكاسات والمخاطر) والسيناريوهات البديلة، الممكن والمرغوب فيه، بهدف إدراج التوجهات الملكية في إطار التنمية المستدامة للمغرب مع استخلاص الآثار والانعكاسات.
- إعداد، انطلاقا من هذه الرؤية، أفضل السيناريوهات والمواد التي ستمكن من تصور مخططات التنمية الاقتصادية والاجتماعية على المدى المتوسط، التي تستجيب لضرورة تعبئة كل القوى الحية للبلاد بهدف البناء الواعي والمضمون لمستقبل

على الاتجاهات وتأثيراته وتحديد وتقييم الخيارات البديلة.

ولبلوغ الهدف الأول سيتم تفعيل مسلسلين:

- تنظيم منتدين لتأطير التفكير المستقبلي يتمحوران حول المعطيات المرجعية الأساسية المرتبطة بوضعية المغرب في العالم وباشكاليات المجتمع المغربي؛
- تنظيم محاضرات لنقاش بعض القضايا المحورية يقوم بتنشيطها شخصيات وطنية وأجنبية.

أما لتحقيق الهدف الثاني، فسيتم تنظيم الأشغال في إطار وحدات عمل ستوكل لخبراء محليين بمساعدة خبراء للتقييم.

## منتديات التأطير: التساؤلات والتحسيس

سيتناول المنتدى الأول وضعية المغرب في محيطه الاستراتيجي والاقتصادي في أفق 2030، فيما سيعالج الثاني المجتمع المغربي من خلال تحليل الإشكاليات والآفاق والمستقبل.

ستنظم هذه المنتديات خلال الفترة الممتدة ما بين يناير ومارس 2005، وستعقد في نفس الوقت على عدة حلقات ارتباطا بإكراهات تعبئة موارد الخبرة. حيث سيتم استدعاء ما بين 50 و60 شخصية في كل حلقة. وستكلف لجنة القيادة ببلورة تساؤلات هذه المنتديات وإعداد برامج العمل وتقسيمها إلى حلقات وذلك بمساعدة الخلية العملية. وسيتولى المسير الرئيس بمساعدة مقرريري الحلقات تسيير وتنشيط أعمال المنتدى، فيما يتولى المتدخلون تقديم مادة النقاش من خلال العروض. وفي هذا الإطار يتوجب على المسير الرئيس إعداد وثيقة توجيهية أولية توزع على المشاركين في المنتدى بعد المصادقة عليها من طرف لجنة التوجيه، فيما سيتولى مقرر كل حلقة تقديم ورقة تقديمية حول تدخلات ومواضيع وتساؤلات الحلقة.

ويتوجب على المتدخلين و المقررين تسليم تدخلاتهم (النص المكتوب والعرض) والملخص التركيبي للحلقة إلى المسير الرئيس والخلية العملية. يتكلف المسير الرئيس بإعداد التقرير النهائي على شكل ملخص تركيبي، وذلك بمساعدة وحدة التتبع وستكلف الخلية العملية بالأعمال اللوجستكية لعقد الاجتماعات، وتوزيع وثائق الملخصات التركيبية بعد المصادقة عليها من طرف لجنة القيادة.

## المنتدى الأول: المغرب داخل محيطه الإستراتيجي والاقتصادي

في أفق 2030

أشور الأول: الجيوستراتيجية العالمية: أين يتوجه العالم؟

يهدف هذا المحور إلى تشخيص الجيو استراتيجية العالمية من خلال

2. خيارات التخطيط الإستراتيجي.

وسيسهل على إنجاز هذا البرنامج فريق عملي يتكون أساسا من العناصر التالية (أنظر التفاصيل في الجزء الثاني تحته):

1. لجنة التوجيه: يرأسها السيد المندوب السامي للتخطيط وتتكون من شخصيات يتم استدعاءها من طرف المندوبية السامية للتخطيط. ويعتبر مدير البرنامج عضوا فيها.

2. الخلية العملية للتتبع والدعم: يسيرها مدير البرنامج وتشمل: 1.2 وحدة تتبع وتنسيق المنتديات وأشغال البرنامج والمساندة في تحرير الوثائق (يتم تسيير هذه الوحدة من طرف منسق وتتكون من نواة تتضمن أطر المندوبية السامية للتخطيط وخبير دولي):

2.2 وحدة الاتصال وتوزيع الوثائق؛ 3.2 وحدة اللوجستيك: تنظيم الاجتماعات، إعداد العقود والتعويضات.

3. مسيرو رؤساء ومقررون: سيتكلفون بتسيير المنتديات وإعداد الملخصات التركيبية؛

4. متدخلون محليون وخارجيون: سيتدخلون في إطار منتديات التأطير؛

5. الخبراء الذين ستوكل لهم مهمة إنجاز الدراسات حول الإشكاليات الموضوعاتية القطاعية والأفقية؛

6. المحاضرون: سيقومون بتنشيط المحاضرات بمساعدة المقررين؛ 7. الأشخاص ذوو المعرفة يتم استدعاءهم من طرف المندوبية السامية للتخطيط بهدف تتبع وتقييم أعمال الخبراء المسؤولين على ملفات حول الإشكاليات الموضوعاتية القطاعية والأفقية؛

8. خبراء مختصون في الدراسات المستقبلية سيرافقون الأعمال المحددة بالمرحلة الثانية وذلك من أجل المساعدة على وضع الاختيارات المنهجية وتتبع أشغال بناء السيناريوهات؛

9. الخبرة الداخلية للمندوبية السامية للتخطيط التي سيتم إشراكها في المسلسل.

## هيكلية الأشغال

### المرحلة الأولى: مرحلة التساؤلات وإعداد القاعدة (يناير-يوليوز 2005)

تهدف هذه المرحلة إلى تحقيق هدفين أساسيين:

- إشراك كفاءات الجامعة والإدارة والمجتمع المدني والقطاع الخاص في تفعيل التوجهات الوطنية خصوصا تلك المرتبطة بالخيارات المستقبلية واختيار السيناريوهات؛
- تجميع وإعداد بطريقة انتقائية المواد التي ستستعمل في عملية بناء الخيارات. سيتم إعداد هذه المواد في إطار الدراسات حول الإشكاليات الموضوعاتية القطاعية والأفقية. حيث ستتولى كل دراسة تشخيص الحالة الراهنة مع استخلاص دروس الماضي وإسقاط التطور المبني

هذا المحور لا يهدف إلى القيام بتحليل القطاعات (تحليل الماضي، الحالة الراهنة والاتجاهات) التي ستكون موضوع بحث الدراسات الخاصة بل الهدف هو تقييم، عبر تحليل المحيط الخارجي، الرهانات ومكامن الضعف ونقط القوة للمشروع المجتمعي المرتقب.

- الفلاحة والأمن الغذائي: تقديم ومناقشة الدراسة المستقبلية للمنظمة العالمية للتغذية FAO حول «الفلاحة والغذاء في العالم ما بين 2015 و2030»، الفلاحة المغربية واتفاقيات التبادل الحر والإصلاحات:
- الصناعة: آفاق الأسواق الصناعية العالمية، الصناعة المغربية والعلامة والتبادل الحر:
- الطاقة: آفاق العرض والطلب، آفاق المغرب في مجال الطاقة مقارنة بمحيطه الجهوي والعالمي:
- السياحة: تقديم ومناقشة الدراسة المستقبلية حول السياحة في المنطقة المتوسطة، السياحة المغربية: آفاقها ودورها «الهيكلية»:
- الموارد البشرية واقتصاد المعرفة:
- مستقبل القطاع غير المنظم:
- القطاع المالي وعلاقته بنظام الإنتاج:

**المنتدى الثاني: المجتمع المغربي، الإشكاليات والرهانات والمستقبل**  
تتوزع أشغال هذا المنتدى على محورين، سيتم تفصيلهما فيما بعد:

#### المحور الأول: دينامية المجتمع المغربي

- المغرب في منظومة تحول القيم :
- المنظومة التربوية: المهام، دورها في الترقية الاجتماعية، تحديد المرجعيات والآمال،
- اقتصاد المعرفة:
- المجتمع والقيم الجديدة، القواعد الجديدة للتضامن، دور خلية الأسرة وآفاقها:
- هجرة وتحركات الساكنة:
- الاتجاهات التاريخية لاحتلال المجال (تحول المجال القروي، التمدن).
- الشخصية الأساسية للمغربي،

#### المحور الثاني: مواقف الفاعلين اتجاه التغيير

- المرأة، الدينامية، العلاقات الجديدة، التنظيم الاجتماعي:
- الشباب، المرجعيات، المتطلبات، الدينامية، العلاقة بين الأجيال، التحديات:
- النخب، دور النخب، تكوين وتجديد النخب، تأطير السكان ثقافيا واقتصاديا وسياسيا:
- لعبة القوى الاجتماعية:

القيام بجرد للدراسات المستقبلية التي تهتم بتطور اتجاهات جيوسراتيجية العالم والتكتلات الكبرى وذلك بهدف تحديد موقع المغرب داخل محيطه الجهوي والدولي، أخذا بعين الاعتبار اختياراته الاستراتيجية للمجتمع والتزاماته الجهوية والدولية.

- الاتجاهات الكبرى للجيوسراتيجية العالمية:
- أوروبا والمنطقة المتوسطة : أين تتجه أوروبا؟ ما هي حالة الشراكة الأورو-متوسطة ومؤتمر برشلونة؟
- العالم العربي والشرق الأوسط، مشروع الشرق الأوسط الكبير:
- أفريقيا والمغرب العربي:
- أمريكا واتفاقية التبادل الحر لأمريكا الشمالية:
- آسيا: ASEAN والنهضة الصينية.

#### المحور الثاني: الاقتصاد العالمي

يهدف هذا المحور إلى تحليل تطور الاقتصاد العالمي وآفاقه أخذا بعين الاعتبار التحولات المرتبطة أساسا بأنظمة الإنتاج وبتقلبات الأسواق وبابتكار الإمتيازات المقارنة وبالمعطيات الجديدة لإستراتيجيات التنمية (التغيرات المناخية، التنمية المستدامة). أين يتموقع المغرب داخل هذا المحيط الخارجي السريع التحول وما هي مواقف وردود فعل الفاعلين المغاربة اتجاه هذه المعطيات؟

- تشخيص الوضعية: السيناريوهات الكبيرة لتطور الاقتصاد العالمي من الآن إلى غاية 2050:
- المغرب في مواجهة المعطيات الجديدة للاقتصاد العالمي (نظام الإنتاج في مواجهة تقلبات الأسواق، ابتكار الإمتيازات المقارنة، خلق الثروة، تطور السلوكات الاستهلاكية):
- مفهوم التنمية المستدامة وتأثيراته على التفكير المستقبلي، تقديم ومناقشة استراتيجيات المجموعة الأوروبية واللجنة المتوسطة للتنمية المستدامة، تقديم ومناقشة أهداف الألفية لقمة جوهنسبورغ:
- التغيرات المناخية والطاقة: التوقعات والاستراتيجيات في العالم، الإنعكاسات الاقتصادية والتكنولوجية لإتفاقية كيوتو:
- الابتكار وتنافسية الموارد البشرية والمقاولات، التكنولوجيات الحديثة والبحث العلمي، اقتصاد المعرفة:
- تحركات الساكنة وتنقلات اليد العاملة في العالم:
- النظام المالي العالمي: الاستراتيجيات والرهانات والمخاطر.

#### المحور الثالث: القطاعات الأساسية: مصادر التنمية الاقتصادية

يتناول هذا المحور تحليل القطاعات الأساسية التي تشكل مصادرا للتنمية الاقتصادية مع التركيز على الاتجاهات والمعوقات والرهانات والتقاطعات القطاعية وإبراز القطيعات الممكنة، هذا بهدف تحديد حالة المغرب مقارنة بهذه الآفاق. يجب الإشارة إلى أن

- الفوارق والفقر والتهميش الاجتماعي (الأخطار والتحديات على المدى البعيد):
- شبكات الحماية الاجتماعية (الصحة، التقاعد، التغطية الاجتماعية):
- التدبير المستدام للمواد الطبيعية كالماء والطاقة والتغيرات المناخية:
- تمويل الاقتصاد.

## محاضرات للنقاش والحوار

موازة مع اشتغال المنتديات، سيتم تنظيم محاضرات للحوار والنقاش (بين 5 و6)، تعالج خلالها شخصيات على مستوى عال، مواضيع محددة، خاصة فيما يتعلق بالتغيرات والرهانات الاقتصادية والثقافية والاجتماعية والسياسية. إن الهدف المتوخى هو خلق نقاش مع أصحاب القرار والفاعلين الوطنيين من أجل تقريبهم من مقاربة الدراسات المستقبلية وإنعاش هذه الأخيرة. وستكلف لجنة القيادة باختيار مواضيع المحاضرات والمحاضرين ومنشطي المحاضرات الوطنيين فيما سيعهد بالتنظيم المادي إلى الخلية العملية التي ستقوم بتوزيع نصوص المحاضرات (من الأفضل أن تكون مصحوبة بموجز حول المناقشات). وسيكون إلى جانب المحاضر مقرر يكلف بإعداد محضر حول مضامين هذه النقاشات.

## المرحلة الثانية: مرحلة البناء وتبني خيارات المستقبلية (غشت 2005 - مارس 2006)

### إعداد ملخص تركيبي لمرحلة التساؤلات ووضع الأسس وتحديد فرضيات المستقبلية

سيتم تلخيص أشغال المرحلة الأولى في شكل وثيقة تركيبية من إعداد الخبراء الذين شاركوا في هذه المرحلة والذين تم تحديدهم خلال هذه الأشغال. وسيتلقى هؤلاء الخبراء الدعم فيما يخص التحرير من طرف وحدة المتابعة التابعة للخلية العملية. وسيتم اعتماد الوثيقة التركيبية كأساس لأشغال الخبراء من أجل تحديد الفرضيات التي سيتم اعتمادها لبناء السيناريوهات المستقبلية. وستدور هذه الأشغال في إطار ورشات مصغرة ومكثفة. ونظرا للطبيعة المعقدة لهذه الأشغال، فإنها ستلقى دعم الخبراء ذوي التجربة في ميدان المستقبلية. كما سيقوم هؤلاء الخبراء بتنشيط عمل التوجيه المنهجي من أجل وضع برنامج عمل للمرحلة الموالية والمتعلقة ببناء السيناريوهات.

وفي هذه المرحلة من الأشغال يتعين تكوين وحدة لتنسيق السيناريوهات المستقبلية التي سيعهد إليها إنجاز جميع أشغال المرحلة الثانية من مسلسل «مستقبلية 2030». وستتكون هذه الوحدة

- البعد الروحي والبعد الثقافي ما بين الوحدة والتنوع، المجتمع المغربي بين الانغلاق والانفتاح.

## دراسات الأساس للإشكاليات الموضوعاتية: دروس الماضي والحالة الراهنة واتجاهات واختيارات بديلة

إن الدراسات المتعلقة بالإشكاليات الموضوعاتية التي تطرح على مستوى المغرب ستخص أهم المجالات القطاعية والأفقية. حيث ستعمل على تشخيص الحالة الراهنة عبر انتقاء المعطيات الأكثر جدوائية واستخلاص الدروس من خلال تحليل الماضي وإنجاز الإسقاطات الخاصة بالتطور المبني على الاتجاهات. سينجز هذا العمل في شكل ملفات تركيبية يتكلف بإعدادها مختصون في هذه المجالات الموضوعاتية. كما سيتم تتبع هؤلاء المختصين وتقييم عملهم من طرف نواة صغيرة مكونة من خبراء سيقع تعيينهم من طرف المندوبية السامية للتخطيط.

ستتولى وحدة المتابعة التابعة للخلية العملية تقديم الدعم المنهجي وكذا على مستوى التحرير من أجل التأكد من الانسجام العام للأشغال وكذا جدوائيتها بالنسبة لتساؤلات المستقبلية. وسيتم تحديد المجالات الموضوعاتية عند نهاية شهر دجنبر 2004 من أجل الشروع في الأشغال مع بداية شهر يناير 2005. كما سيتم إعداد المعايير المرجعية المتعلقة بالدراسات الموضوعاتية من طرف وحدة المتابعة التابعة للخلية العملية والمصادقة عليها من طرف لجنة القيادة. وستعمل الأشغال الموضوعاتية على تجميع الدراسات الموضوعاتية التي تم إنجازها أو توجد في طور الإنجاز من طرف المندوبية السامية للتخطيط والقطاعات الأخرى. وسيتم جمع المجالات الموضوعاتية التي تم تحليلها من طرف المختصين، في عشر وحدات عمل على الأكثر. وفيما يلي لائحة أولية لتوجيه هذا التجميع:

- الإطار الماكرواقتصادي والمجاميع الكبيرة وتطورها في الماضي وكذا الإسقاطات المبنية على الاتجاهات لمختلف الأفاق:
- تطور الساكنة المغربية: تطور الساكنة وبنيتها حسب العمر وأثارها على التحملات الاجتماعية على المدى البعيد وتوزيعها المجالي ونمو المدن والتربية وتكلفة التكوين والتكوين المهني ومحو الأمية... الخ:
- التشغيل والإنتاجية والنمو:
- خيارات التنمية الفلاحية وعلاقتها بالتنمية القروية:
- الصناعات:
- السياحة:
- البحث والابتكار التكنولوجي والتقنيات الجديدة للاتصال واقتصاد المعرفة:

القطيعات الممكنة والتصدي للحالات المؤدية إلى تنمية غير مستدامة.

تقترح الاستراتيجية كذلك أهدافا بالنسبة لرؤية مشتركة حول التنمية على المدى البعيد (هذه الرؤية مرتبطة « بأفضل سيناريو»). فهي تحدد السياق العام الذي يجعل من إنجازها أمرا ممكنا. إلا أن تفعيل هذه الاستراتيجية لا يمكن أن يتحول إلى مسلسل مستدام للعمل إلا إذا كانت موضوع اتفاق وتبني بشكل واسع من طرف مختلف الفاعلين. لهذا يجب أن تكون موضوع حوار وطني، تشاركي وواسع أكثر ما يمكن. ستوفر هذه الحوارات المواد لإعداد تخطيط استراتيجي على أساس تشاركي.

### توجهات التخطيط الإستراتيجي

يجب أن تشكل عملية بلورة توجهات التخطيط الاستراتيجي على أساس تشاركي، المرحلة الأخيرة من المسلسل. وتدخل في إطار مهام المؤسسات الوطنية المختصة. فهي تحدد مجالات العمل ذات الأولوية وتقتراح برنامج عمل في هذه المجالات. وتدرس بعد ذلك الأدوات والوسائل التي ستمكن من إنجاز هذه البرامج. وأخيرا، تحدد الإجراءات الآنية التي يجب اتخاذها للانخراط في المسلسل على المدى البعيد.

## بنية ووظائف الجهاز العملي

### لجنة القيادة

- المسؤولية/ السلطة: يرأسها المندوب السامي للتخطيط
- التركيبة: شخصيات مدعوة من طرف المندوبية السامية للتخطيط ويكون مدير برنامج الدعم لبرنامج الأمم المتحدة للتنمية عضوا فيها.
- الوظائف: قيادة الأشغال، المصادقة على المعايير المرجعية، برنامج الاشتغال، انتقاء المسيرين الرؤساء والخبراء، المصادقة على الوثائق التركيبية.

### خلية التتبع والدعم العملي

- المسؤولية/ السلطة: مدير مشروع برنامج الأمم المتحدة للتنمية 02./02MOR
- التركيبة: تتضمن الخلية ثلاث وحدات (أنظر أسفله).
- الوظائف: تتبع الأشغال، الدعم المنهجي وسند عملي.

وحدة التتبع وتنسيق السيناريوهات المستقبلية و الدعم على مستوى التحرير

- المسؤولية/ السلطة: يتم تنشيط هذه الوحدة من طرف منسق

أساسا من مسؤولين وخبراء من مديرية التوقعات والمستقبلية. وستشتمل هذه الوحدة باتصال مع وحدة التتبع التابعة للخلية العملية ولجنة القيادة.

### بناء السيناريوهات

سيتم بناء السيناريوهات وفق المنهجية التي تم تحديدها في المرحلة السابقة بمساعدة خبراء في مناهج المستقبلية. ويجب على الأشغال المرتبطة بالسيناريوهات الاستكشافية أن تبرز السيناريو المبني على الاتجاهات (إلى أين نتوجه في حالة ما إذا استمرت الاتجاهات الثقيلة؟ ما هي تبعاتها وأخطارها؟ إلى أي حد يعد هذا السيناريو مقبولا؟ هل هو مستدام؟). كما ستقترح هذه الأشغال سيناريوهات بديلة مبنية على أساس الفرضيات المعتمدة مع تحديد ما يمكن أن يحدث في حالة وقوع قطيعات مهمة. ومن بين هذه السيناريوهات ستبين الأشغال السيناريو المرغوب أو السيناريو البديل المستدام، كما سيتم اعتبار ما سيكون السيناريو الإيرادي والسيناريو الواقعي.

### التداول والتبني: نقاشات وطنية وجهوية مع الفاعلين والمجتمع المدني

تشكل مسألة طرح أشغال المستقبلية لنقاش عام مرحلة مهمة باعتبارها تمكن من إشراك أصحاب القرار والفاعلين في التفكير حول المستقبل. يجب تحليل ردود الفعل المسجلة خلال هذه النقاشات بإتقان لأنها تمكن جزئيا من فهم رهانات الفاعلين بالنسبة إلى مستقبل ممكن أو بالنسبة لمستقبل غير مقبول. كما يجب الأخذ بعين الاعتبار ردود الفعل هذه أثناء إعداد المقاربات الاستراتيجية.

ويجب توضيح طريقة النقاش العمومي، حيث يمكن أن تتضمن اجتماعات للمنقاشات واجتماعات محددة حسب فئات الفاعلين واجتماعات عمومية موسعة للحوارات على المستوى الوطني والجهوي.

### المرحلة الثالثة: مرحلة إعداد خيارات لتفعيل التوجهات الاستراتيجية (2006)

#### إعداد المواد للمساهمة في بلورة استراتيجية تفعيل

#### التوجهات الوطنية للتنمية المستدامة على المدى البعيد

يجب اعتبار إعداد المواد المساهمة في بلورة استراتيجية تفعيل التوجهات الوطنية للتنمية المستدامة على المدى البعيد، كتنويع سياسي للعمل حول المستقبلية. وبالفعل، تقترح الاستراتيجية أولويات وخطوط عمل لإتباع المنحى المناسب للسيناريو المعتمد كأفضل سيناريو للبلد. ويجب، في نفس الوقت، أن تحدد خطوط عمل لمواجهة

## الخبراء (دراسات موضوعاتية قطاعية وأفقية)

- المسؤولية/ السلطة: لجنة القيادة والخلية العملية؛
- التركيبة: خبراء في المجال الموضوعاتي يعملون بكيفية تعاقدية على أساس المعايير المرجعية التي تم إعدادها من طرف الخلية العملية و المصادق عليها من طرف لجنة القيادة؛
- الوظائف: تتكلف بالأشغال المتعلقة بالموضوعات القطاعية والأفقية؛
- المنتوجات: وثيقة تركيبية حول المجال الموضوعاتي المدروس.

## المحاضرون

- المسؤولية/ السلطة: لجنة القيادة والخلية العملية؛
- التركيبة: محاضرون ومقررون؛
- الوظائف: تنشيط المحاضرات بالمساعدة اللوجستية للمقررين؛
- المنتوجات: نص المحاضرات وجذاذات تركيبية لحوارات المقررين.

## أشخاص ذوو معرفة (خبرة التقييم)

- المسؤولية/ السلطة: الخلية العملية؛
- التركيبة: معينون ومدعوون من طرف المندوبية السامية للتخطيط؛
- الوظائف: تتبع وتقييم أشغال الخبراء المسؤولين على ملفات الموضوعات القطاعية والأفقية. سيشكل هؤلاء الأشخاص ذوو المعرفة خبرة التقييم (على الأقل ثلاث تدخلات لكل خبير، المصادقة على المقاربة، مراجعة الأشغال الموجودة في طور الإنجاز، تقييم نهائي)؛
- المنتوجات: جذاذات التقييم النهائي.

## خبراء متخصصون في المستقبلية

- المسؤولية/ السلطة: الخلية العملية؛
- التركيبة: خبراء خارجيون مختصون في المستقبلية.

## خبرة المندوبية السامية للتخطيط

- التركيبة: أشخاص ذوو معرفة من المندوبية السامية للتخطيط، يعينون للقيام بمهام محددة؛
- الوظائف: مساعدة الخبراء المشتغلين على الملفات الموضوعاتية. ■

تحت مسؤولية رئيس الخلية العملية:

- التركيبة: نواة من أشخاص ذوي معرفة من المندوبية السامية للتخطيط بدعم من خبير دولي.
- الوظائف: إعداد المعايير المرجعية المقدمة للجنة القيادة، تحديد المتدخلين والخبراء، الدعم المنهجي ودعم الصياغة لإعداد الوثائق التركيبية، المراجعة النهائية للوثائق قبل تقديمها للجنة القيادة.

## وحدة الاتصال ونشر الوثائق

- المسؤولية/ السلطة: الخلية العملية ورئيس الوحدة (خبير في الاتصال).
- التركيبة: خبير في الاتصال من المندوبية السامية للتخطيط، موظفو الدعم لنشر وتوزيع الوثائق المنتجة.
- الوظائف: ضمان الاتصال بالخبراء والمتدخلين، إعداد أدوات الاتصال حول الأشغال المنجزة، ضمان نشر وتوزيع الوثائق المنتجة.

## وحدة اللوجستيك

- المسؤولية/ السلطة: الخلية العملية ورئيس الوحدة.
- التركيبة: موظفو المندوبية السامية للتخطيط.
- الوظائف: تنظيم الاجتماعات وعقد الاستشارة والتعويضات.

## المسرون الرؤساء ومقررو المنتديات

- المسؤولية/ السلطة: مسير رئيس لكل منتدى تحت سلطة لجنة القيادة.
- التركيبة: مسير رئيس رفقة مساعد ومقررو الحلقات لكل منتدى.
- وظائف المنشط الرئيس: تسيير اشغال منتديات التأطير، إعداد جذاذات تمهيدية والوثائق التركيبية وكذا دعم خلية التتبع على المستوى المنهجية والصياغة.
- وظائف مقرري الحلقة: تنشيط حصص منتديات التأطير تحت مسؤولية المسير الرئيس، إعداد الجذاذات التمهيدية والوثائق التركيبية.

## المتدخلون في المنتديات

- المسؤولية/ السلطة: تحت مسؤولية المسير الرئيس والخلية العملية.
- التركيبة: خبراء خارجيون ووطنيون.
- الوظائف: التدخل أثناء حصص منتديات التأطير وإعداد وثيقة تركيبية حول كل تدخل.

# اتقينا لكم

## القراءة الآلية للوثائق

يُعتبر المغرب أحد البلدان النادرة في العالم التي لجأت إلى توظيف تقنية القراءة الآلية للوثائق لاستثمار معطيات الإحصاء العام. ويفضل هذه التقنية، يمكن الحصول على دقة أكبر للمعطيات، مقارنة مع طريقة العلاج اليدوي، تقدر نسبتها بـ 330% حسب اختبار لعينة مكونة من 72.000 أسرة قامت به المندوبية السامية للتخطيط. سيستغرق الاستغلال الشامل لـ 8,6 مليون استمارة خاصة بالإحصاء الأخير مدة 8 إلى 9 أشهر. بينما تطلب استغلال 25% من استمارات إحصاء 1994 أكثر من سنتين. تشبه محارف مركز القراءة الآلية للوثائق معملا صناعيا، إذ تنجز كل أسبوع تقارير الإنتاج (إنتاج، مردودية، تقييم العاملين، إلخ...) ليتم تسليمها، كل أسبوع، إلى لجنة المتابعة.

## كواليس الإحصاء

- ردا على صحافي تباهى بكون الإحصاء لم يشمل، عقب المندوب السامي للتخطيط قائلا: «كنتم على علم بعملية الإحصاء، وجريدتكم تطرقت إليه بشكل يومي، لماذا لم تتقدموا إذن إلى المكلف بالإحصاء في حيكم؟ على العموم، فإن سكان الأحياء الشعبية وسكان البادية كانوا أكثر استجابة لحملتنا الإعلامية!».
- خصص مستشارو صاحب الجلالة استقبالا حارا للمكلفين بالإحصاء. وقد قدمت لهؤلاء وجبات فطور على الطريقة المغربية.
- قامت خادمة بإدخال مكلف بالإحصاء، بعد التعرف على هويته، إلى شقة يسكنها أجنبي، فتم استقباله على طريقة الأفلام الجاسوسية: «ارفع يديك»، وتم تفتيشه من أخمص القدمين إلى أعلى الرأس، والأدهى من ذلك، تم تسليمه إلى الشرطة.
- خصصت عصابة تختبئ بإحدى الغابات استقبالا حارا للمكلفين بالإحصاء، بحيث لم يكتف أعضاءها بالإجابة على أسئلتهم، بل ألحوا على دعوتهم إلى مشاركتهم طعامهم الخاص.
- حسب بحث أجرته المندوبية السامية للتخطيط وهم المكلفين بالإحصاء، تبين أن 4,8% منهم فقط يعتبرون أن ظروف إجراء الإحصاء كانت سيئة، بينما يعتبرها 64,6% منهم جيدة، في حين يعتبرها 30,6% منهم مستحسنة.
- تجدر الإشارة أيضا إلى أن 98,6% من المكلفين بالإحصاء اعتبروا استقبال الساكنة لهم «جيدا» إلى «جيد جدا». بينما اعتبره 1,4% «غير لائق».

- حسب بحث يهدف إلى تقدير نسبة تغطية الإحصاء، من المحتمل أن تتراوح هذه النسبة ما بين 97% و98%. وعلى هذا الأساس، يقدر عدد الذين لم يشملهم الإحصاء بين 600.000 و900.000 شخص.

- بعد استماعهم إلى الشروحات التي قدمها لهم المختصون في الديموغرافيا والإحصاء، عبر ممثلو النقابات، الذين حضروا للقاء الذي نظمته المندوبية السامية للتخطيط بمناسبة نشر نتائج الإحصاء، عن مواخذتهم على عدم قيام هؤلاء بعمل تواصل مكثف

بشأن هذه النتائج بهدف رفع كل التباس يمكن أن يمس بمصداقيتها.

## اجتماعات اللجنة العلمية للإحصاء

- تم التأكيد، خلال اجتماعات اللجنة العلمية للإحصاء، على ضرورة بلورة استراتيجية شاملة للتواصل بهدف تحسيس الرأي العام بالتطورات الديموغرافية التي يعرفها المغرب. كما عرفت هذه الاجتماعات إثارة قضايا مهمة تتجلى خصوصا في فتح نقاش وطني بشأن:

- الدروس التي يتوجب استخلاصها من معطيات الإحصاء من أجل توجيه أحسن، خاصة على الصعيد الجغرافي، للاستثمارات العمومية. ذلك أنه من الملاحظ أن يتم، في بعض الأحيان، تخصيص استثمارات هامة لمناطق يهجرها السكان على حساب مناطق أخرى تعرف نموا ديموغرافيا سريعا.

- تنميط أسماء الدواوير القروية من جهة وإشكالية حدودها الجغرافية من جهة أخرى، حيث نجد دواوير لها أسماء متعددة ولا تتوفر على حدود دقيقة، مما يشكل عائقا لنموها.

- تواجد مراكز بالجماعات تتوفر على كل شروط المراكز الحضرية ولا تزال رغم ذلك تصنف من الناحية الإدارية كمناطق قروية.

## بعض الدروس المستخلصة من نتائج الإحصاء المتعلقة بالسكان القانونيين

### ساكنة المغرب: حوالي 30 مليون نسمة

- لم تكن ساكنة المغرب لتتجاوز 32 مليون نسمة حتى في حالة عدم تغير مستوى الخصوبة طيلة عشرين سنة الماضية واستقرار معدل النمو الديموغرافي في 2,1%، غير أن الخصوبة عرفت تراجعا كبيرا لتصل إلى 2,5 أطفال لكل امرأة سنة 2002، مقابل 5,5 أطفال في بداية الثمانينيات. وعلى هذا الأساس، تكون خصوبة المرأة المغربية قد تناقصت بثلاثة أطفال مقارنة مع بداية الثمانينيات.
- وحسب الإسقاطات الديموغرافية، التي قامت بها سواء الهيئات الوطنية أو المؤسسات الدولية والتي سيتم تحيينها في ضوء نتائج الإحصاء العام لسنة 2004، فإن الساكنة المغربية لن تبلغ 45 مليون نسمة إلا في أفق سنة 2060. كما يتوجب انتظار سنة 2030 لتجاوز حدود 40 مليون نسمة.

### الهجرة القروية

- لم يرتفع عدد السكان القرويين، بالرغم من وجود خصوبة أكثر ارتفاعا بالمقارنة مع الوسط الحضري، إلا بنسبة 0,6% سنويا خلال فترة 1994-2004، وذلك مقابل نسبة 2,1% المسجلة بالوسط الحضري.

- سجلت الساكنة القروية بالأغلبية الساحقة من الأقاليم (39) معدلات نمو أقل من 1%. وأكثر من ذلك، عرف 11 إقليما منها معدلات سلبية. وتندرج في هذا الإطار طانطان والناظور وكلميم.

démographiquement:

La population de Rabat s'est pratiquement stabilisée depuis 1994. Casablanca, avec un taux d'accroissement démographique de 0,8%, ne semble plus susciter non plus l'engouement des migrants, c'est le cas également de Safi et Khouribga avec des taux respectifs de 0,8% et 0,9%.

• D'autres villes ont connu une vraie explosion démographique : les municipalités de Ait Melloul et de Temara notamment ont connu des taux d'accroissement respectifs de 4,6% et 5,6%.

#### Les ménages

• Le nombre de ménages recensés au 1er septembre 2004 s'élève à 5.665.264 dont les trois cinquièmes ont été recensés en milieu urbain. La taille moyenne du ménage marocain s'établit à 5,3 personnes. Elle est plus élevée en milieu rural (6,0) qu'en milieu urbain (4,8).

### Enquêtes sur la consommation et les dépenses des ménages

#### Moins de pauvres au mois de Ramadan

• Au mois de Ramadan, les dépenses totales des ménages augmentent de 9,1% et les dépenses alimentaires de 28%, cette augmentation s'accompagne d'une amélioration de la qualité des produits consommés.

• Le taux de pauvreté diminue au mois de ramadan passant à 9% au lieu de 14% pendant le reste des mois de l'année. Il est respectivement de 3,7% contre 6,5% en milieu urbain et de 17% contre 23,7% en milieu rural. La pauvreté alimentaire, elle, est pratiquement inexistante en ce mois sacré.

#### L'Aid Al Adha : 5,6 millions de sacrifiés

• La pratique du sacrifice à l'occasion de l'Aid Al ADHA est moins fréquente chez les personnes aisées que chez les pauvres. Elle régresse à mesure que le niveau d'éducation s'élève, ou que la taille des ménages diminue.

• L'on estime la demande en animaux d'abattage à l'occasion de l'Aid Al Adha à 5,6 millions dont 91,1% d'ovins et caprins.

### Activités du Haut-Commissariat au Plan en 2005

• Outre les activités d'enquêtes, d'études et de recherches que mène le Haut Commissariat au Plan, l'année 2005 sera marquée notamment par l'organisation de trois manifestations scientifiques ayant pour thèmes :

- la mise à niveau du système national d'information statistique
- les jeunes au Maroc
- consommation et dépenses des ménages
- la croissance économique et l'emploi

Elle sera également marquée, dans le cadre de l'approche stratégique de la planification au Maroc, par l'organisation de forums et d'ateliers sur la prospective.

• La version définitive du rapport d'évaluation du Plan de Développement Economique et Social 2000-2004, élaboré par le Haut Commissariat au Plan, sera rendue publique début février 2005.

• Le Haut Commissariat au Plan a élaboré le budget économique pour 2005 et les prévisions pour 2006. ■

#### شورتابين

• على مستوى المدن الرئيسية عرفت مجموعة من المدن ضعفا على مستوى نموها الديموغرافي ما بين 1994 و2004.

• وهكذا، عرف حجم ساكنة الرباط استقرارا منذ سنة 1994. ويبدو أن الدار البيضاء، التي بلغ معدل نموها الديموغرافي 0,8 ٪، لم تعد تجتذب المهاجرين. وهي نفس وضعية مدينتي أسفي وخريكة اللتين لم يتعد معدل نموها الديموغرافي 0,8 ٪ و0,9 ٪ على التوالي. وعرفت مدن أخرى انفجارا ديموغرافيا حقيقيا. وتندرج في هذا الإطار، على الخصوص، بلديتا آيت ملول وتمارة، حيث بلغ معدل نموها الديموغرافي 4,6 ٪ و5,6 ٪ على التوالي.

#### الأسر

• ارتفع عدد الأسر، التي تم إحصاؤها يوم فاتح شتنبر 2004، إلى 5.665.264 أسرة. وقد تم إحصاء ثلاثة أخماس منها بالوسط الحضري. ويبلغ متوسط أفراد الأسرة المغربية 5,3 : 6 بالعالم القروي و4,8 بالوسط الحضري.

### أبحاث حول استهلاك ونفقات الأسر فقراء أقل خلال شهر رمضان

• يعرف شهر رمضان ارتفاعا على مستوى مجموع نفقات الأسر بـ 9,1 ٪ وعلى مستوى النفقات الغذائية بـ 28 ٪. ويوازي هذا الارتفاع تحسن فيما يخص نوعية المواد المستهلكة.

• وينخفض معدل الفقر خلال شهر رمضان، حيث يتراجع إلى 9 ٪ مقابل 14 ٪ خلال بقية أشهر السنة. ويصل هذان المعدلان، على التوالي، إلى 3,7 ٪ مقابل 6,5 ٪ بالعالم القروي، و17 ٪ مقابل 23,7 ٪ بالوسط القروي. ويعتبر الفقر الغذائي منعما خلال هذا الشهر المبارك.

### عيد الأضحي 5,6 مليون أضحية

• تعتبر ممارسة نحر الأضحية أقل انتشارا لدى الفئات الأكثر يسرا بالمقارنة مع الفئات الفقيرة. وتراجع هذه الممارسة كلما ارتفع المستوى التعليمي وأيضاً كلما انخفض حجم الأسرة.

• ويقدر الطلب على الأضحية في حدود 5,6 مليون رأس، 91,1 ٪ منها من الغنم والماعز.

### أنشطة المندوبية السامية للتخطيط سنة 2005

• بالإضافة إلى الأبحاث الميدانية والدراسات التي تقوم بها المندوبية السامية للتخطيط، ستميز سنة 2005 خصوصا بتنظيم ثلاث تظاهرات علمية ستمحور حول المواضيع التالية :

- تأهيل النظام الوطني للمعلومات الإحصائية
- الشبان بالمغرب
- الاستهلاك ونفقات الأسر
- النمو الاقتصادي والشغل.

كما ستميز السنة بتنظيم ملتقيات وأورش حول المستقبلية، وذلك في إطار المقاربة الاستراتيجية للتخطيط بالمغرب.

• سيتم نشر الصيغة النهائية للتقرير حول تقييم مخطط التنمية الاقتصادية والاجتماعية 2000-2004، الذي أنجزته المندوبية السامية للتخطيط، في بداية شهر فبراير.

• أنجزت المندوبية السامية للتخطيط الميزانية الاقتصادية لسنة 2005 وكذا التوقعات بالنسبة لسنة 2006. ■